



SNCB-Holding  
Comptes annuels 2013  
(selon IFRS)



# 1. INTRODUCTION



SNCB-Holding  
Comptes annuels 2013  
(selon IFRS)



## COMPTES ANNUELS DE LA SNCB HOLDING ARRETES AU 31 DECEMBRE 2013

### APPLICATION DU REFERENTIEL COMPTABLE IFRS

Conformément aux dispositions de l'article 89 de son contrat de gestion avec l'Etat Belge, la SNCB Holding a établi ses comptes annuels 2013 en appliquant le référentiel comptable " IFRS" (International Financial Reporting Standards).

Le résultat déterminé selon les normes IFRS (-28,0 Mio€) diverge de celui obtenu en normes comptables belges (150,8 Mio€), et ce, en raison de règles IFRS qui ne sont pas acceptées par le droit comptable belge.

La réconciliation entre ces deux résultats reste toutefois parfaitement possible, et s'obtient de la manière suivante :

<b>Résultat IFRS 2013</b>	<b>-28,0</b>
Autres instruments financiers : valorisation de la juste valeur non reconnue en BEGAAP	-21,4
Impôts différés reconnus selon IAS 12	136,5
Provisions produits dérivés : annulation en IFRS des provisions comptabilisée en BEGAAP	42,9
Réestimation provisions HR : indemnités de cessation d'emploi	17,5
Autres retraitements IFRS	3,3
<b>Résultat BEGAAP 2013</b>	<b>150,8</b>

L'usage des normes IFRS est devenu un standard pour de nombreuses grandes entreprises, au rang desquelles figurent les principales entreprises ferroviaires européennes, et répond à une attente des institutions qui assurent le financement des activités du Groupe SNCB. C'est pourquoi la SNCB Holding a décidé d'axer sa communication financière exclusivement sur ses états financiers présentés en IFRS.

Toutefois, s'il est aujourd'hui permis de publier les comptes consolidés du Groupe SNCB présentés selon les normes IFRS, ce n'est en revanche pas le cas pour les comptes sociaux. La SNCB Holding a donc établi ses états financiers à la fois selon les normes comptables belges et IFRS. Actuellement, seuls les premiers font l'objet d'un rapport d'attestation par les auditeurs externes et sont soumis pour approbation à l'Assemblée générale des actionnaires. Le rapport de gestion a été établi sur cette base et contient le commentaire des principales évolutions concernant les comptes préparés selon ce référentiel.

Les comptes annuels de la SNCB Holding sont présentés, ci-après, selon les normes IFRS. Les états financiers établis selon les normes belges sont disponibles sur le site de la SNCB Holding

(www.belgianrail.be), ainsi que sur le site de la Centrale des bilans de la Banque Nationale de Belgique.

## PRINCIPALES EVOLUTIONS FINANCIERES

### Remarque préliminaire

Une caractéristique marquante des normes IFRS touche aux nombreuses données supplémentaires qui doivent être fournies en complément du bilan et du compte de résultats.

Il est donc expressément renvoyé à ces notes aux comptes qui fournissent une information très détaillée permettant de bien appréhender les états financiers arrêtés au 31 décembre 2013.

Les principales évolutions qui ont marqué l'exercice 2013 sont cependant synthétisées ci-après.

## Compte de résultats synthétique

Mio€	Réalité 2013	Réalité 2012	Δ €	Δ %
<b>Produits d'exploitation cash récurrent</b>	<b>2.533,1</b>	<b>2.506,4</b>	<b>26,7</b>	<b>1,1%</b>
Chiffre d'affaires	2.254,8	2.235,1	19,7	0,9%
Subventions d'exploitation	234,0	233,3	0,7	0,3%
Production immobilisée	19,7	19,0	0,8	4,0%
Autres produits d'exploitation	24,6	19,1	5,5	28,8%
<b>Charges d'exploitation cash récurrent</b>	<b>-2.385,8</b>	<b>-2.368,8</b>	<b>-17,1</b>	<b>0,7%</b>
Approvisionnements et marchandises	-4,8	-1,2	-3,6	N.S.
Services et bien divers	-238,2	-247,8	9,6	-3,9%
Frais de personnel	-2.138,5	-2.115,7	-22,8	1,1%
Autres charges d'exploitation	-4,4	-4,1	-0,3	7,2%
<b>EBITDA cash récurrent</b>	<b>147,2</b>	<b>137,6</b>	<b>9,6</b>	<b>7,0%</b>
EBITDA cash non récurrent	12,5	43,4	-30,9	
EBITDA non cash	-2,8	35,0	-37,7	
<b>EBITDA</b>	<b>157,0</b>	<b>216,0</b>	<b>-59,0</b>	
Amortissements et pertes de valeur	-109,4	-80,9	-28,5	
Subsides en capital	91,2	74,0	17,2	
Pertes de valeur nettes sur investissements financiers	-10,6	-11,2	0,5	
<b>EBIT</b>	<b>128,1</b>	<b>198,0</b>	<b>-69,9</b>	
<b>Résultat financier</b>	<b>-47,6</b>	<b>-118,1</b>	<b>70,5</b>	
Charge dette nette contrat de gestion	-82,0	-86,9	4,9	
Autres résultats financiers cash	8,9	7,5	1,3	
Résultat financier non cash	25,5	-38,8	64,3	
<b>EBT</b>	<b>80,5</b>	<b>79,8</b>	<b>0,7</b>	
Impôts différés sur le résultat net	-149,3	-29,2	-120,0	
Autres éléments du résultat global	28,0	-48,0	76,0	
Impôts différés sur les autres éléments du résultat global	12,8	7,1	0,0	
<b>RESULTAT GLOBAL</b>	<b>-28,0</b>	<b>9,7</b>	<b>-37,7</b>	
dont				
<i>Résultat global cash</i>	<i>86,6</i>	<i>101,7</i>	<i>-15,1</i>	
<i>Résultat global non cash</i>	<i>-114,6</i>	<i>-92,0</i>	<i>-22,6</i>	

## EBITDA cash récurrent

Mio€	Réalité 2013	Réalité 2012	Δ €	Δ %
Cash	159,7	181,0	-21,3	-11,8%
<i>Récurrent</i>	<i>147,2</i>	<i>137,6</i>	<i>9,6</i>	<i>7,0%</i>
<i>Non récurrent</i>	<i>12,5</i>	<i>43,4</i>	<i>-30,9</i>	<i>-71,2%</i>
Non cash	-2,8	35,0	-37,7	N.S.
	<b>157,0</b>	<b>216,0</b>	<b>-59,0</b>	<b>-27,3%</b>

En isolant l'EBITDA cash récurrent, on peut approcher la trésorerie ("cash") qui a été générée par les activités d'exploitation habituelles ("récurrentes"). Cette démarche permet d'apprécier dans quelle mesure l'entreprise génère suffisamment de moyens financiers pour couvrir d'autres dépenses importantes, comme les charges d'intérêts sur les financements ou les investissements sur fonds propres.

L'EBITDA cash récurrent est positif de 147,2 Mio€, soit une amélioration de 9,6 Mio€ par rapport à 2012 (137,6 Mio€). Ce mouvement s'explique par les principaux éléments suivants :

- une augmentation des coûts globaux de personnel de 22,8 Mio€ ;
- une hausse des subventions d'exploitation de 0,7 Mio€ ;
- une réduction des services et biens divers de 9,6 Mio€ ;
- une hausse des autres produits (diminués des autres charges) de 5,2 Mio€ ;
- une hausse de 19,7 Mio€ du chiffre d'affaires ;
- une hausse des approvisionnements et marchandises de 3,6 Mio€ ;
- une augmentation de la production immobilisée de 0,8 Mio€.

#### Les produits d'exploitation

Le **chiffre d'affaires** réalisé par l'entreprise en 2013 s'élève à 2.254,8 Mio€, ce qui représente une augmentation de 19,7 Mio€ (+0,9%) par rapport à 2012. Ce mouvement résulte d'une part d'une augmentation des ventes réalisées au sein du Groupe (+27,5 Mio€) et d'un abaissement des ventes externes de 7,8 Mio€, imputable notamment aux commandes en cours d'exécution et le détachement de personnel vers d'autres sociétés.

Les **dotations d'exploitation** reçues des pouvoirs publics ont crû de 0,7 Mio€ (+0,3%) en raison notamment de la variation de l'index (+2,5%).

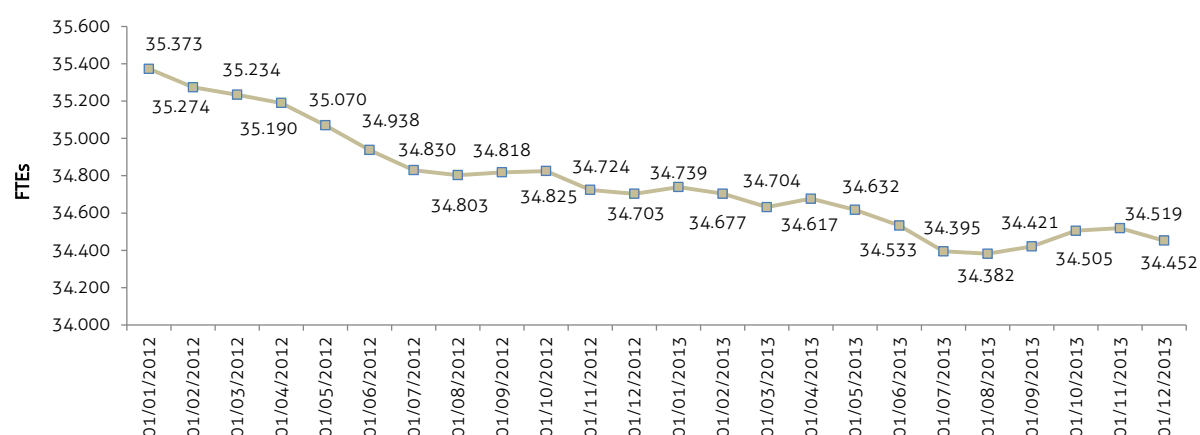
La **production immobilisée** représente la valeur des investissements produits au sein de l'entreprise. Celle-ci s'est élevée en 2013 à 19,7 Mio€ et enregistre une hausse de 4,0% par rapport à l'année précédente, spécialement pour les immobilisations corporelles et incorporelles de Stations.

#### Les services et biens divers

Les services et biens divers cash s'élèvent à 238,2 Mio€ et enregistrent une baisse comptable de 9,6 Mio€ (-3,9%) par rapport à la même période de l'exercice précédent. Ce mouvement résulte essentiellement de la réduction des frais de consultance et de sous-traitance informatique (-3,8 Mio€) et d'une diminution des coûts relaté aux projets (-3.4 Mio€) et entretiens et réparations (-1,9 Mio€).

## Les frais de personnel

L'effectif du personnel a évolué comme suit :



Les frais de personnel globaux représentent une charge globale de 2.138,5 Mio€. Si l'on fait abstraction de certains éléments figurant, en comptabilité, sous cette rubrique (comme par exemple, les swaps d'inflation ou certaines dépenses à caractère social mais couvertes par des provisions constituées antérieurement), on aboutit à la masse salariale normalisée, qui s'élève à 2.121,9 Mio€. Celle-ci augmente de 20,1 Mio€ (+1,0%) par rapport à 2012, variation qui provient principalement de l'indexation des salaires (+48,3 Mio€), des progressions barémiques liées à l'ancienneté (+16,2 Mio€), du changement de grade (+5,6 Mio€), de la baisse des effectifs (-26,1 Mio€) et de l'effet de rajeunissement des effectifs (-30,1 Mio€).

## Les résultats financiers

Mio€	Réalité 2013	Réalité 2012	Δ €	Δ %
<b>Charge nette dette totale</b>	<b>-121,3</b>	<b>-123,6</b>	<b>2,4</b>	<b>-1,9%</b>
Neutralisation des filiales et de l'Etat	39,3	36,8	2,5	6,8%
<b>Charge nette dette Contrat de Gestio</b>	<b>-82,0</b>	<b>-86,9</b>	<b>4,9</b>	<b>-5,6%</b>
Dividendes	0,6	5,5	-4,9	
Résultats de change	-0,6	1,1	-1,7	
Autres résultats financiers	8,9	1,0	7,9	
<b>Autres résultats financiers cash</b>	<b>8,9</b>	<b>7,5</b>	<b>1,3</b>	
<b>Résultats financiers cash</b>	<b>-73,1</b>	<b>-79,3</b>	<b>6,2</b>	
<b>Résultats financiers non cash</b>	<b>25,5</b>	<b>-38,8</b>	<b>64,3</b>	
<b>Résultats financiers</b>	<b>-47,6</b>	<b>-118,1</b>	<b>70,5</b>	<b>-59,7%</b>

La charge de la dette supportée par la SNCB Holding représente une charge de 121,3 Mio€, qui est en baisse par rapport à l'exercice précédent (-2,4 Mio€). Dans la mesure où certains financements sont réalisés à la demande des pouvoirs publics, et entièrement supportés par eux, la partie de la dette qui incombe réellement à la SNCB Holding (dette contrat de gestion), induit une charge de 82,0 Mio€, contre 86,9 Mio€ en 2012, soit une réduction de 5,6%.

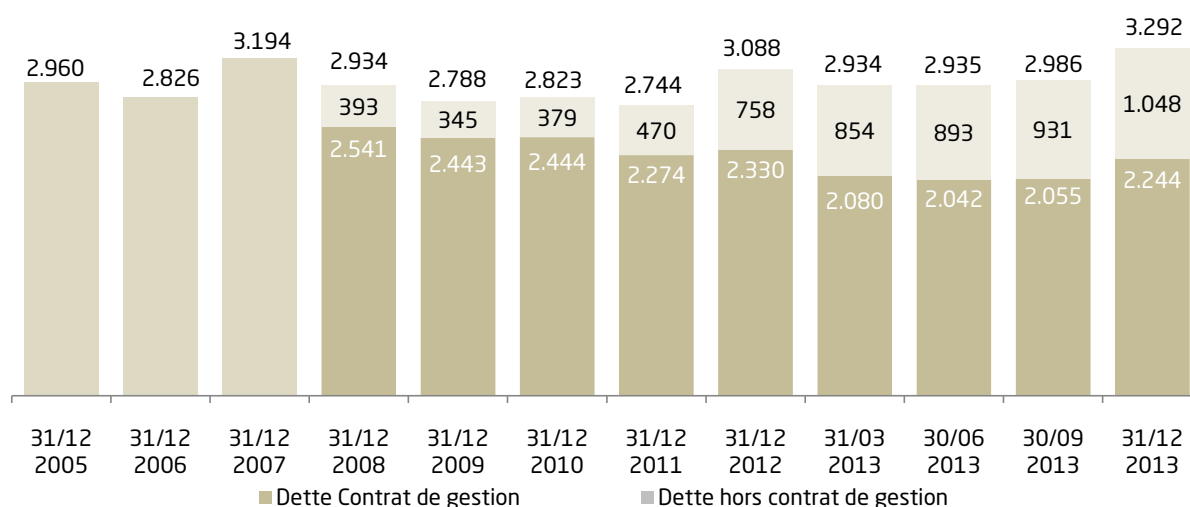
Une part importante des résultats financiers (25,5 Mio€) provient d'éléments n'entraînant aucune sortie de cash.

### Dette

Par dette nette de la SNCB Holding, il faut entendre la dette contractée auprès des institutions financières (dette actée, en comptabilité, dans le bilan ou hors bilan) :

- + les dettes intragroupe portant intérêts ;
- les placements de trésorerie intragroupe portant intérêts ;
- les opérations "Back-to-Back" conclues avec l'Etat dans le cadre de la reprise de la dette au 1er janvier 2005 ;
- les valeurs disponibles et les placements de trésorerie auprès d'institutions financières, lorsqu'ils ne sont pas gérés pour compte de tiers (Fonds RER, Liefkenshoektunnel, Fonds des Œuvres Sociales) ;
- les placements de trésorerie destinés aux remboursements partiels du nominal de la dette contractée auprès des institutions financières ;
- les créances portant intérêts relatives aux sociétés intragroupe.

La dette totale (3.292 Mio€) de la SNCB Holding a enregistré une hausse de 204 Mio€ en 2013, tandis que la dette contrat de gestion (2.244 Mio€) de la SNCB Holding a enregistré une baisse de 86 Mio€.





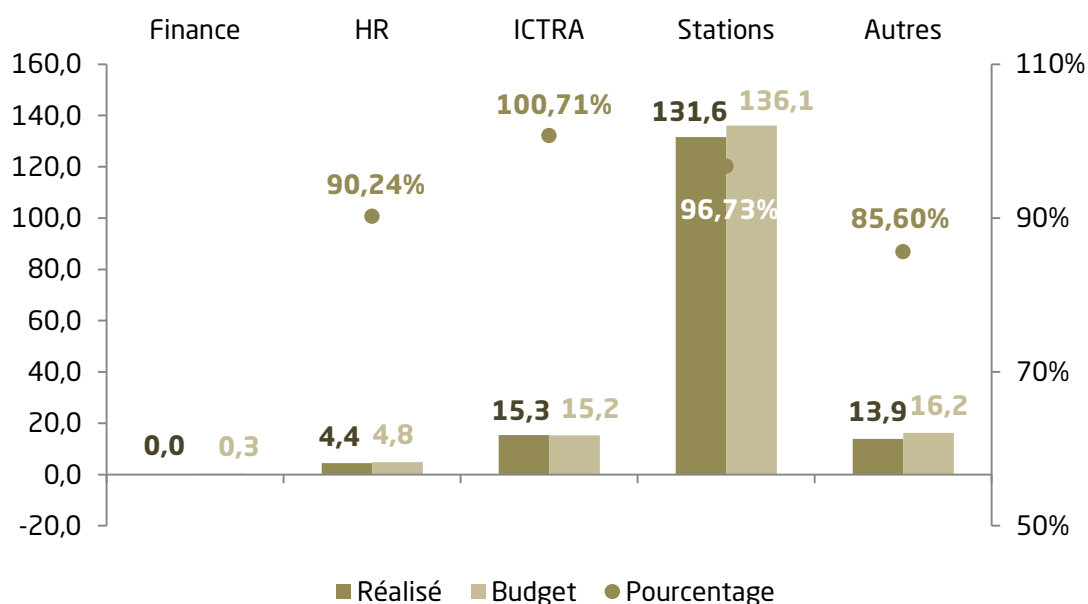
Suite aux révisions opérées par les agences de rating, la SNCB Holding détient la note A1 depuis le 20 décembre 2011 auprès de l'agence Moody's et la note A+ depuis le 29 novembre 2011 auprès de l'agence Standard & Poor's. Ces ratings ont été confirmés depuis lors, le 20 novembre 2013 pour la dernière fois par l'agence Moody's, et le 15 novembre 2013 par l'agence Standard & Poor's.

Cette situation a cependant permis de continuer à lever des financements à des conditions raisonnablement avantageuses.

### Investissements

La SNCB Holding a réalisé des investissements corporels et incorporels à concurrence de 165,1 Mio€ en 2013.

La part la plus importante (131,6 Mio€) incombe à la Direction Stations, qui a investi plus de 96,3 Mio€ dans l'accueil des voyageurs (gares et parkings). Le graphique ci-après indique la réalisation des investissements par direction de la SNCB Holding.



En ce qui concerne les investissements financiers, la SNCB Holding a notamment procédé aux opérations suivantes :

- libération du capital d'Infrabel à hauteur de 46,5 Mio€, dans le cadre du financement du solde des travaux TGV ;
- augmentation du capital de la SNCB à concurrence de 11,5 Mio€ dans le cadre du plan de restructuration de l'activité Cargo, participation qui a immédiatement fait l'objet

d'une perte de valeur à due concurrence, puisque l'ensemble des actions détenues par la SNCB Holding dans le capital de la SNCB ont une valeur nulle.

La SNCB Holding a procédé à une réévaluation de ses participations dans Eurostation et Eurofima de respectivement 34,6 Mio€ et 62,0 Mio€ en 2013.

Les participations détenues par la SNCB Holding dans le capital d'autres sociétés font l'objet de tests de valeur (impairment test) selon les prescriptions de la norme IAS 36.

#### Participation dans SNCB Logistics

Dans le cadre de la recherche d'un partenaire stratégique pour la SNCB Logistics, la société a fait l'objet d'une évaluation. En prenant pour hypothèse un coût moyen pondéré du capital (W.A.C.C.) de 8 % et un taux de croissance perpétuel (P.G.R.) de 1,75 %, la valeur de la société est estimée à 24 Mio€. Sur cette base, la valeur de la participation de 6,81 % détenue par SNCB Holding dans le capital de SNCB Logistics a été corrigée, conduisant à un impact sur le résultat financier d'un montant de 9,8 Mio€.

Les mesures de restructuration prises en 2012 suite à l'évolution de l'activité Logistics dans le fret ferroviaire ont permis de limiter les pertes et d'assurer la continuité de l'entreprise. Par ailleurs, la recherche d'un partenariat stratégique pour l'activité Logistics a été poursuivie en concertation avec le Conseil d'administration de la SNCB Logistics et ses actionnaires, la SNCB et la SNCB Holding, avec la perspective d'aboutir à un accord dans le courant de 2014.

## 2. COMPTES ANNUELS



SNCB-Holding  
Comptes annuels 2013  
(selon IFRS)



## INFORMATIONS GENERALES

### Activités

La SNCB Holding est une société anonyme de droit public, dont les missions de service public sont principalement la détention et la gestion de ses participations dans le capital d'Infrabel et de la SNCB, la sécurité et le gardiennage dans le domaine ferroviaire, l'acquisition, la construction, l'entretien et la gestion des gares et de leurs dépendances ainsi que la conservation du patrimoine historique concernant l'exploitation ferroviaire.

La SNCB Holding emploie 35.898 (36.206) membres du personnel au 31 décembre 2013 (2012), dont 31.892 (32.108) sont mis à disposition d'autres sociétés du Groupe SNCB.

Nous attirons l'attention sur la réforme du Groupe SNCB qui est intervenue au 1<sup>er</sup> janvier 2014. Nous renvoyons à la note 35 « Evénements postérieurs à la clôture » pour plus d'informations. Les actifs et passifs liés aux activités transférées à Infrabel au 1<sup>er</sup> janvier 2014 ainsi que les actifs et passifs apportés à HR Rail à cette même date sont présentés en tant qu'actifs détenus en vue de la vente et dettes directement liées à l'état de la situation financière au 31 décembre 2013.

### Statut juridique

La SNCB Holding SA est une société anonyme de droit public dont le siège social est situé rue de France 85, 1060 Bruxelles. Elle est inscrite sous le numéro d'entreprise 0203.430.576. La dernière modification des statuts coordonnés a été publiée au Moniteur belge en date du 25 novembre 2011.

### Etats financiers

Les états financiers individuels au 31 décembre 2013 préparés selon le référentiel IFRS, ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 19 mai 2014. Les chiffres repris dans le présent document sont exprimés en euro (EUR), sauf mention contraire explicite.

Au 31 décembre 2013, la SNCB Holding (« La Société ») constitue avec Infrabel un consortium au sens de l'article 10 du Code des Sociétés. La SNCB Holding, Infrabel et l'ensemble de leurs filiales forment le Groupe SNCB. La SNCB Holding et Infrabel établissent des comptes consolidés selon le référentiel IFRS.

### Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration est composé comme suit :

Fontinoy Jean-Claude	Président du Conseil d'Administration
Haek Jannie	Administrateur délégué jusqu'au 13 novembre 2013
Cornu Jo	Administrateur délégué depuis le 13 novembre 2013
Bruyninckx Eddy	Administrateur
Delwart Valentine	Administrateur depuis le 14 octobre 2013
Etienne Jacques	Administrateur jusqu'au 14 octobre 2013
Gernay Catherine	Administrateur jusqu'au 14 octobre 2013
Joris Luc	Administrateur
Lauwers Kris	Administrateur depuis le 14 octobre 2013
Leburton Valérie	Administrateur depuis le 14 octobre 2013
Lorand Renaud	Administrateur depuis le 14 octobre 2013
Matthys Paul	Administrateur jusqu'au 14 octobre 2013
Schatteman Saskia	Administrateur depuis le 14 octobre 2013
Schuermans Lieve	Administrateur jusqu'au 14 octobre 2013
Sterckx Dirk	Administrateur depuis le 14 octobre 2013
Verdonck Magali	Administrateur jusqu'au 14 octobre 2013
Vergeyle Marianne	Administrateur jusqu'au 14 octobre 2013

## Commissaires

Membres du Collège des Commissaires :

Grant Thornton Bedrijfsrevisoren CVBA représenté par Ria Verheyen

Mazars Réviseurs d'entreprises SCRL représenté par Philippe Gossart

La Cour des comptes représentée par Michel de Fays et Ignace Desomer

## Modifications par rapport à l'exercice précédent

Les chiffres comparatifs ont été retraités suite à l'application de la norme IAS 19 Révisée. Ces modifications sont détaillées dans la note 1.28.

## I. ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE

### ACTIFS

	Notes	Au 31 décembre	
		2013	2012
<b>Actifs non courants</b>			
Immobilisations incorporelles	4	11.652.939,42	125.146.978,29
Immobilisations corporelles	5	1.733.811.314,14	1.255.868.071,57
<i>A. Terrains</i>		530.888.678,20	75.350.583,73
<i>B. Constructions</i>		661.683.145,24	707.408.288,13
<i>C. Matériel roulant ferrovaire</i>		0,00	0,00
<i>D. Installations et équipements divers</i>		53.276.450,52	99.833.683,07
<i>E. Immobilisations corporelles en cours</i>		487.963.040,18	373.275.516,64
Immeubles de placement	6	732.421.698,73	68.206.692,31
Participations dans des filiales	7	171.056.038,09	3.501.188.506,03
Participations dans des coentreprises et entreprises associées	8	74.951.847,27	13.753.877,85
Créances commerciales et autres débiteurs	9	979.223.558,49	812.901.775,05
Instruments financiers dérivés	11	227.863.550,26	299.543.124,65
Autres actifs financiers	2.1	1.121.708.396,18	1.877.721.108,97
Actifs d'impôt différé	20	0,00	136.456.846,34
<b>Sous-total actifs non courants</b>		<b>5.052.689.342,58</b>	<b>8.090.786.981,06</b>
<b>Actifs courants</b>			
Stocks	13	899.429,92	7.279.115,13
Créances commerciales et autres débiteurs	9	739.968.908,67	1.159.399.646,50
Instruments financiers dérivés	11	450.276,13	17.156.729,19
Autres actifs financiers	2.1	92.578.559,71	200.522.936,51
Créances d'impôt courant		0,00	0,00
Trésorerie et équivalents de trésorerie	14	1.366.594.438,05	1.200.021.224,26
<b>Sous-total actifs courants</b>		<b>2.200.491.612,48</b>	<b>2.584.379.651,59</b>
<b>Actifs non courants classés comme détenus en vue de la vente</b>			
Actifs non courants classés comme détenus en vue de la vente	15	4.491.601.112,47	6.742.235,30
<b>TOTAL DES ACTIFS</b>		<b>11.744.782.067,53</b>	<b>10.681.908.867,95</b>

Des retraitements ont été effectués sur les chiffres de l'état de la situation financière au 31 décembre 2012 suite à l'application de la norme IAS 19 Révisée, tels que décrit à la note 1.28.

## CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS

	Notes	Au 31 décembre	
		2013	2012
<b>Capitaux propres</b>			
Capital	16	741.778.929,39	741.778.929,39
Réserves		1.141.452.750,71	-54.146.928,37
<b>Total des capitaux propres</b>		<b>1.883.231.680,10</b>	<b>687.632.001,02</b>
<b>Passifs non courants</b>			
Dettes pour avantages au personnel	17	260.214.593,54	464.039.248,42
Provisions	18	131.749.931,48	124.868.570,46
Dettes financières	19	2.555.069.040,12	4.812.380.076,64
Instruments financiers dérivés	11	375.548.636,79	589.074.262,02
Dettes commerciales	21	40.927.975,12	44.018.289,20
Subsides	23	1.166.754.830,06	1.263.876.175,86
Autres dettes	24	336.692.320,63	310.219.872,18
<b>Sous-total passifs non courants</b>		<b>4.866.957.327,74</b>	<b>7.608.476.494,78</b>
<b>Passifs courants</b>			
Dettes pour avantages au personnel	17	99.081.844,82	139.198.982,75
Provisions	18	51.674.389,75	36.071.940,79
Dettes financières	19	1.047.431.952,12	883.663.864,71
Instruments financiers dérivés	11	9.503.268,74	49.771.481,08
Dettes commerciales	21	153.665.974,54	244.996.608,86
Dettes sociales	22	158.206.047,98	409.938.200,16
Subsides	23	53.252.588,60	78.118.355,25
Autres dettes	24	381.866.094,19	544.040.938,55
<b>Sous-total passifs courants</b>		<b>1.954.682.160,74</b>	<b>2.385.800.372,15</b>
<b>Dettes directement associées à des actifs non courants classés comme détenus en vue de la vente</b>			
Dettes directement associées à des actifs non courants classés comme détenus en vue de la vente	15	3.039.910.898,95	0,00
<b>Total des passifs</b>		<b>9.861.550.387,43</b>	<b>9.994.276.866,93</b>
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS</b>		<b>11.744.782.067,53</b>	<b>10.681.908.867,95</b>

Des retraitements ont été effectués sur les chiffres de l'état de la situation financière au 31 décembre 2012 suite à l'application de la norme IAS 19 Révisée, tels que décrit à la note 1.28.

## II. ETAT DU RESULTAT GLOBAL

		2013	2012
	<u>Notes</u>		
<b>ACTIVITÉS POURSUIVIES</b>			
<b>Produits d'exploitation avant subsides en capital</b>			
Chiffre d'affaires	25	2.282.220.537,36	2.240.528.594,76
Subsides d'exploitation	23	233.972.000,13	233.298.179,68
Production immobilisée		19.738.355,32	18.984.093,21
Autres produits d'exploitation	25	33.744.449,69	87.176.642,66
<b>Total des produits d'exploitation avant subsides en capital</b>		<b>2.569.675.342,50</b>	<b>2.579.987.510,31</b>
<b>Charges d'exploitation avant amortissements et pertes de valeur</b>			
Approvisionnements et marchandises		-4.756.952,68	-1.192.936,61
Services et biens divers	25	-257.093.603,02	-241.535.788,24
Frais de personnel	26	-2.143.190.065,65	-2.111.219.514,11
Autres charges d'exploitation	25	-7.669.418,87	-8.078.012,62
<b>Total des charges d'exploitation avant amortissements et pertes de valeur</b>		<b>-2.412.710.040,22</b>	<b>-2.362.026.251,58</b>
<b>Résultat d'exploitation avant subsides en capital, amortissements et pertes de valeur</b>		<b>156.965.302,28</b>	<b>217.961.258,73</b>
Subsides en capital	23	91.209.836,86	74.010.379,03
Amortissements et pertes de valeur sur immobilisations incorporelles, corporelles et immeubles de placement	4, 5 & 6	-109.415.180,99	-80.901.325,26
Pertes de valeur sur participations dans des filiales, coentreprises et entreprises associées	7 & 8	-10.648.404,90	-11.150.280,56
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>128.111.553,25</b>	<b>199.920.031,94</b>
Produits financiers	27	294.570.763,21	481.938.531,53
Charges financières	27	-342.205.787,33	-599.806.047,75
<b>Résultat financier - net</b>		<b>-47.635.024,12</b>	<b>-117.867.516,22</b>
<b>Résultat net des activités poursuivies avant impôt sur le résultat</b>		<b>80.476.529,13</b>	<b>82.052.515,72</b>
(Charges) / produits d'impôt sur le résultat net	28	-149.255.444,31	-29.249.457,10
<b>Résultat net de l'exercice généré par les activités poursuivies</b>		<b>-68.778.915,18</b>	<b>52.803.058,62</b>
<b>RESULTAT NET DE L'EXERCICE</b>		<b>-68.778.915,18</b>	<b>52.803.058,62</b>
<b>Autres éléments du résultat global</b>			
<b>Qui ne seront jamais reclassés dans le résultat net</b>			
Ecart actuariel sur les engagements postérieurs à l'emploi		27.994.622,83	-46.465.165,23
Impôts liés aux autres éléments du résultat global	28	12.792.608,89	7.139.269,31
<b>Sous-total des autres éléments du résultat global qui ne seront jamais reclassés dans le résultat net</b>		<b>40.787.231,72</b>	<b>-39.325.895,92</b>
<b>Qui pourraient être reclassés ultérieurement dans le résultat net</b>			
Actifs financiers disponibles à la vente		-5.387,88	-1.571.204,01
Impôts liés aux autres éléments du résultat global	28	222,03	-222,03
<b>Sous-total des autres éléments du résultat global qui pourraient être reclassés ultérieurement dans le résultat</b>		<b>-5.165,85</b>	<b>-1.571.426,04</b>
<b>Total des autres éléments du résultat global de l'exercice</b>		<b>40.782.065,87</b>	<b>-40.897.321,96</b>
<b>RESULTAT GLOBAL TOTAL</b>		<b>-27.996.849,31</b>	<b>11.905.736,66</b>

Des retraitements ont été effectués sur les chiffres de l'état du résultat global de 2012 suite à l'application de la norme IAS 19 Révisée, tels que décrit à la note 1.28.



### III. ETAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

	Capital	Réserves immobilisées	Actifs financiers disponibles à la vente	Ecart actuariels sur les engagements au personnel	Réévaluation d'actifs immobilisés	Résultats reportés	Total réserves	Total capitaux propres
<b>Publié au 31/12/2011</b>	<b>741.778.929,39</b>	<b>88.880.063,68</b>	<b>1.572.295,87</b>	<b>7.303.923,72</b>	<b>0,00</b>	<b>-179.113.427,27</b>	<b>-81.357.144,00</b>	<b>660.421.785,39</b>
Incidence du changement de méthode comptable	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15.304.478,97	15.304.478,97	15.304.478,97
<b>Retraité au 31/12/2011</b>	<b>741.778.929,39</b>	<b>88.880.063,68</b>	<b>1.572.295,87</b>	<b>7.303.923,72</b>	<b>0,00</b>	<b>-163.808.948,30</b>	<b>-66.052.665,03</b>	<b>675.726.264,36</b>
Résultat net 2012	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50.569.426,26	50.569.426,26	50.569.426,26
Autres éléments du résultat global	0,00	0,00	-1.571.426,04	-39.325.895,92	0,00	0,00	-40.897.321,96	-40.897.321,96
<i>Ecart actuariels sur les engagements postérieurs à l'emploi</i>	0,00	0,00	0,00	-46.465.165,23	0,00	0,00	-46.465.165,23	-46.465.165,23
<i>Actifs financiers disponibles à la vente</i>	0,00	0,00	-1.571.204,01	0,00	0,00	0,00	-1.571.204,01	-1.571.204,01
<i>Impôts liés aux autres éléments du résultat global</i>	0,00	0,00	-222,03	7.139.269,31	0,00	0,00	7.139.047,28	7.139.047,28
<b>Total des produits et charges repris dans le résultat global</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-1.571.426,04</b>	<b>-39.325.895,92</b>	<b>0,00</b>	<b>50.569.426,26</b>	<b>9.672.104,30</b>	<b>9.672.104,30</b>
Dividendes aux actionnaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	0,00	-88.880.063,68	0,00	0,00	0,00	88.880.063,68	0,00	0,00
<b>Publié au 31 décembre 2012</b>	<b>741.778.929,39</b>	<b>0,00</b>	<b>869,83</b>	<b>-32.021.972,20</b>	<b>0,00</b>	<b>-39.663.937,33</b>	<b>-71.685.039,70</b>	<b>670.093.889,69</b>
Incidence du changement de méthode comptable	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17.538.111,33	17.538.111,33	17.538.111,33
<b>Retraité au 1<sup>er</sup> janvier 2013</b>	<b>741.778.929,39</b>	<b>0,00</b>	<b>869,83</b>	<b>-32.021.972,20</b>	<b>0,00</b>	<b>-22.125.826,00</b>	<b>-54.146.928,37</b>	<b>687.632.001,02</b>
Résultat net 2013	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-68.778.915,18	-68.778.915,18	-68.778.915,18
Autres éléments du résultat global	0,00	0,00	-5.165,85	40.787.231,72	0,00	0,00	40.782.065,87	40.782.065,87
<i>Ecart actuariels sur les engagements postérieurs à l'emploi</i>	0,00	0,00	0,00	27.994.622,83	0,00	0,00	27.994.622,83	27.994.622,83
<i>Actifs financiers disponibles à la vente</i>	0,00	0,00	-5.387,88	0,00	0,00	0,00	-5.387,88	-5.387,88
<i>Impôts liés aux autres éléments du résultat global</i>	0,00	0,00	222,03	12.792.608,89	0,00	0,00	12.792.830,92	12.792.830,92
<b>Total des produits et charges repris dans le résultat global</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-5.165,85</b>	<b>40.787.231,72</b>	<b>0,00</b>	<b>-68.778.915,18</b>	<b>-27.996.849,31</b>	<b>-27.996.849,31</b>
Dividendes aux actionnaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réévaluation d'actifs immobilisés directement par les capitaux propres	0,00	0,00	0,00	0,00	1.223.596.528,39	0,00	1.223.596.528,39	1.223.596.528,39
<b>Au 31 décembre 2013</b>	<b>741.778.929,39</b>	<b>0,00</b>	<b>-4.296,02</b>	<b>8.765.259,52</b>	<b>1.223.596.528,39</b>	<b>-90.904.741,18</b>	<b>1.141.452.750,71</b>	<b>1.883.231.680,10</b>

## IV. TABLEAUX DES FLUX DE TRESORERIE

	2013	2012
<b>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES OPERATIONNELLES</b>		
<b>Résultat net de l'exercice</b>	<b>-68.778.915,18</b>	<b>52.803.058,62</b>
Ajustements pour :		
Amortissements et pertes de valeur sur immobilisations incorporelles, corporelles, immeubles de placement et actifs détenus en vue de la vente	111.310.425,58	80.841.954,87
Pertes de valeur sur participations dans des filiales, coentreprises et entreprises associées	10.648.404,90	11.150.280,56
Réductions de valeur sur stocks, créances commerciales et autres débiteurs	3.582.328,25	4.253.491,89
Variations de juste valeur sur instruments financiers dérivés	-89.648.247,27	132.778.403,37
Variations de juste valeur et pertes de valeur sur autres actifs financiers et dettes financières	55.797.915,16	-88.050.178,34
(Plus-values) / moins-values sur cessions d'immobilisations corporelles, incorporelles, immeubles de placement et actifs détenus en vue de la vente	-10.994.635,97	-22.311.898,43
(Plus-values) / moins-values sur cessions de sociétés consolidées et mises en équivalence	615,00	0,00
Prise en résultat des commissions sur opérations de financements	-9.958.264,20	-20.400.300,82
Provisions	32.001.506,13	19.501.105,50
Avantages au personnel	20.579.514,88	581.202,97
Prises en résultat des subsides en capital	-96.597.504,28	-74.010.379,03
Produits et charges d'intérêts, net	69.561.823,82	64.686.560,00
Charges d'impôt sur le résultat	149.255.444,31	29.249.457,10
Ecart de conversion	-473.542,51	220.222,15
<b>Trésorerie brute générée par les activités opérationnelles</b>	<b>176.286.868,62</b>	<b>191.292.980,41</b>
<b>Variation nette du besoin en fonds de roulement :</b>		
Stocks	-1.388.538,88	-803.610,46
Créances commerciales et autres débiteurs	-42.361.084,39	-373.738.760,34
Dettes commerciales, sociales et autres dettes	-266.303.618,36	120.200.022,91
<b>Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles avant impôts</b>	<b>-310.053.241,63</b>	<b>-254.342.347,89</b>
Impôts reçus	0,00	0,00
Impôts payés	-5.767,05	0,00
<b>TRESORERIE NETTE ABSORBEE PAR DES ACTIVITES OPERATIONNELLES</b>	<b>-133.772.140,06</b>	<b>-63.049.367,48</b>

	2013	2012
<b>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT</b>		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles, corporelles et immeubles de placement et actifs détenus en vue de la vente	-165.144.404,32	-135.276.604,21
Acquisitions d'actifs financiers	-100.032.097,99	-132.612.370,25
Acquisitions de participations dans des filiales, coentreprises et entreprises associées	-58.149.803,32	-68.525.860,46
Subsides en capital reçus	200.219.828,69	137.041.058,41
Encaissements lors de cessions d'immobilisations incorporelles, corporelles, immeubles de placement et actifs détenus en vue de la vente	19.485.218,57	48.445.069,65
Encaissements lors de cessions d'autres actifs financiers	188.038.588,67	583.631.194,90
Encaissements sur créances contrats de location-financement	31.024.832,65	31.898.595,97
Intérêts reçus	117.000.230,98	155.697.223,63
Dividendes reçus	569.646,31	5.467.969,55
<b>TRESORERIE NETTE PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>233.012.040,24</b>	<b>625.766.277,19</b>
<b>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES DE FINANCEMENT</b>		
Augmentations des dettes financières	776.321.327,07	922.703.753,95
Remboursements des dettes financières (y compris contrats de location-financement)	-519.867.756,83	-888.400.053,62
Remboursements/ paiements nets des instruments financiers dérivés	7.879.343,75	2.802.556,74
Intérêts payés	-195.744.058,44	-217.837.457,90
<b>TRESORERIE NETTE ABSORBEE PAR DES ACTIVITES DE FINANCEMENT</b>	<b>68.588.855,55</b>	<b>-180.731.200,83</b>
<b>(DIMINUTION) / AUGMENTATION DE LA TRESORERIE, DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE ET DES DECOUVERTS BANCAIRES</b>	<b>167.828.755,73</b>	<b>381.985.708,88</b>
<b>TRESORERIE, EQUIVALENTS DE TRESORERIE ET DES DECOUVERTS BANCAIRES A L'OUVERTURE (note 14)</b>	<b>1.200.021.212,81</b>	<b>818.035.503,93</b>
(Diminution) / augmentation de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des découverts bancaires	167.828.755,73	0,00
Transfert vers actifs non courants détenus en vue de la vente	-1.255.608,52	0,00
<b>TRESORERIE, EQUIVALENTS DE TRESORERIE ET DECOUVERTS BANCAIRES A LA CLOTURE (note 14)</b>	<b>1.366.594.360,02</b>	<b>1.200.021.212,81</b>

## V. NOTES AUX COMPTES

Note 1 - Résumé des principales règles d'évaluation	11
Note 2 - Gestion du capital et des risques financiers	37
Note 3 - Estimations comptables et jugements significatifs	58
Note 4 - Immobilisations incorporelles	61
Note 5 - Immobilisations corporelles	63
Note 6 - Immeubles de placement	65
Note 7 - Participations dans les filiales	68
Note 8 - Participations dans les coentreprises et entreprises associées	70
Note 9 - Créances commerciales et autres débiteurs	72
Note 10 - Contrats de construction	74
Note 11 - Instruments financiers dérivés	76
Note 12 - Autres actifs financiers	80
Note 13 - Stocks	81
Note 14 - Trésorerie et équivalents de trésorerie	82
Note 15 - Actifs non courants classés comme détenus en vue de la vente	83
Note 16 - Capital	85
Note 17 - Dettes pour avantages au personnel	86
Note 18 - Provisions	94
Note 19 - Dettes financières	96
Note 20 - Actifs / passifs d'impôts différés	100
Note 21 - Dettes commerciales	101
Note 22 - Dettes sociales	102
Note 23 - Subsidés	103
Note 24 - Autres dettes	105
Note 25 - Produits et charges d'exploitation	106
Note 26 - Frais de personnel	108
Note 27 - Produits et charges financiers	109
Note 28 - Charges d'impôt sur le résultat global	111

---

Note 29 – Actifs et passifs éventuels	112
Note 30 - Informations complémentaires sur les instruments financiers	113
Note 31 - Opérations de financement alternatif	114
Note 32 - Droits et engagements	116
Note 33 - Informations relatives aux parties liées	117
Note 34 - Honoraires du commissaire	123
Note 35 - Evénements postérieurs à la clôture	124

## Note 1 - Résumé des principales règles d'évaluation

### 1.1 Base de préparation

Les états financiers de la Société au 31 décembre 2013 ont été établis en respectant l'ensemble des dispositions du référentiel IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne et qui ont été publiées à cette date, à savoir les normes publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB ») et les interprétations publiées par l'IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee), sous réserve du fait que les réévaluations de certains terrains et de certaines participations dans des filiales et dans des coentreprises et entreprises associées effectuées au 1<sup>er</sup> janvier 2013 constituent un exercice unique et non pas la première étape d'un processus de réévaluations régulières dans le cadre d'une règle d'évaluation adoptée pour ce type d'actifs.

Ces états financiers sont préparés sur la base du principe de l'évaluation:

- de certains actifs et passifs financiers à leur juste valeur: les instruments financiers dérivés, les actifs financiers disponibles à la vente, les actifs financiers à la juste valeur par le résultat net et les passifs financiers à la juste valeur par le résultat net ;
- de certains éléments de patrimoine sur la base de leur valeur actuelle : les dettes et les créances supérieures à un an assorties d'un taux d'intérêt nul ou anormalement faible ainsi que les provisions non courantes. Les taux d'actualisation utilisés sont les IRS selon la durée concernée, à l'exception des dettes constituées en vertu de l'IAS 19 pour lesquelles les taux d'actualisation sont déterminés par référence à des taux de marché à la date de clôture basés sur les obligations d'entreprises de première catégorie, et selon leur durée ;
- des autres éléments bilantaires à leur coût d'acquisition historique à l'exception de certaines réévaluations antérieurement actées dans les comptes belges et conservées dans les comptes IFRS, ainsi que de certaines réévaluations de terrains et de participations dans des filiales et dans des coentreprises et entreprises associées effectuées au 1<sup>er</sup> janvier 2013.

Les amendements à la norme IAS 1 'Présentation des états financiers' relatifs aux informations à fournir concernant les éléments présentés dans les autres éléments du résultat global dans l'état du résultat global, qui entrent en vigueur 1<sup>er</sup> juillet 2012, ont déjà été appliqués par la Société dans les états financiers au 31 décembre 2012.

Les nouvelles normes, amendements aux normes et interprétations suivants sont d'application obligatoire pour la première fois à partir de l'exercice comptable débutant au 1<sup>er</sup> janvier 2013 :

- IAS 19 'Avantages du personnel' Révisée. Les amendements résultent dans des changements de la définition, de la comptabilisation et de la présentation du coût des régimes à prestations définies et indemnités de cessation d'emploi et d'informations à fournir pour tous les avantages du personnel. Les impacts de cette norme sont présentés au point 1.28.
- IFRS 13 'Evaluation à la juste valeur' qui explique comment mesurer la juste valeur dans l'information financière.

Les nouvelles normes, amendements aux normes et interprétations suivants sont d'application obligatoire pour la première fois à partir de l'exercice comptable débutant au 1<sup>er</sup> janvier 2013, mais ne s'appliquent pas aux activités de la Société :

- Amendement à la norme IFRS 1 'Première application des normes internationales d'information financière' concernant l'hyperinflation grave et la suppression des dates d'application fermes pour les nouveaux adoptants.
- Amendement à la norme IFRS 1 'Première application des normes internationales d'information financière' relative aux prêts gouvernementaux.
- Amendements à la norme IAS 12 'Impôts sur le résultat' qui donnent une approche pratique pour l'évaluation des actifs et passifs d'impôts différés pour les immeubles de placement évalués selon le modèle de la juste valeur.
- IFRIC 20 'Frais de découverte engagés pendant la phase d'exploitation d'une mine à ciel ouvert'.
- 'Améliorations annuelles' publiées par l'IASB qui concernent les normes IFRS 1 'Première application des normes internationales d'information financière', IAS 1 'Présentation des états financiers', IAS 16 'Immobilisations corporelles', IAS 32 'Instruments financiers : présentation' et IAS 34 'Information financière intermédiaire'.
- Amendements à la norme IFRS 7 'Informations à fournir - Compensation d'actifs et passifs financiers'. L'amendement résulte dans une amélioration d'informations à fournir sur la compensation.
- Amendements à la norme IAS 32 'Compensation d'actifs et passifs financiers'.

La norme IAS 27 Révisée 'Etats financiers individuels' publié par l'IASB et adopté par l'Union Européenne, applicable aux années comptables commençant à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2014 ou après, n'a pas été adopté par anticipation par la Société. L'analyse de l'impact potentiel de cette norme sur les comptes de la Société est actuellement en cours.

Il en va de même pour les normes, amendements aux normes et interprétations suivants, qui ont été publiés par l'IASB, mais non encore adoptés par l'Union Européenne au 31 décembre 2013:

- Amendements à la norme IAS 36 'Dépréciation d'actifs'.
- Amendements à la norme IAS 39 'Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation'.
- IFRS 9 'Instruments financiers'.
- Amendement à la norme IAS 27 'Etats financiers individuels' pour les entités d'investissement.
- IFRIC 21 'Droits ou taxes'.

## 1.2 Opérations en devises étrangères

Les opérations en devises étrangères sont initialement comptabilisées dans la devise fonctionnelle en utilisant les taux de change prévalant à la date des opérations. Les gains et pertes de change réalisés et les gains et pertes de change non réalisés sur actifs et passifs monétaires à la date de clôture de l'exercice sont reconnus dans le résultat net.

### 1.3 Immobilisations incorporelles

Un actif incorporel est reconnu à l'état de la situation financière lorsque les conditions suivantes sont remplies :

1. l'actif est identifiable, c'est-à-dire soit séparable (s'il peut être vendu, transféré, loué individuellement), soit résultant de droits contractuels ou légaux ;
2. il est probable que cet actif va générer des avantages économiques pour la Société ;
3. la Société a le contrôle de l'actif ;
4. le coût de l'actif peut être évalué de manière fiable.

Les actifs incorporels sont évalués selon le modèle de coût, soit à leur coût initial sous déduction des amortissements cumulés et des pertes de valeur cumulées éventuelles.

Le coût initial pour les actifs incorporels :

- **acquis séparément** inclut les coûts directement attribuables à la transaction (prix d'achat après déduction des remises et rabais commerciaux), à l'exclusion des coûts indirects ;
- **générés en interne** est égal à la somme des coûts encourus à partir de la date à laquelle ces actifs ont satisfait pour la première fois aux critères de reconnaissance prévus par IAS 38, à savoir à partir du moment où la Société peut démontrer (1) la faisabilité technique du projet, (2) son intention de vendre ou utiliser l'actif, (3) comment l'actif générera des avantages économiques futurs, (4) l'existence de ressources adéquates pour terminer le projet et (5) que ces coûts peuvent être évalués de manière fiable. Ces coûts incorporent les coûts directs ainsi que les frais de fonctionnement des services opérationnels (hormis amortissements des actifs subsidiés). Dans le calcul des taux horaires, il est tenu compte de tous les coûts des avantages au personnel à court terme, excepté les frais de formation et les dépenses en matière de sécurité, ainsi que de tous les coûts des avantages au personnel à long terme, postérieurs à l'emploi et indemnités de cessation d'emploi (pour autant qu'elles concernent du personnel encore partiellement en activité).

En ce qui concerne les logiciels développés en interne, seuls les frais de développement sont activés, les frais de recherche étant pris en charges directement dans le résultat net. Les frais de développement ne concernent que : (a) la conception (blueprint fonctionnel et technique), (b) la programmation et la configuration, (c) le développement des interfaces, (d) la documentation technique pour usage interne, (e) l'intégration du hardware, et (f) le processus de tests.

Par ailleurs, les dépenses ultérieures à la reconnaissance initiale sont actées à charge du résultat net sauf s'il est démontré de nouveaux avantages économiques importants en résultent.

Par ailleurs, pour les actifs incorporels qui demandent un développement supérieur à 1 an avant de pouvoir être utilisés ou vendus, le coût de l'actif incorporel inclut des coûts de financement. Le taux de capitalisation est soit propre à un emprunt spécifique, soit égal à la moyenne pondérée des coûts de financement applicables aux emprunts en cours de la Société, autres que les emprunts contractés spécifiquement.



Les actifs incorporels sont amortis linéairement sur leur durée d'utilité probable. Le montant amortissable correspond au coût d'acquisition, la valeur résiduelle étant estimée égale à zéro. Les durées d'utilité retenues sont les suivantes :

Catégories	Durée d'utilité probable
Frais de développement ERP	10 ans
Frais de développement autres logiciels	5 ans
Sites web	3 ans
Logiciel acquis de tiers	5 ans

L'amortissement commence à partir du moment où l'actif est prêt à être utilisé.

La durée d'utilité et la méthode d'amortissement des actifs incorporels avec une durée d'utilité déterminée sont revues à chaque clôture annuelle. Les changements dans la durée d'utilité estimée ou dans le plan attendu de consommation des bénéfices économiques futurs générés par l'actif sont pris en compte en changeant la durée ou la méthode d'amortissement, selon le cas, et sont traités comme des changements d'estimations comptables.

Pour les actifs incorporels qui ne sont pas encore prêts à l'emploi, il est procédé à un test de perte de valeur à la clôture de chaque exercice.

## 1.4 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées selon le modèle de coût, soit à leur coût initial, sous déduction des amortissements cumulés et des pertes de valeur éventuelles cumulées. Le coût initial inclut :

- les coûts directement attribuables à la transaction d'achat après déduction des remises et rabais commerciaux ;
- les coûts directement attribuables au transfert de l'actif jusqu'à son lieu d'exploitation et à sa mise en état pour permettre son exploitation prévue par la Société ;
- l'estimation initiale des coûts relatifs au démantèlement et à l'enlèvement de l'immobilisation et à la remise en état du site sur lequel elle est située (obligation que la Société encourt soit lors de l'acquisition soit lors de la construction de l'actif).

Le coût exclut donc les frais d'étude et de faisabilité encourus dans le cadre de projets de construction d'immobilisations corporelles (gares, sites, etc.), les frais de direction et d'administration générale ainsi que les frais salariaux et autres frais de fonctionnement non imputables à une activité d'investissement.

Le coût initial des immobilisations corporelles générées en interne est égal à la somme des coûts encourus à partir de la date à laquelle ces actifs ont satisfait pour la première fois aux critères de reconnaissance prévus par IAS 16, à savoir s'il est probable que les avantages économiques futurs associés iront à la Société et que le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable. Ces coûts incorporent les coûts directs ainsi que les frais de fonctionnement des services opérationnels (hormis les amortissements des actifs subsidiés). Dans le calcul des taux horaires, il est tenu compte de tous les coûts des avantages au personnel à court terme, excepté les frais de formation et les dépenses en matière de sécurité, ainsi que de tous les coûts des avantages au personnel à long terme, postérieurs à l'emploi et indemnités de cessation d'emploi (pour autant qu'elles concernent du personnel encore partiellement en activité). Par ailleurs, les dépenses ultérieures à la reconnaissance initiale sont actées en charges du résultat net sauf s'il est démontré que de nouveaux avantages économiques importants en résultent.

Certains terrains ont été réévalués à leur juste valeur au 1<sup>er</sup> janvier 2013. Ces réévaluations, qui ont été comptabilisés directement par les capitaux propres, constituent un exercice unique et non pas la première étape d'un processus de réévaluations régulières.

Les dépenses de réparation et d'entretien qui ne font que maintenir, et non augmenter, la valeur des immobilisations, sont prises en charges dans le résultat net. Par contre, les dépenses de grosses réparations et gros entretiens qui augmentent les avantages économiques futurs qui seront générés par l'immobilisation sont identifiées comme un élément séparé du coût d'acquisition. Le coût d'acquisition des immobilisations corporelles est alors ventilé en composants majeurs. Ces composants majeurs, qui sont remplacés à intervalles réguliers, et qui ont par conséquent une durée d'utilité différente des immobilisations dans lesquelles ils sont inclus, sont amortis sur leur durée d'utilité spécifique. En cas de remplacement, l'actif remplacé est éliminé de l'état de la situation financière, et le nouvel actif est amorti sur sa durée d'utilité propre.

Par ailleurs, pour les immobilisations corporelles dont le délai de construction / préparation avant de pouvoir être utilisées ou vendues est supérieur à 1 an, le coût de l'actif incorpore des coûts de financement. Le taux de capitalisation est soit propre à un emprunt spécifique, soit égal à la moyenne pondérée des coûts d'emprunt applicables aux emprunts en cours de la Société, autres que les emprunts contractés spécifiquement.

Les immobilisations corporelles sont amorties complètement sur leur durée d'utilité probable, en utilisant la méthode linéaire. Le montant amortissable correspond généralement au coût d'acquisition. Les durées d'utilité retenues sont les suivantes :

Immobilisations corporelles	Durée d'utilité probable
Terrains	N/A
Bâtiments administratifs	60 ans
Composants dans les bâtiments administratifs	10 à 30 ans
Bâtiments industriels	50 ans
Composants inclus dans les bâtiments industriels	15 à 20 ans

Habitations	50 ans
Composants inclus dans les habitations	15 à 20 ans
Gares	100 ans
Composants inclus dans les gares	10 à 40 ans
Parkings	100 ans
Composants inclus dans les parkings	10 à 20 ans
Installations et équipements divers	4 à 30 ans
Mobilier	10 ans
ICT	4 à 10 ans
Transport routier	2 à 10 ans
Aménagements	Durée la plus courte entre : durée du contrat et durée d'utilité du composant

La durée d'utilité et la méthode d'amortissement des immobilisations corporelles sont revues à chaque clôture annuelle. Les changements dans la durée d'utilité estimée ou dans le plan attendu de consommation des bénéfices économiques futurs générés par l'actif sont pris en compte en changeant la durée ou la méthode d'amortissement, selon le cas, et sont traités comme des changements d'estimations comptables.

Les concessions dans les gares sont reprises dans les immobilisations corporelles.

## 1.5 Contrats de location

### 1.5.1 Opérations de financement alternatif

Différentes structures de financement (opérations de sale-and-lease back, de sale-and-rent back, de lease-and-lease back, de rent-and-rent back ou de concession-and-concession back) sont mises en place par la Société pour l'acquisition essentiellement de matériel roulant. Ces opérations sont comptabilisées en fonction de leur substance économique dans le respect des dispositions de l'interprétation SIC-27. Les actifs immobilisés restent comptabilisés dans les comptes de la Société. Les investissements réalisés et les obligations de paiement vis-à-vis des prêteurs sont reconnus à l'état de la situation financière, à l'exception des comptes d'investissements contractés avec des contreparties étatiques qui présentent une qualité de crédit supérieure, les organismes garantis par des Etats qui présentent une qualité de crédit supérieure, ou les contreparties des opérations. Les commissions obtenues dans le cadre de ces opérations sont quant à elles étalées sur la durée de ces opérations.

### 1.5.2 Contrats de location pour lesquels la Société est le preneur

Un contrat de location est classé en tant que contrat de location-financement lorsque la Société a reçu la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété. La Société comptabilise les contrats de location-

financement à l'actif et au passif pour des montants égaux au commencement du contrat à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. Chaque paiement au titre de la location est ventilé entre la charge financière et l'amortissement de la dette. La charge financière est répartie sur les différentes périodes couvertes par le contrat de location de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif au titre de chaque période. Les immobilisations corporelles faisant l'objet d'un contrat de location-financement sont amorties sur la période la plus courte entre la durée du contrat et leur durée d'utilité.

Un contrat de location est classé en tant que contrat de location simple s'il ne transfère pas au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété. Les paiements au titre de contrat de location simple sont comptabilisés en charges dans le résultat net sur une base linéaire pendant toute la durée du contrat de location.

### *1.5.3 Contrats de location pour lesquels la Société est le bailleur*

Les actifs faisant l'objet de contrats de location simple sont présentés en immobilisations corporelles dans l'état de la situation financière. Ils sont amortis sur base de leur durée d'utilité présumée. Les revenus locatifs sont comptabilisés de façon linéaire sur la durée du contrat de location.

Les opérations de location-financement sont, dans le chef du bailleur, comptabilisées comme une cession assortie d'un financement. Le bien est décomptabilisé de l'état de la situation financière (avec plus- ou moins-value comptabilisée dans le résultat net) et une créance est reconnue, représentant les flux de trésorerie à recevoir en principal et en intérêts.

## **1.6 Immeubles de placement**

Un immeuble de placement est un bien immobilier (terrain ou bâtiment) détenu (par le propriétaire ou par le preneur dans le cadre d'un contrat de location-financement) pour en retirer des loyers ou pour en valoriser le capital, plutôt que pour:

- l'utiliser dans la production ou la fourniture de biens ou de services ou à des fins administratives, ou
- le vendre dans le cadre de l'activité ordinaire.

Pour les immeubles à usage mixte, les règles relatives aux immeubles de placement (IAS 40) sont seulement applicables dans les cas ci-après :

- la partie détenue pour en retirer des loyers ou valoriser le capital et la partie utilisée pour compte propre peuvent être vendues séparément ;
- la partie détenue pour usage propre ne représente au maximum que 5% de l'ensemble.

Les immeubles de placement sont évalués selon le modèle du coût. Toutes les règles d'évaluation relatives aux immobilisations corporelles sont donc également applicables aux immeubles de placement.

Certains terrains ont été réévalués à leur juste valeur au 1<sup>er</sup> janvier 2013. Ces réévaluations, qui ont été comptabilisés directement par les capitaux propres, constituent un exercice unique et non pas la première étape d'un processus de réévaluations régulières.

## 1.7 Participations dans les filiales, coentreprises et entreprises associées

Les filiales sur lesquelles la Société exerce un contrôle, un contrôle conjoint avec un ou plusieurs autres partenaires, en vertu d'un accord contractuel passé avec eux, ainsi que les entreprises associées, sur lesquelles la Société exerce une influence notable sans en avoir le contrôle, sont comptabilisées selon la méthode du coût, moins pertes de valeur éventuelles.

Certaines participations dans des filiales et entreprises associées ont été réévaluées à leur juste valeur au 1<sup>er</sup> janvier 2013. Ces réévaluations, qui ont été comptabilisés directement par les capitaux propres, constituent un exercice unique.

Une perte de valeur sur participations dans les sociétés contrôlées, contrôlées conjointement et associées est comptabilisée si la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable. Ces participations sont soumises à un test de perte de valeur lorsqu'il y a une indication objective que la participation a pu subir une perte de valeur. La méthode préconisée est le modèle Capital Asset Pricing Model, soit la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs. La participation dans Infrabel est comptabilisée à la valeur d'acquisition historique.

Il n'y a pas de test de perte de valeur lorsque l'activité principale de la filiale est constituée par des opérations immobilières qu'elle réalise quasiment exclusivement avec des sociétés du Groupe SNCB.

## 1.8 Pertes de valeur

Une perte de valeur sur immobilisations incorporelles et corporelles est comptabilisée lorsque la valeur comptable d'un actif dépasse son montant recouvrable, soit le montant le plus haut entre :

1. sa juste valeur après déduction des frais liés à la vente (soit le montant que la Société recevrait si elle vendait l'actif), et
2. sa valeur d'utilité (soit le montant que la Société générerait si elle continuait à utiliser l'actif).

Lorsque cela est possible, ces tests sont réalisés sur chaque actif individuellement. Toutefois, lorsque les actifs ne génèrent pas de flux de trésorerie de manière indépendante, le test est réalisé au niveau de l'unité génératrice de

trésorerie (« cash-generating unit » ou « CGU ») à laquelle l'actif est alloué (CGU = le plus petit groupe d'actifs identifiable qui génère des flux de trésorerie de manière indépendante des flux de trésorerie générés par les autres actifs/CGUs).

Lorsqu'une perte de valeur est constatée, elle est imputée sur les actifs immobilisés de la CGU au prorata de leur valeur comptable, mais uniquement dans la mesure où la valeur de vente de ces actifs est inférieure à leur valeur comptable. Une perte de valeur sur actifs immobilisés est reprise si les circonstances le justifient.

Il est possible d'enregistrer une perte de valeur sur un actif individuel résultant d'une indication de perte de valeur se rapportant à cet actif individuel (par exemple suite à un dégât subi) indépendamment du fait que l'actif est ou n'est pas (entièrement ou partiellement) subsidié.

Des pertes de valeur ne peuvent pas être enregistrées sur des actifs faisant partie d'une CGU entièrement subsidiée. Si des pertes de valeur sont identifiées pour des CGU partiellement subsidiées, elles doivent être affectées proportionnellement aux actifs (et aux subsides en capital y afférents).

## 1.9 Stocks

Les stocks sont évalués à leur coût d'acquisition ou à leur valeur nette de réalisation si celle-ci est inférieure.

Le prix d'acquisition des stocks fongibles est déterminé par application de la méthode du prix moyen pondéré. Les stocks de faible importance dont la valeur et la composition restent stables dans le temps sont portés à l'état de la situation financière pour une valeur fixe.

Le coût d'acquisition des stocks comprend le prix d'achat ainsi que tous les coûts des stocks produits qui sont nécessaires pour amener le produit à l'endroit et dans l'état dans lequel il se trouve. Le prix de revient inclut les coûts directs et indirects de production, à l'exclusion des coûts de financement et des frais généraux qui ne contribuent pas à amener le produit où il se trouve et dans l'état dans lequel il se trouve.

Une réduction de valeur est comptabilisée si la valeur de réalisation nette d'un élément de stock à la date de clôture est inférieure à sa valeur comptable.

## 1.10 Créances commerciales et autres débiteurs

Les créances sont évaluées initialement à leur valeur nominale, et ultérieurement à leur coût amorti, c'est-à-dire à la valeur actuelle des flux de trésorerie à recevoir (sauf si l'impact de l'actualisation est non significatif).

Une évaluation individuelle des créances est réalisée. Des réductions de valeur sont comptabilisées lorsque leur encaissement, en tout ou partie, est douteux ou incertain.

Les paiements d'avance et les produits acquis sont aussi classés sous cette rubrique.

## 1.11 Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont reconnus à l'état de la situation financière à chaque date de clôture à leur juste valeur, estimée à l'aide de différentes techniques d'évaluation. Les variations de juste valeur sont enregistrées dans le résultat net.

La juste valeur des instruments financiers est classée en 3 niveaux, conformément au paragraphe 72 de la norme IFRS 13. Les instruments financiers classés en niveau 1 sont les instruments financiers cotés dont la juste valeur est déterminée par référence au cours de bourse à la date de clôture. Celle des instruments financiers non cotés pour lesquels il existe des instruments cotés similaires en nature et maturité est déterminée par référence au cours de bourse de ces instruments. Pour les autres instruments non cotés, la juste valeur est déterminée en utilisant des techniques d'évaluation telles que l'actif net réévalué, les flux de trésorerie actualisés ou les modèles d'évaluation retenus pour les options. Les modèles prenant en considération des hypothèses basées sur les données du marché relèvent du niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs tandis que les autres modèles basés sur des données non observables de marché relèvent du niveau 3 de cette même hiérarchie.

La juste valeur des instruments financiers dérivés est déterminée en utilisant des techniques d'évaluation telles que les modèles d'évaluation retenus pour les options ou en utilisant la méthode des flux de trésorerie actualisés. Les modèles prennent en considération des hypothèses basées sur les données de marché constatées à la date de clôture et relèvent du niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs définie au paragraphe 81 et 82 de la norme IFRS 13.

La Société utilise des produits dérivés (IRS, IRCS, FRA, contrats de change à terme, caps, floors, collars, etc.) pour se couvrir contre une évolution possible non désirée des taux d'intérêt, des taux de change, du risque d'inflation ou des prix de l'énergie. La Société ne réalise pas d'opération sur produits dérivés de type spéculatif.

Cependant, certaines opérations sur produits dérivés, bien que constituant des couvertures du point de vue économique, ne répondent pas aux critères stricts de la norme IAS 39 pour appliquer les principes d'une comptabilité de couverture. En cas d'opérations de couverture au sens de l'IAS 39, des règles particulières s'appliquent visant à comptabiliser dans le résultat net du même exercice les effets des opérations de couverture et ceux des opérations couvertes. La Société a décidé de ne pas appliquer les principes de la comptabilité de couverture.

## 1.12 Autres actifs financiers

Les placements financiers sont, à l'exception des produits dérivés et des actifs financiers à leur juste valeur en contrepartie du résultat net, initialement évalués à la juste valeur de la contrepartie déboursée pour les acquérir, y compris les coûts de transaction.

Ils sont ensuite classés en différentes catégories et un principe d'évaluation propre à chaque catégorie est appliqué :

1. Les actifs financiers à leur juste valeur en contrepartie du résultat net reprennent (a) les actifs financiers détenus à des fins de trading et (b) les actifs que la Société a décidé de classer sur base volontaire, au moment de la comptabilisation initiale, dans la catégorie « à leur juste valeur avec impact sur le résultat net ». Les instruments dérivés sont également désignés comme détenus à des fins de trading, sauf s'ils sont qualifiés d'opérations de couvertures. Ces actifs financiers sont évalués à leur juste valeur à chaque date de clôture, les variations de juste valeur étant reconnues dans le résultat net ;
2. Les actifs financiers détenus jusqu'à leur échéance sont des actifs financiers, autres que les produits dérivés, avec des montants à encaisser fixes ou déterminables et des échéances fixes, que la Société a l'intention et la capacité de garder jusqu'à leur échéance. Ces actifs sont évalués à leur coût amorti ;
3. Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Les prêts et créances sont comptabilisés à l'état de la situation financière au poste créances commerciales et autres créances à leur coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif ;
4. Les actifs disponibles à la vente constituent une catégorie résiduelle qui reprend tous les actifs financiers non classés dans une des catégories mentionnées précédemment, que la Société n'a ni l'intention ni la capacité de conserver jusqu'à l'échéance. Ces actifs disponibles à la vente sont évalués à leur juste valeur. Les variations de juste valeur étant comptabilisées dans les capitaux propres, jusqu'à ce que ces actifs aient subi une perte de valeur ou soient vendus. Au moment de la vente, les gains ou pertes accumulés dans les capitaux propres sont transférés dans le résultat net.

La juste valeur des titres de participation est déterminée en fonction des critères financiers les plus appropriés à la situation particulière de chaque société. Les critères généralement retenus sont la valeur de marché ou la quote-part des capitaux propres et les perspectives de rentabilité à défaut de valeur de marché disponible. La juste valeur des placements est évaluée en utilisant les données de marché, courbes des taux et spreads de crédit de chacun des émetteurs des titres.

Un actif financier qui n'est pas comptabilisé à la juste valeur par le biais du résultat net est examiné à chaque date de clôture afin de déterminer s'il existe une indication objective de perte de valeur. Une perte de valeur est comptabilisée s'il existe une indication objective qu'un événement défavorable s'est produit après la comptabilisation initiale de l'actif, et que cet événement a un impact négatif sur les flux de trésorerie futurs estimés de l'actif.

Les achats et les ventes normalisés d'actifs financiers sont comptabilisés à la date de règlement.



## 1.13 Trésorerie et équivalents de trésorerie

Cette rubrique inclut les valeurs disponibles en caisse, en banque, les valeurs à l'encaissement, les placements à court terme (avec une échéance initiale de 3 mois au plus), très liquides, qui sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie, et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur, ainsi que les découverts bancaires. Ces derniers sont présentés parmi les dettes financières au passif de l'état de la situation financière.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont portés à l'état de la situation financière au coût amorti.

## 1.14 Actifs non courants classés comme détenus en vue de la vente

Un actif non courant (ou un groupe d'actifs) est classé comme détenu en vue de la vente si sa valeur comptable est recouvrée principalement par le biais d'une transaction de vente plutôt que par l'utilisation continue. En d'autres termes, cela signifie que l'actif est disponible pour une vente immédiate dans son état actuel et que la vente est hautement probable (décision officielle de vendre, recherche active d'un acheteur, vente hautement probable endéans une période d'un an).

Les actifs non courants détenus en vue de la vente ne sont plus amortis mais font le cas échéant l'objet d'une perte de valeur pour ramener leur valeur comptable à leur valeur inférieure de réalisation.

## 1.15 Activités abandonnées

Une activité abandonnée est une activité qui, soit rencontre les critères pour être classée comme détenue en vue de la vente, soit a été cédée, et qui en outre respecte les critères suivants :

- les cash flows de cette activité peuvent être distingués sur le plan opérationnel et du reporting financier ;
- cette activité est importante au niveau opérationnel ou géographique ;
- elle fait partie d'un plan unique de cession ou a été acquise en vue de sa cession.

## 1.16 Capital

Les actions ordinaires sont classées sous la rubrique « Capital ». Le capital se compose de deux éléments :

- le capital souscrit, qui représente les montants que les actionnaires se sont engagés à apporter ;
- le capital non-appelé, soit la quote-part du capital souscrit dont l'organe de gestion de la Société n'a pas encore réclamé la libération.

## 1.17 Dettes pour avantages au personnel

### 1.17.1 Avantages à court terme

Les avantages à court terme désignent les avantages du personnel dont le règlement intégral est attendu dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice où les membres du personnel ont rendu les services correspondants. Les avantages à court terme sont pris en charges au fur et à mesure des prestations de services des membres du personnel. Les avantages non payés à la date de clôture sont repris sous la rubrique « dettes sociales ».

### 1.17.2 Avantages postérieurs à l'emploi

Les avantages postérieurs à l'emploi désignent les avantages du personnel (autres que les indemnités de cessation d'emploi et les avantages à court terme) qui sont payables postérieurement à la cessation de l'emploi.

Les avantages postérieurs à l'emploi accordés au personnel peuvent être de deux types :

- type « cotisations définies »: il s'agit des plans pour lesquels une cotisation est versée par la Société à une entité distincte, et pour lesquels la Société n'aura aucune obligation juridique ou implicite de payer des cotisations supplémentaires. Ces cotisations sont comptabilisées en charges sur les périodes pendant lesquelles les services sont rendus par les membres du personnel. Le cas échéant, les cotisations payées d'avance (non encore versées) sont comptabilisées à l'actif (au passif) à l'état de la situation financière ;
- type « prestations définies »: ce sont tous les plans qui ne sont pas du type « cotisations définies ».

Les avantages postérieurs à l'emploi accordés au personnel, et qui sont du type « prestations définies », font l'objet d'une évaluation actuarielle. Ils sont provisionnés (sous déduction des actifs du plan éventuels, soit les avoirs éventuellement déjà constitués pour payer ces avantages) dans la mesure où la Société a une obligation de supporter des coûts, relatifs aux services prestés par le personnel. Cette obligation peut résulter d'une loi, d'un contrat ou de « droits acquis » sur la base d'une pratique passée (obligation implicite). La méthode actuarielle utilisée est la « méthode des unités de crédit projetées ».

Le taux d'actualisation utilisé est déterminé par référence au taux de marché à la date de calcul des obligations d'entreprises de première catégorie et d'échéance comparable à celle des engagements. Les autres hypothèses actuarielles (mortalité, augmentations salariales, inflation, etc.) reflètent la meilleure estimation de la Société.

Etant donné que des hypothèses actuarielles sont utilisées pour évaluer ces engagements sociaux, des écarts actuariels apparaissent inévitablement, résultant des variations dans les hypothèses actuarielles d'un exercice à l'autre, ainsi que des écarts entre la réalité et les hypothèses actuarielles utilisées. Les écarts actuariels des avantages postérieurs à l'emploi sont reconnus dans les autres éléments du résultat global.

### 1.17.3 *Autres avantages à long terme*

Les autres avantages à long terme désignent les avantages (autres que les avantages postérieurs à l'emploi et les indemnités de cessation d'emploi) dont le règlement intégral n'est pas attendu dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lequel les membres du personnel ont rendu les services correspondants.

Le montant comptabilisé à l'état de la situation financière est égal à la valeur actuelle de l'obligation diminuée, le cas échéant, de la valeur de marché à la date de clôture des actifs du plan. Les calculs sont basés sur la « méthode des unités de crédit projetées ». Les écarts actuariels sont comptabilisés dans le résultat net.

### 1.17.4 *Indemnités de cessation d'emploi*

Les indemnités de cessation d'emploi sont des avantages payables suite à la décision de la Société de mettre fin au contrat d'emploi d'un ou de plusieurs membres du personnel avant la date normale de retraite, ou suite à la décision du ou des membres du personnel de partir volontairement en contrepartie d'avantages.

Pour ces avantages, une dette déterminée sur base actuarielle est constituée dans la mesure où il existe une obligation pour la Société. Cette dette est actualisée si les avantages sont payables au-delà de douze mois.

Pour tous ces avantages (à l'exception des avantages à court terme), le coût financier représente le passage du temps. Il est comptabilisé en charges financières.

## 1.18 Provisions

Une provision est reconnue uniquement lorsque :

1. la Société a une obligation actuelle (légale ou implicite) d'effectuer des dépenses en vertu d'un événement passé ;
2. il est probable que la dépense sera effectuée, **et**
3. le montant de l'obligation peut être évalué de manière fiable.

Lorsque l'impact est susceptible d'être significatif (pour les provisions à long terme principalement), la provision est évaluée sur base actualisée. L'impact du passage du temps sur la provision est présenté en charges financières. Les taux d'actualisation sont les taux IRS selon l'échéance des cash-flows attendus.

Une provision pour obligation environnementale (dépollution de sites, etc.) n'est reconnue que si la Société a une obligation implicite ou légale en la matière.

Si la Société a un contrat onéreux, une provision est constituée. Avant de reconnaître cette provision pour contrat onéreux, la Société comptabilise la perte de valeur éventuelle relative aux actifs dédiés à l'exécution du contrat concerné.

Des provisions pour pertes opérationnelles futures sont interdites.

Une provision pour restructuration est uniquement comptabilisée s'il est démontré que la Société a une obligation implicite de restructurer au plus tard à la date de la clôture. Cette obligation doit être démontrée par:

- l'existence d'un plan formel détaillé identifiant les principales caractéristiques de la restructuration ; **et**
- le commencement d'exécution du plan de restructuration ou par l'annonce des principales caractéristiques du plan de restructuration aux intéressés.

## 1.19 Dettes financières

Les dettes financières sont évaluées initialement à la juste valeur, diminuées, pour les dettes financières autres que celles évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net, des coûts de transaction relatifs à l'émission de la dette. Ultérieurement, les dettes financières autres que celles évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net, sont évaluées au coût amorti, par application de la méthode du taux d'intérêt effectif, avec amortissements des primes d'émission ou de remboursement via le résultat net.

La juste valeur des dettes financières évaluées à la juste valeur est déterminée en utilisant des techniques d'évaluation telles que les modèles d'évaluation retenus pour les options ou en utilisant la méthode des flux de trésorerie actualisés. Les modèles prennent en considération des hypothèses basées sur les données de marché constatées à la clôture et relèvent du niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs définie au paragraphe 81 et 82 de la norme IFRS 13.

## 1.20 Impôts sur le résultat - Actifs / Passifs d'impôts différés

L'impôt sur le résultat comprend l'impôt courant et l'impôt différé. L'impôt courant est le montant des impôts à payer (à récupérer) sur les revenus imposables de l'année écoulée, ainsi que tout ajustement aux impôts payés (à récupérer) relatifs aux années antérieures. En pratique, il est généralement calculé en utilisant le taux d'imposition à la date de clôture.

L'impôt différé est calculé suivant la méthode du report variable (« liability method ») sur les différences temporelles entre la valeur comptable fiscale des actifs et des passifs et leur valeur comptable dans les états financiers IFRS. L'impôt différé est évalué sur la base du taux d'impôt attendu lorsque l'actif sera réalisé ou le passif réglé. En pratique, le taux généralement utilisé est celui en vigueur à la date de clôture.

Toutefois, il n'y a pas d'impôt différé sur:

1. la comptabilisation initiale d'actifs et de passifs (hors acquisition de filiales) qui n'affectent ni le bénéfice comptable ni le bénéfice fiscal, et
2. les différences temporelles sur participations dans les filiales et coentreprises tant qu'il n'est pas probable que des dividendes seront distribués dans un avenir prévisible.

Des actifs d'impôts différés ne sont reconnus que lorsqu'il est probable que des bénéfices imposables seront disponibles pour y imputer les différences temporelles déductibles existantes au cours d'exercices futurs, par exemple celles résultant de pertes fiscales récupérables. Ce critère est réévalué à chaque date de clôture.

### 1.21 Dettes commerciales

Les dettes commerciales sont évaluées initialement à leur valeur nominale, et ultérieurement à leur coût amorti, c'est-à-dire à la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs (sauf si l'impact de l'actualisation est non significatif).

### 1.22 Dettes sociales

Les dettes sociales sont évaluées initialement à leur valeur nominale, et ultérieurement à leur coût amorti, c'est-à-dire à la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs (sauf si l'impact de l'actualisation est non significatif).

### 1.23 Subsidés

Les subsidés d'exploitation sont portés à l'état du résultat global sous la rubrique « Produits d'exploitation avant subsidés en capital ».

Les subsidés en capital, obtenus dans le cadre des investissements en immobilisations incorporelles et corporelles, sont présentés au passif de l'état de la situation financière et sont reconnus en résultat d'exploitation - rubrique « Subsidés en capital » - au même rythme que les amortissements des immobilisations pour lesquelles ils ont été obtenus.

Les subsidés financiers obtenus dans le cadre d'emprunts sont comptabilisés en déduction des charges financières.

## 1.24 Autres dettes

Les autres dettes sont évaluées initialement à leur valeur nominale, et ultérieurement à leur coût amorti, c'est-à-dire à la valeur actuelle des flux de trésorerie à payer (sauf si l'impact de l'actualisation est non significatif).

Les dividendes que la Société doit verser à ses actionnaires sont comptabilisés en autres dettes au cours de la période durant laquelle ils ont été approuvés. Les produits à reporter, soit la quote-part des revenus encaissés d'avance au cours de l'exercice ou au cours d'exercices précédents, mais à rattacher à un exercice ultérieur, sont également classés en autres dettes.

## 1.25 Produits et charges d'exploitation

Les revenus provenant de la prestation de services sont reconnus en résultat net au fur et à mesure de ces prestations.

Les revenus provenant de la vente de biens sont reconnus en résultat net lorsque les risques et avantages inhérents à la propriété du bien sont transférés du vendeur à l'acheteur.

Les dotations d'exploitation reçues de l'Etat en compensation de l'exécution des missions de service public qui incombent à la Société sont enregistrées dans le chiffre d'affaires de l'exercice concerné par les prestations. Les revenus de location des immeubles de placement et des concessions dans les gares sont également repris dans le chiffre d'affaires.

Les produits et les coûts associés aux contrats de construction doivent être comptabilisés respectivement en produits et en charges en fonction du degré d'avancement des travaux et de la marge estimée. En cas de marge négative attendue, une charge est actée à concurrence de la totalité de la perte estimée. Le degré d'avancement des travaux est déterminé par le rapport entre les coûts encourus pour les travaux exécutés jusqu'à la date considérée et les coûts totaux estimés du contrat.

Les charges liées à la prestation de services ou à la vente de biens sont reprises parmi les charges d'exploitation.

## 1.26 Produits et charges financiers

Les produits provenant des intérêts sont comptabilisés en résultat net lorsqu'ils sont acquis en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Les dividendes sont comptabilisés en résultat net dès que la Société acquiert le droit à percevoir les paiements.

Les coûts d'emprunt qui ne sont pas directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif qualifié sont comptabilisés en résultat net en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Les profits et pertes de change sont enregistrés pour leur montant net.

## 1.27 Tableaux des flux de trésorerie

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles sont présentés selon la méthode indirecte, suivant laquelle le résultat net est ajusté des effets des transactions sans effet de trésorerie, des mouvements relatifs au fonds de roulement et des éléments de produits ou de charges liés aux flux de trésorerie concernant les activités d'investissement et de financement.

## 1.28 Modifications apportées à l'exercice et aux exercices comparatifs

Des retraitements ont été effectués sur les comptes comparatifs 2012 suite à l'application de la norme IAS 19 Révisée.

Les réconciliations entre les données comparatives retraitées et les données publiées pour l'état de la situation financière, l'état du résultat global et le tableau des flux de trésorerie sont présentées en note 1.28.2.

### 1.28.1 Application de la norme IAS 19 Révisée

La norme est applicable aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013. Conformément aux dispositions transitoires, la Société a appliqué la norme révisée de façon rétrospective au 1<sup>er</sup> janvier 2012 selon les modalités de la norme IAS 8 'Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs'. Les principaux changements concernent la classification de certains avantages, ce qui a entraîné des modifications dans la comptabilisation de la dette pour certaines indemnités de cessation d'emploi :

- Faisant suite à l'application de la norme IAS 19 Révisée, seules les indemnités octroyées aux personnes entrées dans les systèmes d'interruption de carrière jusqu'en 2006 (date de modification des systèmes) sont considérées comme indemnités de cessation d'emploi.
- Les jours de crédit octroyés au personnel peuvent être reportés au-delà des 12 mois qui suivent la clôture de l'exercice. Leur règlement intégral n'est donc pas attendu dans les 12 mois qui suivent la fin de l'exercice où les membres du personnel ont rendus les services correspondants. Conformément à la norme IAS 19 Révisée, ils ne sont dorénavant plus considérés comme avantages à court terme mais comme autres avantages à long terme. Ceci entraîne une reclassification de la dette correspondante. Il n'y a cependant pas d'impact sur la valorisation de cette dette.

IAS 19 - Passif (actif) net à la date de clôture	Comptes publiés	Retraitements du bilan d'ouverture	Comptes retraités
	31/12/2012	01/01/2013	01/01/2013
<b>Valeur actualisée de l'obligation au titre des régimes à prestations définies</b>	<b>509.475.019,44</b>	<b>93.763.211,73</b>	<b>603.238.231,17</b>
<i>Dont :</i>			
<i>Avantages postérieurs à l'emploi</i>	423.410.564,68	0,00	423.410.564,68
<i>Autres avantages à long terme</i>	839.017,69	111.301.323,06 (1)	112.140.340,75
<i>Indemnités de cessation d'emploi</i>	85.225.437,07	-17.538.111,33	67.687.325,74
Juste valeur des actifs du régime	0,00	0,00	0,00
<b>Situation nette des régimes</b>	<b>509.475.019,44</b>	<b>93.763.211,73</b>	<b>603.238.231,17</b>
Ecart actuariels non reconnus à la date de clôture	0,00	0,00	0,00
Coûts des services passés non reconnus à la date de clôture	0,00	0,00	0,00
<b>Passif (actif) net à la date de clôture</b>	<b>509.475.019,44</b>	<b>93.763.211,73</b>	<b>603.238.231,17</b>

(1) : auparavant classé en 'dettes sociales'

IAS 19 - Réconciliation de la valeur actuelle de l'obligation	Comptes publiés	Retraitement	Comptes retraités
	31/12/2012	IAS 19 Révisée	01/01/2013
<b>Valeur actuelle de l'obligation au 01/01/2012</b>	<b>457.676.112,12</b>	<b>87.312.516,92</b>	<b>544.988.629,04</b>
Coût des services rendus au cours de l'exercice	20.045.087,89	69.760.574,60	<b>89.805.662,49</b>
Coût des services passés (modification et réduction de régime)	0,00	0,00	<b>0,00</b>
Effet des liquidations	0,00	0,00	<b>0,00</b>
Coût financier	15.076.241,89	-280.608,00	<b>14.795.633,89</b>
Ecart actuariels	48.543.391,13	-857.308,93	<b>47.686.082,20</b>
Prestations versées	-31.865.813,59	-62.171.962,86	<b>-94.037.776,45</b>
<b>Valeur actuelle de l'obligation au 31/12/2012</b>	<b>509.475.019,44</b>	<b>93.763.211,73</b>	<b>603.238.231,17</b>



## 1.28.2 Réconciliation entre les données publiées et les données comparatives retraitées

Etat de la situation financière au 1<sup>er</sup> janvier 2012 :

	Comptes publiés 31/12/2011	Impact IAS19 Révisée	Comptes retraités 01/01/2012
<b>Actifs non-courants</b>			
Immobilisations incorporelles	115.493.360,74	0,00	115.493.360,74
Immobilisations corporelles	1.234.139.909,49	0,00	1.234.139.909,49
<i>A. Terrains</i>	73.989.193,11	0,00	73.989.193,11
<i>B. Constructions</i>	697.581.349,27	0,00	697.581.349,27
<i>C. Matériel roulant ferrovaire</i>	2.955.460,20	0,00	2.955.460,20
<i>D. Installations et équipements divers</i>	104.294.487,51	0,00	104.294.487,51
<i>E. Immobilisations corporelles en cours</i>	355.319.419,40	0,00	355.319.419,40
Immeubles de placement	72.359.833,57	0,00	72.359.833,57
Participations dans des filiales	3.443.812.926,13	0,00	3.443.812.926,13
Participations dans des coentreprises et entreprises associées	13.753.877,85	0,00	13.753.877,85
Créances commerciales et autres débiteurs	630.848.985,17	0,00	630.848.985,17
Instruments financiers dérivés	305.304.833,36	0,00	305.304.833,36
Autres actifs financiers	2.112.895.099,51	0,00	2.112.895.099,51
Actifs d'impôt différé	158.567.256,16	0,00	158.567.256,16
<b>Sous-total actifs non-courants</b>	<b>8.087.176.081,98</b>	<b>0,00</b>	<b>8.087.176.081,98</b>
<b>Actifs courants</b>			
Stocks	8.273.133,67	0,00	8.273.133,67
Créances commerciales et autres débiteurs	1.007.804.626,34	0,00	1.007.804.626,34
Instruments financiers dérivés	914.373,59	0,00	914.373,59
Autres actifs financiers	420.554.147,59	0,00	420.554.147,59
Créances d'impôt courant	0,00	0,00	0,00
Trésorerie et équivalents de trésorerie	818.035.503,93	0,00	818.035.503,93
<b>Sous-total actifs courants</b>	<b>2.255.581.785,12</b>	<b>0,00</b>	<b>2.255.581.785,12</b>
<b>Actifs non-courants classés comme détenus en vue de la vente</b>			
Actifs non-courants classés comme détenus en vue de la vente	1.826.009,64	0,00	1.826.009,64
<b>TOTAL DES ACTIFS</b>	<b>10.344.583.876,74</b>	<b>0,00</b>	<b>10.344.583.876,74</b>

	Comptes publiés 31/12/2011	Impact IAS19 Révisée	Comptes retraités 01/01/2012
<b>Capitaux propres</b>			
Capital	741.778.929,39	0,00	741.778.929,39
Réserves	-40.769.613,45	15.304.478,97	-25.465.134,48
Résultat global total de l'exercice	-40.587.530,55	0,00	-40.587.530,55
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>660.421.785,39</b>	<b>15.304.478,97</b>	<b>675.726.264,36</b>
<b>Passifs non-courants</b>			
Dettes pour avantages au personnel	427.111.562,31	-12.863.372,06	414.248.190,25
Provisions	108.236.565,91	0,00	108.236.565,91
Dettes financières	4.583.655.642,72	0,00	4.583.655.642,72
Instruments financiers dérivés	444.941.518,14	0,00	444.941.518,14
Dettes commerciales	27.742.524,57	0,00	27.742.524,57
Subsides	1.220.260.140,09	0,00	1.220.260.140,09
Autres dettes	324.740.097,64	0,00	324.740.097,64
<b>Sous-total passifs non-courants</b>	<b>7.136.688.051,38</b>	<b>-12.863.372,06</b>	<b>7.123.824.679,32</b>
<b>Passifs courants</b>			
Dettes pour avantages au personnel	30.564.549,81	100.175.888,98	130.740.438,79
Provisions	33.202.839,84	0,00	33.202.839,84
Dettes financières	1.154.927.312,08	0,00	1.154.927.312,08
Instruments financiers dérivés	47.657.468,41	0,00	47.657.468,41
Dettes commerciales	255.858.362,50	0,00	255.858.362,50
Dettes sociales	534.711.393,80	-102.616.995,89	432.094.397,91
Subsides	71.287.996,62	0,00	71.287.996,62
Autres dettes	419.264.116,91	0,00	419.264.116,91
<b>Sous-total passifs courants</b>	<b>2.547.474.039,97</b>	<b>-2.441.106,91</b>	<b>2.545.032.933,06</b>
<b>Dettes directement associées à des actifs non-courants classés comme détenus en vue de la</b>			
Dettes directement associées à des actifs non-courants classés comme détenus en vue de la vente	0,00	0,00	0,00
<b>Total des passifs</b>	<b>9.684.162.091,35</b>	<b>-15.304.478,97</b>	<b>9.668.857.612,38</b>
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS</b>	<b>10.344.583.876,74</b>	<b>0,00</b>	<b>10.344.583.876,74</b>

## Etat de la situation financière au 31 décembre 2012 :

	Comptes publiés 31/12/2012	Impact IAS19 Révisée	Comptes retraités 31/12/2012
<b>Actifs non-courants</b>			
Immobilisations incorporelles	125.146.978,29	0,00	125.146.978,29
Immobilisations corporelles	1.255.868.071,57	0,00	1.255.868.071,57
<i>A. Terrains</i>	<i>75.350.583,73</i>	<i>0,00</i>	<i>75.350.583,73</i>
<i>B. Constructions</i>	<i>707.408.288,13</i>	<i>0,00</i>	<i>707.408.288,13</i>
<i>C. Matériel roulant ferrovaire</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
<i>D. Installations et équipements divers</i>	<i>99.833.683,07</i>	<i>0,00</i>	<i>99.833.683,07</i>
<i>E. Immobilisations corporelles en cours</i>	<i>373.275.516,64</i>	<i>0,00</i>	<i>373.275.516,64</i>
Immeubles de placement	68.206.692,31	0,00	68.206.692,31
Participations dans des filiales	3.501.188.506,03	0,00	3.501.188.506,03
Participations dans des coentreprises et entreprises associées	13.753.877,85	0,00	13.753.877,85
Créances commerciales et autres débiteurs	812.901.775,05	0,00	812.901.775,05
Instruments financiers dérivés	299.543.124,65	0,00	299.543.124,65
Autres actifs financiers	1.877.721.108,97	0,00	1.877.721.108,97
Actifs d'impôt différé	136.456.846,34	0,00	136.456.846,34
<b>Sous-total actifs non-courants</b>	<b>8.090.786.981,06</b>	<b>0,00</b>	<b>8.090.786.981,06</b>
<b>Actifs courants</b>			
Stocks	7.279.115,13	0,00	7.279.115,13
Créances commerciales et autres débiteurs	1.159.399.646,50	0,00	1.159.399.646,50
Instruments financiers dérivés	17.156.729,19	0,00	17.156.729,19
Autres actifs financiers	200.522.936,51	0,00	200.522.936,51
Créances d'impôt courant	0,00	0,00	0,00
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1.200.021.224,26	0,00	1.200.021.224,26
<b>Sous-total actifs courants</b>	<b>2.584.379.651,59</b>	<b>0,00</b>	<b>2.584.379.651,59</b>
<b>Actifs non-courants classés comme détenus en vue de la vente</b>			
Actifs non-courants classés comme détenus en vue de la vente	6.742.235,30	0,00	6.742.235,30
<b>TOTAL DES ACTIFS</b>	<b>10.681.908.867,95</b>	<b>0,00</b>	<b>10.681.908.867,95</b>

	Comptes publiés 31/12/2012	Impact IAS19 Révisée	Comptes retraités 31/12/2012
<b>Capitaux propres</b>			
Capital	741.778.929,39	0,00	741.778.929,39
Réserves	-81.357.144,00	15.304.478,97	-66.052.665,03
Résultat global total de l'exercice	9.672.104,30	2.233.632,36	11.905.736,66
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>670.093.889,69</b>	<b>17.538.111,33</b>	<b>687.632.001,02</b>
<b>Passifs non-courants</b>			
Dettes pour avantages au personnel	478.888.210,66	-14.848.962,24	464.039.248,42
Provisions	124.868.570,46	0,00	124.868.570,46
Dettes financières	4.812.380.076,64	0,00	4.812.380.076,64
Instruments financiers dérivés	589.074.262,02	0,00	589.074.262,02
Dettes commerciales	44.018.289,20	0,00	44.018.289,20
Subsides	1.263.876.175,86	0,00	1.263.876.175,86
Autres dettes	310.219.872,18	0,00	310.219.872,18
<b>Sous-total passifs non-courants</b>	<b>7.623.325.457,02</b>	<b>-14.848.962,24</b>	<b>7.608.476.494,78</b>
<b>Passifs courants</b>			
Dettes pour avantages au personnel	30.586.808,78	108.612.173,97	139.198.982,75
Provisions	36.071.940,79	0,00	36.071.940,79
Dettes financières	883.663.864,71	0,00	883.663.864,71
Instruments financiers dérivés	49.771.481,08	0,00	49.771.481,08
Dettes commerciales	244.996.608,86	0,00	244.996.608,86
Dettes sociales	521.239.523,22	-111.301.323,06	409.938.200,16
Subsides	78.118.355,25	0,00	78.118.355,25
Autres dettes	544.040.938,55	0,00	544.040.938,55
<b>Sous-total passifs courants</b>	<b>2.388.489.521,24</b>	<b>-2.689.149,09</b>	<b>2.385.800.372,15</b>
<b>Dettes directement associées à des actifs non-courants classés comme détenus en vue de la</b>			
Dettes directement associées à des actifs non-courants classés comme détenus en vue de la vente	0,00	0,00	0,00
<b>Total des passifs</b>	<b>10.011.814.978,26</b>	<b>-17.538.111,33</b>	<b>9.994.276.866,93</b>
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS</b>	<b>10.681.908.867,95</b>	<b>0,00</b>	<b>10.681.908.867,95</b>

## Etat du résultat global au 31 décembre 2012 :

	Comptes publiés 31/12/2012	Impact IAS19 Révisée	Comptes retraités 31/12/2012
<b>ACTIVITÉS POURSUIVIES</b>			
<b>Produits d'exploitation avant subsides en capital</b>			
Chiffre d'affaires	2.240.528.594,76	0,00	2.240.528.594,76
Subsides d'exploitation	233.298.179,68	0,00	233.298.179,68
Production immobilisée	18.984.093,21	0,00	18.984.093,21
Autres produits d'exploitation	87.176.642,66	0,00	87.176.642,66
<b>Total des produits d'exploitation avant subsides en capital</b>	<b>2.579.987.510,31</b>	<b>0,00</b>	<b>2.579.987.510,31</b>
<b>Charges d'exploitation avant amortissements et pertes de valeur</b>			
Approvisionnements et marchandises	-1.192.936,61	0,00	-1.192.936,61
Services et biens divers	-241.535.788,24	0,00	-241.535.788,24
Frais de personnel	-2.113.172.538,47	1.953.024,36	-2.111.219.514,11
Autres charges d'exploitation	-8.078.012,62	0,00	-8.078.012,62
<b>Total des charges d'exploitation avant amortissements et pertes de valeur</b>	<b>-2.363.979.275,94</b>	<b>1.953.024,36</b>	<b>-2.362.026.251,58</b>
<b>Résultat d'exploitation avant subsides en capital, amortissements et pertes de valeur</b>	<b>216.008.234,37</b>	<b>1.953.024,36</b>	<b>217.961.258,73</b>
Subsides en capital	74.010.379,03	0,00	74.010.379,03
Amortissements et pertes de valeur sur immobilisations incorporelles, corporelles et immeubles de placement	-80.901.325,26	0,00	-80.901.325,26
Pertes de valeur sur participations dans des filiales, coentreprises et entreprises associées	-11.150.280,56	0,00	-11.150.280,56
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>197.967.007,58</b>	<b>1.953.024,36</b>	<b>199.920.031,94</b>
Produits financiers	481.938.531,53		481.938.531,53
Charges financières	-600.086.655,75	280.608,00	-599.806.047,75
<b>Résultat financier - net</b>	<b>-118.148.124,22</b>	<b>280.608,00</b>	<b>-117.867.516,22</b>
<b>Résultat net des activités poursuivies avant impôt sur le résultat</b>	<b>79.818.883,36</b>	<b>2.233.632,36</b>	<b>82.052.515,72</b>
(Charges) / produits d'impôt sur le résultat net	-29.249.457,10	0,00	-29.249.457,10
<b>Résultat net de l'exercice généré par les activités</b>	<b>50.569.426,26</b>	<b>2.233.632,36</b>	<b>52.803.058,62</b>
<b>RESULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>50.569.426,26</b>	<b>2.233.632,36</b>	<b>52.803.058,62</b>
<b>Autres éléments du résultat global :</b>			
<b>Qui ne seront jamais reclassés dans le résultat net</b>			
Ecarts actuariels sur les engagements postérieurs à l'emploi	-46.465.165,23	0,00	-46.465.165,23
Impôts liés aux autres éléments du résultat global	7.139.269,31	0,00	7.139.269,31
<b>Sous-total des autres éléments du résultat global qui ne seront jamais reclassés dans le résultat net</b>	<b>-39.325.895,92</b>	<b>0,00</b>	<b>-39.325.895,92</b>
<b>Qui pourraient être reclassés ultérieurement dans le résultat net</b>			
Actifs financiers disponibles à la vente	-1.571.204,01	0,00	-1.571.204,01
Impôts liés aux autres éléments du résultat global	-222,03	0,00	-222,03
<b>Sous-total des autres éléments du résultat global qui pourraient être reclassés ultérieurement dans le résultat</b>	<b>-1.571.426,04</b>	<b>0,00</b>	<b>-1.571.426,04</b>
<b>Total des autres éléments du résultat global de l'exercice</b>	<b>-40.897.321,96</b>	<b>0,00</b>	<b>-40.897.321,96</b>
<b>RESULTAT GLOBAL TOTAL</b>	<b>9.672.104,30</b>	<b>2.233.632,36</b>	<b>11.905.736,66</b>

## Tableau des flux de trésorerie au 31 décembre 2012 :

	Comptes publiés 31/12/2012	Impact IAS19 Révisée	Comptes retraités 31/12/2012
<b>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES OPERATIONNELLES</b>			
<b>Résultat net de l'exercice</b>	<b>50.569.426,26</b>	<b>2.233.632,36</b>	<b>52.803.058,62</b>
Ajustements pour :			
Amortissements et pertes de valeur sur immobilisations incorporelles, corporelles, immeubles de placement et actifs détenus en vue de la vente	80.841.954,87	0,00	80.841.954,87
Pertes de valeur sur participations dans des filiales, coentreprises et entreprises associées	11.150.280,56	0,00	11.150.280,56
Réductions de valeur sur stocks, créances commerciales et autres débiteurs	4.253.491,89	0,00	4.253.491,89
Variations de juste valeur sur instruments financiers dérivés	132.778.403,37	0,00	132.778.403,37
Variations de juste valeur et pertes de valeur sur autres actifs financiers et dettes financières	-88.050.178,34	0,00	-88.050.178,34
(Plus-values) / moins-values sur cessions d'immobilisations corporelles, incorporelles, immeubles de placement et actifs détenus en vue de la vente	-22.311.898,43	0,00	-22.311.898,43
(Plus-values) / moins-values sur cessions d'actifs financiers	0,00	0,00	0,00
Prise en résultat des commissions sur opérations de financements alternatifs	-20.400.300,82	0,00	-20.400.300,82
Provisions	19.501.105,50	0,00	19.501.105,50
Avantages au personnel	2.814.835,33	-2.233.632,36	581.202,97
Prises en résultat des subsides en capital	-74.010.379,03	0,00	-74.010.379,03
Produits et charges d'intérêts, net	64.686.560,00	0,00	64.686.560,00
Charges d'impôt sur le résultat	29.249.457,10	0,00	29.249.457,10
Ecart de conversion	220.222,15	0,00	220.222,15
<b>Trésorerie brute générée par les activités opérationnelles</b>	<b>191.292.980,41</b>	<b>0,00</b>	<b>191.292.980,41</b>
<b>Variation nette du besoin en fonds de roulement :</b>			
Stocks	-803.610,46	0,00	-803.610,46
Créances commerciales et autres débiteurs	-373.738.760,34	0,00	-373.738.760,34
Dettes commerciales, sociales et autres dettes	120.200.022,91	0,00	120.200.022,91
<b>Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles avant impôts</b>	<b>-254.342.347,89</b>	<b>0,00</b>	<b>-254.342.347,89</b>
Impôts reçus	0,00	0,00	0,00
Impôts payés	0,00	0,00	0,00
<b>TRESORERIE NETTE ABSORBEE PAR DES ACTIVITES OPERATIONNELLES</b>	<b>-63.049.367,48</b>	<b>0,00</b>	<b>-63.049.367,48</b>

	Comptes publiés 31/12/2012	Impact IAS19 Révisée	Comptes retraités 31/12/2012
<b>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT</b>			
Acquisitions d'immobilisations incorporelles, corporelles et immeubles de placement et actifs détenus en vue de la vente	-135.276.604,21	0,00	-135.276.604,21
Acquisitions d'actifs financiers	-132.612.370,25	0,00	-132.612.370,25
Acquisitions de participations dans des filiales, coentreprises et entreprises associées	-68.525.860,46	0,00	-68.525.860,46
Subsides en capital reçus	137.041.058,41	0,00	137.041.058,41
Encaissements lors de cessions d'immobilisations incorporelles, corporelles, immeubles de placement et actifs détenus en vue de la vente	48.445.069,65	0,00	48.445.069,65
Encaissements lors de cessions d'autres actifs financiers	583.631.194,90	0,00	583.631.194,90
Encaissements sur créances contrats de location-financement	31.898.595,97	0,00	31.898.595,97
Intérêts reçus	155.697.223,63	0,00	155.697.223,63
Dividendes reçus	5.467.969,55	0,00	5.467.969,55
<b>TRESORERIE NETTE PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>625.766.277,19</b>	<b>0,00</b>	<b>625.766.277,19</b>
<b>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES DE FINANCEMENT</b>			
Augmentations des dettes financières	922.703.753,95	0,00	922.703.753,95
Remboursements des dettes financières (y compris contrats de location-financement)	-888.400.053,62	0,00	-888.400.053,62
Remboursements/ paiements nets des instruments financiers dérivés	2.802.556,74	0,00	2.802.556,74
Intérêts payés	-217.837.457,90	0,00	-217.837.457,90
<b>TRESORERIE NETTE ABSORBEE PAR DES ACTIVITES DE FINANCEMENT</b>	<b>-180.731.200,83</b>	<b>0,00</b>	<b>-180.731.200,83</b>
<b>(DIMINUTION) / AUGMENTATION DE LA TRESORERIE, DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE ET DES DECOUVERTS BANCAIRES</b>	<b>381.985.708,88</b>	<b>0,00</b>	<b>381.985.708,88</b>
<b>TRESORERIE, EQUIVALENTS DE TRESORERIE ET DES DECOUVERTS BANCAIRES A L'OUVERTURE</b>	<b>818.035.503,93</b>	<b>0,00</b>	<b>818.035.503,93</b>
Ecart de conversion	0,00	0,00	0,00
<b>TRESORERIE, EQUIVALENTS DE TRESORERIE ET DECOUVERTS BANCAIRES A LA CLOTURE</b>	<b>1.200.021.212,81</b>	<b>0,00</b>	<b>1.200.021.212,81</b>

## Note 2 - Gestion du capital et des risques financiers

### 2.1 Gestion du capital

La politique de la Société en matière de gestion du capital consiste à maintenir une structure financière qui lui permet d'assurer son développement et ainsi continuer à fournir un service de qualité à sa clientèle. La Société a ainsi pour objectif de réduire sa dette en vue d'obtenir une structure du capital optimale permettant d'assurer une flexibilité financière stratégique pour sa croissance future. A cette fin, la Société surveille de près son niveau d'endettement net.

Par endettement net la Société entend:

- 1) Solde de valeur nominale des dettes et créances auprès d'une institution financière ou traitées sur le marché des capitaux.
- 2) Moins le solde des opérations Back to Back telles que décrites dans l'arrêté Royal du 30 décembre 2004 – Annexe 4 du Moniteur Belge du 31 décembre 2004.

L'endettement net se présente comme suit aux 31 décembre 2013 et 2012:



<b>Endettement net</b>		<b>31/12/2013</b>	<b>31/12/2012</b>
Rubriques du bilan	<b>Notes</b>		
Créances commerciales et autres débiteurs	2.1	122.617.278,16	126.435.114,38
Intruments financiers dérivés	11	38.382.751,09	40.218.886,57
Autres actifs financiers	2.1	1.100.969.351,55	1.476.394.382,51
<b>Total actifs non courants</b>		<b>1.261.969.380,80</b>	<b>1.643.048.383,46</b>
Créances commerciales et autres débiteurs	2.1	3.817.836,22	3.659.731,01
Intruments financiers dérivés	11	0,00	17.298.592,82
Autres actifs financiers	2.1	80.265.379,21	144.038.993,94
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2.1	824.487.292,84	608.896.510,31
<b>Total actifs courants</b>		<b>908.570.508,27</b>	<b>773.893.828,08</b>
<b>Actifs non courants détenus en vue de la vente</b>		<b>342.990.012,74</b>	<b>0,00</b>
<b>Total actifs</b>		<b>2.513.529.901,81</b>	<b>2.416.942.211,54</b>
Dettes financières	19	2.506.173.015,74	4.605.363.195,32
Intruments financiers dérivés	11	117.902.152,49	112.527.732,61
<b>Total passifs non courants</b>		<b>2.624.075.168,23</b>	<b>4.717.890.927,93</b>
Dettes financières	19	1.021.743.559,29	779.232.312,97
Intruments financiers dérivés	11	0,00	7.953.342,42
<b>Total passifs non courants</b>		<b>1.021.743.559,29</b>	<b>787.185.655,39</b>
<b>Dettes liées à des actifs non courants détenus en vue de la vente</b>		<b>2.160.010.510,58</b>	<b>0,00</b>
<b>Total passifs</b>		<b>5.805.829.238,10</b>	<b>5.505.076.583,32</b>
<b>Endettement net</b>		<b>3.292.299.336,29</b>	<b>3.088.134.371,78</b>
<b>Variation de l'endettement net</b>		<b>-204.164.964,51</b>	

Les montants repris dans le calcul de la dette nette sont les montants nominaux des instruments financiers et excluent donc les ajustements à la juste valeur ainsi que les intérêts courus.

Cette variation incombe principalement pour:

<b>Variation de l'endettement net</b>	<b>EUR</b>	<b>EUR</b>
	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Résultat cash de l'exercice	<b>-176.259.954,09</b>	<b>-191.072.758,26</b>
Variation du besoin de fonds de roulement	201.507.656,91	362.392.742,43
Activités d'investissements	-124.642.854,12	-288.428.664,35
Activités de financements	244.527.356,59	256.853.334,26
Trésorerie et équivalents de trésorerie	59.032.759,22	204.393.443,27
<b>Variation de l'endettement net</b>	<b>204.164.964,51</b>	<b>344.138.097,35</b>

**Dette contrat de gestion**

L'endettement net tel que défini par le contrat de gestion 2008-2012 du 29 juin 2008, permet la neutralisation de certaines opérations de financement spécifique et préalablement convenues avec l'Etat.

<i>Dette contrat de gestion</i>	EUR	
	2013	2012
Matériel RER	433.110.547,58	212.775.371,68
Solde des travaux TGV	241.785.600,92	201.477.072,32
Préfinancements régionaux	176.854.305,64	158.369.325,94
Décision conseil des Ministres décembre 2011	104.447.102,71	108.050.394,54
Autres	91.994.374,26	76.985.754,69
<b>Total des éléments à neutraliser</b>	<b>1.048.191.931,11</b>	<b>757.657.919,17</b>

**Réconciliation de l'endettement net avec les postes du bilan**

Le détail des instruments financiers dérivés et des dettes financières est présenté dans les notes 11 et 19.

- Créances commerciales et autres débiteurs :

Certains éléments des créances commerciales et autres débiteurs ne répondent pas à la définition des instruments financiers : « *Des actifs (comme les charges payées d'avance) pour lesquels l'avantage économique futur est la réception de biens ou de services plutôt que le droit de recevoir de la trésorerie ou un autre actif financier, ne sont pas des actifs financiers* » (IAS 32 – AG 11). « *Les passifs ou les actifs qui ne sont pas contractuels (comme les impôts sur le résultat qui résultent d'obligations légales imposées par les pouvoirs publics) ne sont pas des passifs financiers ou des actifs financiers* » (IAS 32 – AG 12). Ces éléments ont été regroupés dans la colonne « Non-IFRS 7 » afin de permettre la réconciliation avec les analyses de la note 2.

<b>Créances commerciales et autres débiteurs</b>							<b>31/12/2013</b>	
	IFRS 7				Non IFRS 7	TOTAL		
	Endettement net		Autres					
	Nominal	Ajustements de juste valeur	Produits acquis	Autres				
<b>Non courant</b>								
<b>Créances commerciales</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		
Créances sur pouvoirs publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
Autres créances commerciales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
<b>Autres débiteurs</b>	<b>122.617.278,16</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>850.095.578,81</b>	<b>6.510.701,52</b>	<b>979.223.558,49</b>		
Créances sur pouvoirs publics	0,00	0,00	0,00	609.466.438,30	0,00	609.466.438,30		
Charges à reporter	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
Produits acquis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
Créances de location-financement	122.617.278,16	0,00	0,00	160.705.836,45	0,00	283.323.114,61		
Autres créances	0,00	0,00	0,00	79.923.304,06	6.510.701,52	86.434.005,58		
<b>Total partie non courante</b>	<b>122.617.278,16</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>850.095.578,81</b>	<b>6.510.701,52</b>	<b>979.223.558,49</b>		
<b>Courant</b>								
<b>Créances commerciales</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>150.347.608,23</b>	<b>8.074.430,08</b>	<b>158.422.038,31</b>		
Montants relatifs aux contrats de construction	0,00	0,00	0,00	0,00	8.707.061,57	8.707.061,57		
Créances sur pouvoirs publics	0,00	0,00	0,00	79.676.000,00	0,00	79.676.000,00		
Autres créances commerciales	0,00	0,00	0,00	70.671.608,23	-632.631,49	70.038.976,74		
<b>Autres débiteurs</b>	<b>3.817.836,22</b>	<b>0,00</b>	<b>971.051,34</b>	<b>569.587.803,35</b>	<b>7.170.179,45</b>	<b>581.546.870,36</b>		
Créances sur pouvoirs publics	0,00	0,00	0,00	38.932.352,95	0,00	38.932.352,95		
Charges à reporter	0,00	0,00	0,00	0,00	7.149.189,90	7.149.189,90		
Produits acquis	0,00	0,00	0,00	108.351.021,27	0,00	108.351.021,27		
Créances de location-financement	3.817.836,22	0,00	971.051,34	19.541.058,33	0,00	24.329.945,89		
Autres créances	0,00	0,00	0,00	402.763.370,80	20.989,55	402.784.360,35		
<b>Total partie courante</b>	<b>3.817.836,22</b>	<b>0,00</b>	<b>971.051,34</b>	<b>719.935.411,58</b>	<b>15.244.609,53</b>	<b>739.968.908,67</b>		

<b>Créances commerciales et autres débiteurs</b>							<b>31/12/2012</b>	
	IFRS 7				Non IFRS 7	TOTAL		
	Endettement net		Autres					
	Nominal	Ajustements de juste valeur	Produits acquis	Autres				
<b>Non courant</b>								
<b>Créances commerciales</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		
Créances sur pouvoirs publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
Autres créances commerciales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
<b>Autres débiteurs</b>	<b>126.435.114,38</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>675.940.135,92</b>	<b>10.526.524,75</b>	<b>812.901.775,05</b>		
Créances sur pouvoirs publics	0,00	0,00	0,00	389.527.138,50	0,00	389.527.138,50		
Charges à reporter	0,00	0,00	0,00	0,00	4.015.823,23	4.015.823,23		
Produits acquis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
Créances de location-financement	126.435.114,38	0,00	0,00	179.040.964,91	0,00	305.476.079,29		
Autres créances	0,00	0,00	0,00	107.372.032,51	6.510.701,52	113.882.734,03		
<b>Total partie non courante</b>	<b>126.435.114,38</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>675.940.135,92</b>	<b>10.526.524,75</b>	<b>812.901.775,05</b>		
<b>Courant</b>								
<b>Créances commerciales</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>396.554.097,75</b>	<b>12.496.390,56</b>	<b>409.050.488,31</b>		
Montants relatifs aux contrats de construction	0,00	0,00	0,00	0,00	12.316.172,76	12.316.172,76		
Créances sur pouvoirs publics	0,00	0,00	0,00	78.730.905,98	0,00	78.730.905,98		
Autres créances commerciales	0,00	0,00	0,00	317.823.191,77	180.217,80	318.003.409,57		
<b>Autres débiteurs</b>	<b>3.659.731,01</b>	<b>0,00</b>	<b>999.158,93</b>	<b>719.379.402,81</b>	<b>26.310.865,44</b>	<b>750.349.158,19</b>		
Créances sur pouvoirs publics	0,00	0,00	0,00	49.419.165,38	0,00	49.419.165,38		
Charges à reporter	0,00	0,00	0,00	0,00	25.245.451,71	25.245.451,71		
Produits acquis	0,00	0,00	0,00	203.459.319,36	0,00	203.459.319,36		
Créances de location-financement	3.659.731,01	0,00	999.158,93	26.986.448,56	0,00	31.645.338,50		
Autres créances	0,00	0,00	0,00	439.514.469,51	1.065.413,73	440.579.883,24		
<b>Total partie courante</b>	<b>3.659.731,01</b>	<b>0,00</b>	<b>999.158,93</b>	<b>1.115.933.500,56</b>	<b>38.807.256,00</b>	<b>1.159.399.646,50</b>		

Les créances de location-financement incluses dans l'endettement net représentent une créance envers la SNCB suite à la location de matériel roulant. Cette créance fait suite au financement du matériel roulant par la Société en application de la décision du Conseil des Ministres du gouvernement fédéral belge du 23 octobre 2008.

- Autres actifs financiers :

<b>Autres actifs financiers</b>		<b>31/12/2013</b>					
		IFRS 7					
		Endettement net		Autres			
		Nominal	Ajustements de juste valeur	Produits acquis	Fonds gérés pour compte de tiers	Autres	TOTAL
<b>Non courant</b>	<b>Notes</b>						
Créances		698.864.266,55	3.585.673,82	4.953.500,49	0,00	11.486.173,44	718.889.614,30
Back-to-back		402.105.085,00	0,00	604.411,53	0,00	0,00	402.709.496,53
Actifs disponibles à la vente	12	0,00	0,00	0,00	0,00	109.285,35	109.285,35
<b>Total partie non courante</b>		<b>1.100.969.351,55</b>	<b>3.585.673,82</b>	<b>5.557.912,02</b>	<b>0,00</b>	<b>11.595.458,79</b>	<b>1.121.708.396,18</b>
<b>Courant</b>							
Créances		43.265.379,21	0,00	10.113.426,14	0,00	26.297,01	53.405.102,36
Back-to-back		37.000.000,00	0,00	154.866,61	0,00	0,00	37.154.866,61
Actifs disponibles à la vente	12	0,00	0,00	0,00	0,00	2.018.590,74	2.018.590,74
<b>Total partie courante</b>		<b>80.265.379,21</b>	<b>0,00</b>	<b>10.268.292,75</b>	<b>0,00</b>	<b>2.044.887,75</b>	<b>92.578.559,71</b>
<b>Total autres actifs financiers</b>		<b>1.181.234.730,76</b>	<b>3.585.673,82</b>	<b>15.826.204,77</b>	<b>0,00</b>	<b>13.640.346,54</b>	<b>1.214.286.955,89</b>

<b>Autres actifs financiers</b>		<b>31/12/2012</b>					
		IFRS 7					
		Endettement net		Autres			
		Nominal	Ajustements de juste valeur	Produits acquis	Fonds gérés pour compte de tiers	Autres	TOTAL
<b>Non courant</b>	<b>Notes</b>						
Créances		964.326.397,96	86.734.561,39	17.537.486,21	0,00	57.429.552,23	1.126.027.997,79
Back-to-back		512.067.984,55	73.249.508,68	2.807.388,43	0,00	0,00	588.124.881,66
Actifs disponibles à la vente	12	0,00	0,00	0,00	0,00	163.568.229,52	163.568.229,52
<b>Total partie non courante</b>		<b>1.476.394.382,51</b>	<b>159.984.070,07</b>	<b>20.344.874,64</b>	<b>0,00</b>	<b>220.997.781,75</b>	<b>1.877.721.108,97</b>
<b>Courant</b>							
Créances		44.888.993,94	0,00	10.651.878,92	43.510.000,00	665.772,15	99.716.645,01
Back-to-back		99.150.000,00	0,00	1.339.265,26	0,00	0,00	100.489.265,26
Actifs disponibles à la vente	12	0,00	0,00	0,00	0,00	317.026,24	317.026,24
<b>Total partie courante</b>		<b>144.038.993,94</b>	<b>0,00</b>	<b>11.991.144,18</b>	<b>43.510.000,00</b>	<b>982.798,39</b>	<b>200.522.936,51</b>
<b>Total autres actifs financiers</b>		<b>1.620.433.376,45</b>	<b>159.984.070,07</b>	<b>32.336.018,82</b>	<b>43.510.000,00</b>	<b>221.980.580,14</b>	<b>2.078.244.045,48</b>

Les autres actifs financiers inclus dans l'endettement net sont les placements financiers effectués par la Société dans le cadre des opérations de financement alternatif. Ils ont été effectués soit à la demande des investisseurs soit à des fins de gestion des flux de trésorerie. Ces actifs compensent économiquement les dettes financières contractées dans le cadre de ces opérations.

Les fonds gérés pour compte de tiers sont des placements investis dans le cadre du fond RER pour le compte de l'Etat belge. Le fond RER a été créé par l'Etat belge en 2001 afin de financer les travaux à réaliser pour la création du « Réseau Express Régional » (RER). Dans le contrat de gestion de la Société pour les années 2005 – 2008, l'Etat belge a délégué la gestion des moyens disponibles dans le fond RER à la Société. L'ensemble des moyens dont la gestion

est transférée à la Société est considéré par la Société comme une dette envers les pouvoirs publics (reprise dans les « autres dettes »).

- Trésorerie et équivalents de trésorerie :

<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>		<b>31/12/2013</b>				
		IFRS 7				
		Endettement net		Autres		
	Nominal	Ajustements de juste valeur	Produits acquis	Fonds gérés pour compte de tiers	Autres	TOTAL
Billets de trésorerie	0,00	0,00	0,00	542.010.658,79	0,00	542.010.658,79
Comptes à terme	761.918.708,42	0,00	8.431,53	0,00	0,00	761.927.139,95
Comptes à vue	62.418.407,72	0,00	0,00	17.653,94	0,00	62.436.061,66
Espèces et chèques	150.176,70	0,00	0,00	0,00	70.400,95	220.577,65
<b>Total trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>824.487.292,84</b>	<b>0,00</b>	<b>8.431,53</b>	<b>542.028.312,73</b>	<b>70.400,95</b>	<b>1.366.594.438,05</b>

<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>		<b>31/12/2012</b>				
		IFRS 7				
		Endettement net		Autres		
	Nominal	Ajustements de juste valeur	Produits acquis	Fonds gérés pour compte de tiers	Autres	TOTAL
Billets de trésorerie	0,00	0,00	0,00	482.923.088,35	0,00	482.923.088,35
Comptes à terme	571.555.316,66	0,00	16.152,65	0,00	108.050.394,54	679.621.863,85
Comptes à vue	37.196.634,00	0,00	0,00	8.655,52	0,00	37.205.289,52
Espèces et chèques	144.559,65	0,00	0,00	0,00	126.422,89	270.982,54
<b>Total trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>608.896.510,31</b>	<b>0,00</b>	<b>16.152,65</b>	<b>482.931.743,87</b>	<b>108.176.817,43</b>	<b>1.200.021.224,26</b>

Comme pour les autres instruments financiers, la trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent des fonds gérés pour compte de tiers. Il s'agit pour partie d'actifs contractés dans le cadre du fond RER ainsi que pour le projet « Liefkenshoek Rail Link » dans le port d'Anvers et le fond des investissements ferroviaires.

Le projet « Liefkenshoek Rail Link » consiste en la construction d'un tunnel ferroviaire dans le port d'Anvers pour partie financée par la Région Flamande. La région a mis sa contribution au projet à disposition de la Société sur base d'un calendrier prédéfini dont la dernière tranche a eu lieu en 2012. Les moyens disponibles seront ensuite libérés par la Société en fonction de l'avancement des travaux. Au 31 décembre 2013, l'intégralité des moyens mis à disposition par la Région Flamande ont été utilisés.

Conformément à la loi programme du 27 décembre 2006, le fond des investissements ferroviaires est constitué par la SNCB, Infrabel et la Société lorsque des moyens d'investissements fédéraux disponibles n'ont pu être utilisés. Les moyens sont réunis par les trois sociétés dans un fond géré par la Société, après approbation du gouvernement fédéral et publication d'un arrêté royal au Moniteur belge. Au 31 décembre 2013, les trois sociétés ont versé au total 102,0 millions EUR (2012 : 71,9 millions EUR).

## 2.2 Gestion des risques financiers

### Gestion de l'endettement

Par endettement, il faut entendre non seulement les dettes enregistrées à l'état de la situation financière, mais également les engagements financiers à long terme hors bilan.

### Points principaux de la gestion de l'endettement

La gestion de l'endettement requiert que la dette soit contractée dans la mesure du possible sur des échéances choisies en fonction de l'évolution prévue des cash-flows futurs et dans le but de niveler et de réduire au mieux les soldes de trésorerie :

- Tout surplus structurel de trésorerie doit être consacré dans la mesure du possible à la réduction de l'endettement.
- La dette nette à long terme de la Société doit être contractée pour 2/3 en instruments à taux fixe et pour 1/3 en instruments à taux flottant.
- La durée résiduelle pondérée de la dette nette à long terme de la Société est fixée à 5 ans minimum.
- L'échéancier de l'endettement est étalé dans le temps aussi bien en termes de liquidité qu'en termes de risque de taux d'intérêt.
- Toute opération d'endettement, même à court terme, qui génère un risque de change, doit immédiatement et entièrement être couverte en EUR pour éliminer ce risque tant sur le principal que sur les intérêts.

### Gestion de la trésorerie

Par gestion de trésorerie, il y a lieu d'entendre la gestion centralisée de la trésorerie (soit des cash-flows à l'horizon d'un an) de la Société, de ses filiales et de celle qu'elle gère au nom et pour le compte d'Infrabel, de la SNCB et éventuellement de leurs filiales. Les conditions de rémunération des prêts ou emprunts à court terme au bénéfice ou à charge des entités du périmètre de centralisation sont celles prévalant sur le marché (at arm's length).

### Points principaux de la gestion de la trésorerie

- Tout surplus structurel de trésorerie doit être consacré dans la mesure du possible à la réduction de l'endettement.
- Le déficit structurel de trésorerie doit être consolidé par des emprunts à long terme.
- Les surplus de trésorerie doivent être placés, aux conditions prévalant sur le marché (at arm's length), de préférence auprès de filiales ayant des déficits de trésorerie.
- En cas de surplus de trésorerie après déduction des placements nécessaires auprès de filiales ou en cas de placements nécessaires dans le cadre de transactions de leasing et de location à long terme, des limites de placement sont à respecter.
- Tout placement impliquant un risque de change doit être immédiatement et entièrement couvert en EUR pour éliminer ce risque, tant sur le principal que sur les intérêts, sauf si le placement (en devises) concerne lui-même la couverture de risques de change dans le cadre de transactions de financement alternatif.

- Pour financer les déficits de trésorerie restants, la Société a recours à des lignes de crédit (confirmées, non-confirmées et dites « evergreen ») et émet des billets de trésorerie en EUR ou des instruments similaires à court terme par appel d'offres auprès de trois institutions bancaires au moins.

### Opérations sur produits dérivés

Par produits dérivés, on entend les swaps, forward rate agreements, options, contrats de change à terme et futures ayant comme sous-jacents un taux d'intérêt, l'inflation, un taux de change, des produits d'énergie (e.a. gasoil pour traction diesel et électricité pour traction) ou un crédit.

### Points principaux de gestion des opérations sur produits dérivés

- Toute opération sur produits dérivés est soumise au respect des prescriptions en matière de gestion de l'endettement et de gestion de la trésorerie.
- Toute opération sur produits dérivés est conclue dans un but de couverture parfaite, c'est-à-dire en EUR (taux d'intérêt fixe ou flottant). Elle doit à tout moment pouvoir être adossée à une opération d'emprunt ou de placement existante.
- Lors de nouvelles couvertures, seules des références en EUR peuvent être utilisées comme taux d'intérêt de référence. Comme taux d'intérêt de référence pour le court terme, on ne peut utiliser des références autres qu'à court terme et de préférence l'Euribor 1Y pour autant que le surcoût y afférent (vis-à-vis de l'Euribor 1M, 3M et 6M) puisse être justifié.
- Les placements et les emprunts doivent être alignés les uns sur les autres de façon à limiter au maximum les risques au niveau interne.
- Pour les transactions de couverture, il faut préalablement consulter trois contreparties au moins.
- Le risque de crédit des contreparties doit être reparté et couvert systématiquement par la clôture des CSA's (Credit Support Annex)

#### 2.2.1 *Risque de marché : risque de change*

La Société est exposée au risque de change découlant des opérations d'endettement en devises.

Toute opération d'endettement significative, même à court terme, qui génère un risque de change, est immédiatement et intégralement couverte en EUR (principal et intérêts) par l'utilisation de produits dérivés. La position couverte peut être assortie d'un taux d'intérêt flottant ou fixe. Les actifs et passifs relatifs aux opérations de financement alternatif sont en USD et JPY, mais la Société n'est pas exposée au risque de change.

a. Instruments financiers par devise

	EUR	USD	31/12/2013 JPY	Autres	Total
<b>Actifs financiers</b>					
Créances commerciales et autres débiteurs	1.697.437.156,11	0,00	0,00	0,00	1.697.437.156,11
Instruments financiers dérivés	157.078.621,40	78.669.281,62	-7.434.076,63	0,00	228.313.826,39
Autres actifs financiers	985.001.537,96	205.472.682,48	23.812.735,45	0,00	1.214.286.955,89
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1.365.870.397,04	0,00	0,00	724.041,01	1.366.594.438,05
<b>Total actifs financiers</b>	<b>4.205.387.712,51</b>	<b>284.141.964,10</b>	<b>16.378.658,82</b>	<b>724.041,01</b>	<b>4.506.632.376,44</b>
<b>Passifs financiers</b>					
Dettes financières	3.203.384.495,21	399.116.497,03	0,00	0,00	3.602.500.992,24
Instruments financiers dérivés	497.339.973,14	-128.793.941,84	16.505.874,23	0,00	385.051.905,53
Dettes commerciales	148.212.637,80	0,00	0,00	0,00	148.212.637,80
Autres dettes	598.308.415,52	0,00	0,00	0,00	598.308.415,52
<b>Total passifs financiers</b>	<b>4.447.245.521,67</b>	<b>270.322.555,19</b>	<b>16.505.874,23</b>	<b>0,00</b>	<b>4.734.073.951,09</b>
<b>Écart de couverture</b>	<b>-241.857.809,16</b>	<b>13.819.408,91</b>	<b>-127.215,41</b>	<b>724.041,01</b>	<b>-227.441.574,65</b>
<b>31/12/2012</b>					
	EUR	USD	JPY	Autres	Total
<b>Actifs financiers</b>					
Créances commerciales et autres débiteurs	1.923.194.951,58	0,00	0,00	0,00	1.923.194.951,58
Instruments financiers dérivés	223.875.580,36	102.524.911,03	-9.700.637,55	0,00	316.699.853,84
Autres actifs financiers	1.503.053.021,40	544.301.173,92	30.889.850,16	0,00	2.078.244.045,48
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1.198.271.952,89	1.019.362,17	0,00	729.909,20	1.200.021.224,26
<b>Total actifs financiers</b>	<b>4.848.395.506,23</b>	<b>647.845.447,12</b>	<b>21.189.212,61</b>	<b>729.909,20</b>	<b>5.518.160.075,16</b>
<b>Passifs financiers</b>					
Dettes financières	4.778.800.317,68	917.243.623,67	0,00	0,00	5.696.043.941,35
Instruments financiers dérivés	921.025.744,86	-303.648.977,05	21.468.975,29	0,00	638.845.743,10
Dettes commerciales	216.897.725,76	18.833,67	0,00	2.386,93	216.918.946,36
Autres dettes	717.713.840,32	0,00	0,00	0,00	717.713.840,32
<b>Total passifs financiers</b>	<b>6.634.437.628,62</b>	<b>613.613.480,29</b>	<b>21.468.975,29</b>	<b>2.386,93</b>	<b>7.269.522.471,13</b>
<b>Écart de couverture</b>	<b>-1.786.042.122,39</b>	<b>34.231.966,83</b>	<b>-279.762,68</b>	<b>727.522,27</b>	<b>-1.751.362.395,97</b>

Le détail ci-dessus présente l'exposition en devise des actifs et passif financier de la Société. Hormis l'euro, les devises significatives pour la Société sont le Dollar américain et le Yen japonais. Les expositions en USD et JPY sont issues des opérations de financement alternatif. Les risques de change issus des positions en USD et JPY sont couverts par des contrats « swaps » tel que présenté au point b ci-dessous.

Outre les créances commerciales et autres débiteurs mentionnées ci-dessus, certains éléments des dettes commerciales (5.453.336,74 EUR) et des autres dettes (120.249.999,30 EUR) ne répondent pas à la définition des instruments financiers au sens d'IAS 32.



b. Dérivés de change

	31/12/2013		31/12/2012	
	Total Valeur de marché	Total Nominal	Total Valeur de marché	Total Nominal
Devises achetées				
USD	28.091.472,85	25.422.622,07	45.694.559,94	43.518.167,34
JPY	23.939.950,86	21.996.965,93	31.169.612,84	28.105.726,87
Autres	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Devises achetées - tota</b>	<b>52.031.423,71</b>	<b>47.419.588,00</b>	<b>76.864.172,78</b>	<b>71.623.894,21</b>
Devises vendues				
USD	235.554.696,31	195.285.987,50	451.868.448,02	297.551.128,16
JPY	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Devises vendues - total</b>	<b>235.554.696,31</b>	<b>195.285.987,50</b>	<b>451.868.448,02</b>	<b>297.551.128,16</b>
Options				
USD	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Options - total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

Les dérivés de change sont des contrats « swaps » conclus exclusivement dans le cadre des dettes et créances ayant trait aux opérations de financement alternatif. Ces contrats sont conclus à des fins de gestion des flux de trésorerie en devises. La Société a cependant fait le choix de ne pas appliquer la comptabilité de couverture au sens d'IAS 39, les instruments dérivés ne sont donc pas reconnus comme dérivés de couverture. Les dérivés sont reconnus à leur juste valeur par le biais du résultat net.

### c. Analyse de sensibilité

L'analyse de sensibilité a été établie sur la situation de la Société à la date de clôture. En ce qui concerne le risque de change, le calcul de sensibilité consiste à évaluer l'impact dans les comptes en IFRS d'une variation de +/- 10% du cours de clôture pour les cours de change des USD et JPY (ou autre devise significative) par rapport à l'EUR.

Variation taux de change	Impact sur le résultat net	Impact sur les autres éléments du résultat global
<b>2013</b>		
USD + 10%	1.535.489,88	0,00
USD - 10%	-1.256.309,90	0,00
JPY + 10%	-14.135,05	0,00
JPY - 10%	11.565,04	0,00
<b>2012</b>		
USD + 10%	3.803.551,93	0,00
USD - 10%	-3.111.997,00	0,00
JPY + 10%	-31.084,73	0,00
JPY - 10%	25.432,98	0,00

#### 2.2.2 *Risque de marché : risque de taux d'intérêt*

##### a. Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est mesuré selon les normes IFRS, à savoir le type de taux du financement à l'origine (dettes et créances), non compris les dérivés conclus par la suite.

Les principales expositions en taux d'intérêt résultent, pour la Société, en des financements en EUR et en USD. Au 31 décembre 2013, les instruments financiers à taux fixes représentent un actif net alors que les instruments à taux variables représentent un passif net. Les excédents de trésorerie de la Société sont investis en respectant les dispositions de la politique financière.

	Valeur comptable 31/12/2013	Valeur comptable 31/12/2012
<b>Taux fixe</b>		
<b>Actifs financiers</b>	<b>1.774.449.458,11</b>	<b>2.148.464.400,99</b>
Créances commerciales et autres débiteurs	1.038.246.577,87	863.921.769,76
Autres actifs financiers	736.202.880,24	1.284.542.631,23
Trésorerie et équivalents de trésorerie	0,00	0,00
<b>Passifs financiers</b>	<b>1.691.321.424,67</b>	<b>3.279.442.664,49</b>
Dettes financières	1.691.321.424,67	3.277.421.182,38
Dettes commerciales	0,00	0,00
Autres dettes	0,00	2.021.482,11
<b>Total taux fixe</b>	<b>83.128.033,44</b>	<b>-1.130.978.263,50</b>
<b>Taux variable</b>		
<b>Actifs financiers</b>	<b>2.003.989.833,51</b>	<b>2.057.084.864,18</b>
Créances commerciales et autres débiteurs	283.583.292,77	316.669.308,97
Autres actifs financiers	416.468.742,00	577.870.603,01
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1.303.937.798,74	1.162.544.952,20
<b>Passifs financiers</b>	<b>2.452.291.504,74</b>	<b>2.877.565.862,24</b>
Dettes financières	1.872.451.007,50	2.313.510.438,89
Dettes commerciales	0,00	0,00
Autres dettes	579.840.497,24	564.055.423,35
<b>Total taux variable</b>	<b>-448.301.671,23</b>	<b>-820.480.998,06</b>
<b>Total</b>	<b>-365.173.637,79</b>	<b>-1.951.459.261,56</b>

#### b. Analyse de sensibilité du taux d'intérêt en cash flow

Une variation de 1% à la hausse sur les taux d'intérêt variables (dérivés inclus) entrainerait une baisse de 7.282.564,16 EUR de la charge financière de la Société en 2013, par rapport à une baisse de 7.754.392,07 EUR de la charge financière en 2012.

#### c. Analyse de sensibilité en juste valeur

L'évolution des taux d'intérêt de marché affecte la juste valeur des instruments financiers non dérivés comptabilisés avec l'option de juste valeur via le résultat net, ainsi que des instruments dérivés. Cette évolution est prise en compte dans l'évaluation de la sensibilité du résultat net.

L'analyse de sensibilité en juste valeur a été établie sur la situation de la Société à la date de clôture. Une augmentation de 1% entraine une variation de juste valeur de 63.940.456,49 EUR (130.240.492,77 EUR) au 31 décembre 2013 (2012), dont 0,00 EUR (51.296,31 EUR) par les autres éléments du résultat global.

### 2.2.3 *Risque de crédit*

La Société est exposée au risque de crédit sur ses créances commerciales et financières.

Les placements doivent avoir un caractère de prêt et ne peuvent être effectués en capital à risque. Les placements sont soumis à des critères stricts de rating minimum des contreparties, en fonction de la durée du placement. La

Société a également fixé des montants maximum par contrepartie. Ces limites ne sont toutefois pas applicables aux placements et instruments qui bénéficient d'un rating AAA/Aaa, ou qui sont émis ou garantis par l'Etat belge, la Communauté flamande, la Région wallonne, la Communauté française et la Région de Bruxelles-Capitale.

Pour les produits dérivés, le risque de crédit vis-à-vis des contreparties doit être réparti et couvert systématiquement par la conclusion de contrats CSA (Credit Support Annex). Dans le cadre de contrats de ce type, on calcule régulièrement quel montant net devrait être payé soit par la Société, soit par la contrepartie, en cas d'annulation de l'en-cours intégral des produits dérivés conclus entre les contreparties. Par le recours aux CSA, le risque est limité à un montant maximum qui varie en fonction du rating de la contrepartie. Au cas où le rating d'une banque descendrait sous BBB+/Baa, les contrats avec cette banque doivent être transférés à une autre banque bénéficiant d'un rating plus élevé. Avec des contreparties ayant reçu un « negative credit watch », aucune opération nouvelle ne peut être conclue pendant la période de « negative credit watch ».

### Balance âgée des actifs financiers

	Valeur nette comptable	Actifs NON dépréciés						Actifs dépréciés	
		Non échus	depuis 0-1 mois	depuis 1-3 mois	Echus à la date de clôture		depuis 1-2 ans		depuis plus de 2 ans
					depuis 3-6 mois	depuis 6-12 mois			
<b>31 décembre 2013</b>									
Créances commerciales et autres débiteurs	1.697.437.156,11	1.679.087.272,05	10.159.332,06	1.506.488,82	-249.547,51	-4.078.579,82	9.768.089,10	1.244.101,41	0,00
Instruments financiers dérivés	228.313.826,39	228.313.826,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres actifs financiers	1.214.286.955,89	1.214.286.955,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1.366.594.438,05	1.366.594.438,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>4.506.632.376,44</b>	<b>4.488.282.492,38</b>	<b>10.159.332,06</b>	<b>1.506.488,82</b>	<b>-249.547,51</b>	<b>-4.078.579,82</b>	<b>9.768.089,10</b>	<b>1.244.101,41</b>	<b>0,00</b>
<b>31 décembre 2012</b>									
Créances commerciales et autres débiteurs	1.923.194.951,58	1.848.449.092,44	25.569.701,44	18.593.027,45	6.943.205,25	22.424.452,91	4.552.937,16	-3.337.465,07	0,00
Instruments financiers dérivés	316.699.853,84	316.699.853,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres actifs financiers	2.078.244.045,48	2.078.244.045,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1.200.021.224,26	1.200.021.224,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>5.518.160.075,16</b>	<b>5.443.414.216,02</b>	<b>25.569.701,44</b>	<b>18.593.027,45</b>	<b>6.943.205,25</b>	<b>22.424.452,91</b>	<b>4.552.937,16</b>	<b>-3.337.465,07</b>	<b>0,00</b>

### Rating

Les titres et dépôts dans lesquels la Société a investi ont les ratings (Standard & Poor's) suivants :

Rating	31/12/2013					
	Nominal		Ajustements	Produits acquis		Total
	Non courant	Courant	de juste valeur	Non courant	Courant	
<b>Autres actifs financiers</b>	<b>1.112.564.810,34</b>	<b>82.283.969,95</b>	<b>3.585.673,82</b>	<b>5.557.912,02</b>	<b>10.294.589,76</b>	<b>1.214.286.955,89</b>
AAA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Etatiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Corporates	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AA+	35.110.500,74	0,00	2.090.892,50	494.838,67	0,00	37.696.231,91
Financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Etatiques	35.110.500,74	0,00	2.090.892,50	494.838,67	0,00	37.696.231,91
Corporates	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AA	342.947.145,25	37.000.000,00	0,00	0,00	198.869,59	380.146.014,84
Financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Etatiques	342.947.145,25	37.000.000,00	0,00	0,00	198.869,59	380.146.014,84
Corporates	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AA-	145.217.672,63	1.058.945,95	0,00	1.375.401,17	0,00	147.652.019,75
Financiers	145.217.672,63	1.058.945,95	0,00	1.375.401,17	0,00	147.652.019,75
Etatiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Corporates	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A+	63.483.432,62	30.353.362,70	1.190.697,74	0,00	2.162.442,48	97.189.935,54
Financiers	48.313.111,29	30.353.362,70	-136.250,27	0,00	2.087.180,83	80.617.404,55
Etatiques	15.170.321,33	0,00	1.326.948,01	0,00	75.261,65	16.572.530,99
Corporates	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A	75.137.167,36	8.473.573,20	0,00	3.083.260,65	1.333.578,03	88.027.579,24
Financiers	75.137.167,36	8.473.573,20	0,00	3.083.260,65	1.333.578,03	88.027.579,24
Etatiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Corporates	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A-	4.068.848,60	1.823.961,75	0,00	0,00	336.595,08	6.229.405,43
Financiers	4.068.848,60	1.823.961,75	0,00	0,00	336.595,08	6.229.405,43
Etatiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Corporates	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
BBB	6.826.644,60	0,00	304.083,58	0,00	109.476,28	7.240.204,46
Financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Etatiques	6.826.644,60	0,00	304.083,58	0,00	109.476,28	7.240.204,46
Corporates	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CCC	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Etatiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Corporates	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A-2	0,00	0,00	0,00	0,00	416,67	416,67
Financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	416,67	416,67
Etatiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Corporates	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
NR	439.773.398,54	3.574.126,35	0,00	604.411,53	6.153.211,63	450.105.148,05
Financiers						0,00
Etatiques						0,00
Corporates	380.506.173,44	1.786.426,35	0,00	0,00	6.197.214,61	388.489.814,40
Actions et parts	109.285,35	1.787.700,00	0,00	0,00	0,00	1.896.985,35
Autres	59.157.939,75	0,00	0,00	604.411,53	-44.002,98	59.718.348,30

Rating	31/12/2012					
	Nominal		Ajustements	Produits acquis		Total
	Non courant	Courant	de juste valeur	Non courant	Courant	
<b>Autres actifs financiers</b>	<b>1.699.103.198,28</b>	<b>187.921.600,64</b>	<b>158.187.968,75</b>	<b>20.344.874,64</b>	<b>12.686.403,17</b>	<b>2.078.244.045,48</b>
AAA	59.708.672,47	14.393.460,51	20.201.219,98	3.331.111,57	1.076.126,11	98.710.590,64
Financiers	59.708.672,47	14.393.460,51	20.201.219,98	3.331.111,57	1.076.126,11	98.710.590,64
Etatiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Corporates	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AA+	74.810.962,22	0,00	32.389.503,86	2.892.077,99	0,00	110.092.544,07
Financiers	39.388.053,18	0,00	25.669.928,66	2.392.693,48	0,00	67.450.675,32
Etatiques	35.422.909,04	0,00	6.719.575,20	499.384,51	0,00	42.641.868,75
Corporates	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AA	461.049.651,51	99.150.000,00	73.249.508,68	2.233.053,77	491.602,80	636.173.816,76
Financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Etatiques	461.049.651,51	99.150.000,00	73.249.508,68	2.233.053,77	491.602,80	636.173.816,76
Corporates	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AA-	139.589.960,12	0,00	0,00	1.353.118,94	0,00	140.943.079,06
Financiers	139.589.960,12	0,00	0,00	1.353.118,94	0,00	140.943.079,06
Etatiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Corporates	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A+	262.886.339,36	25.610.758,28	22.090.957,77	8.521.763,25	2.479.423,59	321.589.242,25
Financiers	243.503.079,45	25.610.758,28	19.800.244,11	8.521.763,25	2.383.261,09	299.819.106,18
Etatiques	19.383.259,91	0,00	2.290.713,66	0,00	96.162,50	21.770.136,07
Corporates	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A	29.382.406,17	1.696.633,37	11.795.511,50	1.439.414,46	433.506,14	44.747.471,64
Financiers	29.382.406,17	1.696.633,37	11.795.511,50	1.439.414,46	433.506,14	44.747.471,64
Etatiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Corporates	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
BBB+	8.722.466,96	0,00	257.368,28	0,00	139.878,85	9.119.714,09
Financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Etatiques	8.722.466,96	0,00	257.368,28	0,00	139.878,85	9.119.714,09
Corporates	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CCC	1.711.034,02	0,00	-1.711.034,02	0,00	29.486,84	29.486,84
Financiers	1.711.034,02	0,00	-1.711.034,02	0,00	29.486,84	29.486,84
Etatiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Corporates	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A-1+	0,00	43.510.000,00	0,00	0,00	0,00	43.510.000,00
Financiers	0,00	43.510.000,00	0,00	0,00	0,00	43.510.000,00
Etatiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Corporates	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A-1	0,00	0,00	0,00	0,00	4,39	4,39
Financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	4,39	4,39
Etatiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Corporates	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
NR	661.241.705,45	3.560.748,48	-85.067,30	574.334,66	8.036.374,45	673.328.095,74
Financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Etatiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Corporates	454.033.690,79	3.421.308,37	0,00	0,00	7.188.711,99	464.643.711,15
Actions et parts	156.189.681,62	139.440,11	-85.067,30	0,00	0,00	156.244.054,43
Autres	51.018.333,04	0,00	0,00	574.334,66	847.662,46	52.440.330,16

Rating	31/12/2013					
	Nominal		Ajustements de juste valeur	Produits acquis		Total
	Non courant	Courant		Non courant	Courant	
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>0,00</b>	<b>1.366.586.006,52</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>8.431,53</b>	<b>1.366.594.438,05</b>
A-1+	0,00	223.592.181,57	0,00	0,00	0,00	223.592.181,57
Financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Etatiques	0,00	223.592.181,57	0,00	0,00	0,00	223.592.181,57
Corporates	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A-1	0,00	102.009.797,00	0,00	0,00	0,00	102.009.797,00
Financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Etatiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Corporates	0,00	102.009.797,00	0,00	0,00	0,00	102.009.797,00
A-1	0,00	50.000.000,00	0,00	0,00	0,00	50.000.000,00
Financiers	0,00	50.000.000,00	0,00	0,00	0,00	50.000.000,00
Etatiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Corporates	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
NR	0,00	990.984.027,95	0,00	0,00	8.431,53	990.992.459,48
Financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Etatiques	0,00	216.408.680,22	0,00	0,00	0,00	216.408.680,22
Corporates	0,00	711.918.708,42	0,00	0,00	8.431,53	711.927.139,95
Comptes à vue	0,00	62.436.061,66	0,00	0,00	0,00	62.436.061,66
Espèces et chèques	0,00	220.577,65	0,00	0,00	0,00	220.577,65
<b>Total</b>	<b>1.112.564.810,34</b>	<b>1.448.869.976,47</b>	<b>3.585.673,82</b>	<b>5.557.912,02</b>	<b>10.303.021,29</b>	<b>2.580.881.393,94</b>

Rating	31/12/2012					
	Nominal		Ajustements de juste valeur	Produits acquis		Total
	Non courant	Courant		Non courant	Courant	
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>0,00</b>	<b>1.200.005.071,61</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>16.152,65</b>	<b>1.200.021.224,26</b>
A-1+	0,00	132.906.179,59	0,00	0,00	0,00	132.906.179,59
Financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Etatiques	0,00	132.906.179,59	0,00	0,00	0,00	132.906.179,59
Corporates	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A-1	0,00	72.924.754,59	0,00	0,00	0,00	72.924.754,59
Financiers	0,00	1.019.362,17	0,00	0,00	0,00	1.019.362,17
Etatiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Corporates	0,00	71.905.392,42	0,00	0,00	0,00	71.905.392,42
NR	0,00	994.174.137,43	0,00	0,00	16.152,65	994.190.290,08
Financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Etatiques	0,00	278.111.516,34	0,00	0,00	0,00	278.111.516,34
Corporates	0,00	678.586.349,03	0,00	0,00	16.152,65	678.602.501,68
Comptes à vue	0,00	37.205.289,52	0,00	0,00	0,00	37.205.289,52
Espèces et chèques	0,00	270.982,54	0,00	0,00	0,00	270.982,54
<b>Total</b>	<b>1.699.103.198,28</b>	<b>1.387.926.672,25</b>	<b>158.187.968,75</b>	<b>20.344.874,64</b>	<b>12.702.555,82</b>	<b>3.278.265.269,74</b>

Les montants mentionnés comme « Corporate » sans rating (NR) sont exclusivement liés aux filiales.

En ce qui concerne les comptes à vue en 2013, il s'agit principalement d'un compte à vue dans une institution financière dont le rating court terme est A-1.

### Répartition géographique

Les actifs financiers détenus par la Société se répartissent dans les zones géographiques suivantes :

<b>Zone</b>	<b>31/12/2013</b>	<b>31/12/2012</b>
Belgique	3.734.044.932,10	4.357.042.029,38
Eurozone	301.462.086,99	401.121.083,36
Autres Europe	366.310.853,81	580.916.258,45
Etats Unis	51.998.044,46	122.412.640,70
Autres	52.816.459,08	56.668.063,27
<b>Total</b>	<b>4.506.632.376,44</b>	<b>5.518.160.075,16</b>

#### Couverture du risque de crédit sur les instruments financiers dérivés

<i>Couverture du risque de crédit sur les intruments financiers dérivés</i>				<b>31/12/2013</b>
Contrepartie	Risque de crédit	Cautionnements versés	Cautionnements reçus	Position nette
150	-33.481.114,67	34.700.000,00	0,00	1.218.885,33
151	0,00	0,00	0,00	0,00
152	26.828.273,97	60.600.000,00	0,00	87.428.273,97
154	-206.776.234,83	170.722.388,00	0,00	-36.053.846,83
155	-8.911.109,79	0,00	0,00	-8.911.109,79
156	-22.161.956,83	2.800.000,00	0,00	-19.361.956,83
157	-8.999.870,11	0,00	0,00	-8.999.870,11
158	8.747.798,96	0,00	0,00	8.747.798,96
159	-3.625.760,83	14.300.000,00	0,00	10.674.239,17
160	-9.154.303,69	0,00	0,00	-9.154.303,69
161	-13.035.601,12	0,00	0,00	-13.035.601,12
162	-8.756.409,80	0,00	0,00	-8.756.409,80
<b>Avec CSA</b>	<b>-279.326.288,74</b>	<b>283.122.388,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3.796.099,26</b>
163	31.230.640,15	0,00	0,00	31.230.640,15
164	13.745.461,76	0,00	0,00	13.745.461,76
Etat Belge	118.784.622,14	0,00	0,00	118.784.622,14
Eurofima	-42.806.914,45	0,00	0,00	-42.806.914,45
<b>Sans CSA</b>	<b>120.953.809,60</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>120.953.809,60</b>
<b>Total</b>	<b>-158.372.479,14</b>	<b>283.122.388,00</b>	<b>0,00</b>	<b>124.749.908,86</b>



<b>Couverture du risque de crédit sur les intruments financiers dérivés</b>					<b>31/12/2012</b>
Contrepartie	Risque de crédit	Cautionnements versés	Cautionnements reçus	Position nette	
150	-99.003.013,23	70.100.000,00	0,00	-28.903.013,23	
151	0,00	0,00	0,00	0,00	
152	-27.798.986,38	32.800.000,00	0,00	5.001.013,62	
154	-230.929.561,85	180.636.865,00	0,00	-50.292.696,85	
155	-20.293.939,23	7.700.000,00	0,00	-12.593.939,23	
156	-41.269.769,73	12.800.000,00	0,00	-28.469.769,73	
157	-20.390.545,91	0,00	0,00	-20.390.545,91	
158	8.995.709,17	0,00	0,00	8.995.709,17	
159	-10.806.059,76	11.300.000,00	0,00	493.940,24	
160	-20.465.193,68	0,00	0,00	-20.465.193,68	
161	-17.631.479,58	0,00	0,00	-17.631.479,58	
162	-18.485.224,44	0,00	0,00	-18.485.224,44	
<b>Avec CSA</b>	<b>-498.078.064,62</b>	<b>315.336.865,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-182.741.199,62</b>	
163	35.423.170,67	0,00	0,00	35.423.170,67	
164	12.530.921,95	0,00	0,00	12.530.921,95	
Etat Belge	206.433.469,15	0,00	0,00	206.433.469,15	
Eurofima	-6.320.077,74	0,00	0,00	-6.320.077,74	
<b>Sans CSA</b>	<b>248.067.484,03</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>248.067.484,03</b>	
<b>Total</b>	<b>-250.010.580,59</b>	<b>315.336.865,00</b>	<b>0,00</b>	<b>65.326.284,41</b>	

Comme exigé dans la politique financière, la Société a conclu des CSA's (Credit Support Annex) bilatéraux avec les contreparties des instruments financiers dérivés. Ces CSA's ont pour objet de réduire le risque de crédit mutuel. Suite à ces CSA's, la Société a versé des cautionnements aux contreparties dont les justes valeurs des instruments dérivés ont dépassé le seuil prévu. Les seuils sont définis dans le CSA par contrepartie et en fonction de leur rating.

Pour les contreparties avec lesquelles la Société n'a pas conclu de CSA's (hors Etat belge et Eurofima), il s'agit d'instruments considérés juridiquement comme des instruments dérivés mais qui économiquement ont les caractéristiques d'un dépôt.

Les cautionnements versés tiennent comptes des instruments dérivés reclassé dans les actifs et passifs non courants disponibles à la vente suite à l'application d'IFRS 5.

#### 2.2.4 Risque de liquidité

Lorsque des financements sont contractés, la Société tient compte de l'évolution prévue des cash-flows futurs dans le but de niveler et de réduire au mieux les soldes de trésorerie.

Le risque de liquidité est couvert par un étalement des échéances de la dette dans le temps. Ainsi, selon la politique financière de la Société, 20% au maximum de l'en-cours de la dette peut venir à échéance dans la même année, avec un maximum de 10% de la dette par trimestre.

Le tableau ci-dessous présente les échéances des flux de trésorerie futurs (nominal et intérêts) liés aux actifs et passifs financiers. Les flux contractuels non actualisés sur l'en-cours des actifs et passifs financiers par date de maturité et par nature sont les suivants :

* Y compris intérêts	Valeur comptable	Flux contractuels*	< 6 mois	6 à 12 mois	1 à 2 ans	2 à 5 ans	> 5 ans
<b>31 décembre 2013</b>							
<b>Actifs financiers</b>							
Créances commerciales et autres débiteurs	740.248.052,08	1.097.156.252,91	11.891.228,39	39.315.000,00	51.206.228,39	153.618.685,18	841.125.110,95
Instruments financiers dérivés	225.506.835,72	47.474.128,97	2.144.955,80	174.350,25	24.083.106,38	27.376.731,18	-6.305.014,64
Autres actifs financiers	823.899.739,47	1.006.049.845,85	63.380.199,18	14.409.492,32	235.371.161,30	53.826.435,94	639.062.557,11
Trésorerie et équivalents de trésorerie	440.018.515,73	440.087.653,94	440.087.653,94	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des actifs financiers</b>	<b>2.229.673.143,00</b>	<b>2.590.767.881,67</b>	<b>517.504.037,31</b>	<b>53.898.842,57</b>	<b>310.660.496,07</b>	<b>234.821.852,30</b>	<b>1.473.882.653,42</b>
<b>Passifs financiers</b>							
Dettes financières	3.602.500.992,24	4.338.449.288,02	1.027.997.002,95	47.518.953,62	481.885.277,51	700.714.804,57	2.080.333.249,37
Instruments financiers dérivés: passifs	385.051.905,53	140.997.276,18	-18.238.137,22	24.587.540,09	124.354.387,20	43.591.444,06	-33.297.957,95
Dettes commerciales	148.212.637,80	148.212.637,80	147.511.421,66	167.579,45	532.441,45	872,60	322,64
Autres dettes	598.308.415,52	600.591.244,73	233.473.392,62	113.377.205,23	228.462.668,29	12.660.747,09	12.617.231,50
<b>Total des passifs financiers</b>	<b>4.734.073.951,09</b>	<b>5.228.250.446,73</b>	<b>1.390.743.680,01</b>	<b>185.651.278,39</b>	<b>835.234.774,45</b>	<b>756.967.868,32</b>	<b>2.059.652.845,56</b>
<b>Total</b>	<b>-2.504.400.808,09</b>	<b>-2.637.482.565,06</b>	<b>-873.239.642,70</b>	<b>-131.752.435,82</b>	<b>-524.574.278,38</b>	<b>-522.146.016,02</b>	<b>-585.770.192,14</b>
<b>31 décembre 2012</b>							
<b>Actifs financiers</b>							
Créances commerciales et autres débiteurs	425.504.390,26	850.905.252,88	16.570.999,99	39.315.000,00	43.208.228,38	129.624.685,14	622.186.339,37
Instruments financiers dérivés	301.373.851,52	157.923.791,21	23.690.571,61	10.516.176,50	12.282.006,85	78.757.180,59	32.677.855,66
Autres actifs financiers	1.457.326.793,06	2.454.088.560,48	182.621.423,04	9.293.149,53	88.775.059,60	329.973.292,88	1.843.425.635,43
Trésorerie et équivalents de trésorerie	411.026.351,45	346.531.655,52	346.531.655,52	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des actifs financiers</b>	<b>2.595.231.386,29</b>	<b>3.809.449.260,09</b>	<b>569.414.650,16</b>	<b>59.124.326,03</b>	<b>144.265.294,83</b>	<b>538.355.158,61</b>	<b>2.498.289.830,46</b>
<b>Passifs financiers</b>							
Dettes financières	5.696.043.941,35	7.419.357.755,08	723.794.148,53	52.072.962,29	535.951.647,31	1.614.893.999,54	4.492.644.997,41
Instruments financiers dérivés: passifs	638.845.743,10	720.919.870,38	52.191.941,73	45.359.813,71	48.782.388,62	181.962.445,29	392.623.281,03
Dettes commerciales	216.918.946,36	190.135.448,14	188.473.388,33	287.043,51	1.916,04	1.373.100,26	0,00
Autres dettes	717.713.840,32	655.143.795,02	322.716.331,35	113.950.780,87	185.379.888,11	12.349.151,82	20.747.642,87
<b>Total des passifs financiers</b>	<b>7.269.522.471,13</b>	<b>8.985.556.868,62</b>	<b>1.287.175.809,94</b>	<b>211.670.600,38</b>	<b>770.115.840,08</b>	<b>1.810.578.696,91</b>	<b>4.906.015.921,31</b>
<b>Total</b>	<b>-4.674.291.084,84</b>	<b>-5.176.107.608,53</b>	<b>-717.761.159,78</b>	<b>-152.546.274,35</b>	<b>-625.850.545,25</b>	<b>-1.272.223.538,30</b>	<b>-2.407.726.090,85</b>

Dans le courant de l'année 2013, la société a contracté avec un consortium d'institutions financières une ligne de crédit « facility agreement » pour un montant de 350 millions EUR pour une durée minimale de 3 ans

## 2.2.5 Risque de « Fair value »

Le tableau ci-dessous ventile les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur selon les trois niveaux de hiérarchie de la juste valeur. Celle-ci est déterminée sur la base suivante :

- Niveau 1: des cours/prix cotés (non ajustés) issus de marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques,
- Niveau 2: des données autres que les cours/prix cotés de niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement (par exemple, des prix), soit indirectement (par exemple, des éléments dérivés de prix),
- Niveau 3: des données sur l'actif ou le passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (informations non observables).

	31/12/2013		
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
<b>Actifs</b>			
<b>Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net</b>			
Dépôt	0,00	37.696.231,91	0,00
Titres à revenu fixe	23.812.735,45	48.408.138,48	0,00
Instruments financiers dérivés		286.397.774,69	1.634.400,00
<b>Actifs financiers disponibles à la vente</b>	0,00	1.896.985,35	230.890,74
<b>Autres</b>	0,00	420.073,20	
<b>Total</b>	<b>23.812.735,45</b>	<b>374.819.203,63</b>	<b>1.865.290,74</b>
<b>Passifs</b>			
<b>Passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net</b>			
Dettes financières	0,00	-230.165.070,13	0,00
Instruments financiers dérivés	0,00	-385.051.905,53	0,00
<b>Autres</b>	0,00	-37.812.146,28	0,00
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>-653.029.121,94</b>	<b>0,00</b>

	31/12/2012		
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
<b>Actifs</b>			
<b>Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net</b>			
Dépôt	0,00	373.964.231,06	0,00
Titres à revenu fixe	30.889.850,16	167.699.647,81	0,00
Instruments financiers dérivés	0,00	364.838.772,00	4.301.412,00
<b>Actifs financiers disponibles à la vente</b>	0,00	156.273.541,27	7.611.714,49
<b>Autres</b>	0,00	1.311.979,48	0,00
<b>Total</b>	<b>30.889.850,16</b>	<b>1.064.088.171,62</b>	<b>11.913.126,49</b>
<b>Passifs</b>			
<b>Passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net</b>			
Dettes financières	0,00	-722.173.778,32	0,00
Instruments financiers dérivés	0,00	-616.299.445,45	-22.546.297,65
<b>Autres</b>	0,00	-37.329.914,17	0,00
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>-1.375.803.137,94</b>	<b>-22.546.297,65</b>

Mutation des intruments financiers de niveau 3	
	EUR
<b>Actifs</b>	
<b>Au 1<sup>er</sup> Janvier</b>	<b>11.913.126,49</b>
Prise en charges dans le compte de résultats	-10.527.885,75
<b>Au 31 Décembre</b>	<b>1.385.240,74</b>
<b>Passifs</b>	
<b>Au 1er Janvier</b>	<b>-22.546.297,65</b>
Utilisation	
Prise en charges dans le compte de résultats	22.546.297,65
Transfert vers une autre rubrique	
<b>Au 31 Décembre</b>	<b>0,00</b>

Pour estimer la juste valeur des instruments financiers, les hypothèses et méthodes retenues sont :

- pour les participations dans des sociétés et les placements cotés en bourse : leur valeur de cotation ;
- pour les participations dans des sociétés non cotées : estimation par référence à des transactions de ventes récentes de ces sociétés non cotées et, en l'absence de telles transactions, sur la base de différentes techniques d'évaluation, comme l'actualisation des flux de trésorerie futurs et la méthode des multiples ;
- pour les créances commerciales et les autres actifs circulants : juste valeur compte tenu de leur échéance ;
- pour la trésorerie et les équivalents de trésorerie : juste valeur compte tenu de leur échéance.

## Note 3 - Estimations comptables et jugements significatifs

La préparation des comptes conformément aux normes IFRS amène la Société à effectuer des jugements, des estimations et des hypothèses qui ont un impact sur l'application des règles d'évaluation et sur les montants des actifs, des passifs, des produits et des charges, et qui contiennent par nature un certain degré d'incertitude. Ces estimations sont basées sur l'expérience et sur des hypothèses que la Société estime raisonnables en fonction des circonstances. Par définition, les résultats réels pourraient être et seront souvent différents de ces estimations. Les révisions des estimations comptables sont comptabilisées pendant la période au cours de laquelle les estimations sont révisées et au cours de toutes périodes futures concernées. Les jugements et estimations concernent essentiellement les domaines suivants :

### 3.1 Juste valeur des dérivés et des autres instruments financiers

La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif (tels que les dérivés négociés de gré à gré) est déterminée à l'aide de techniques d'évaluation. La Société sélectionne les méthodes et retient les hypothèses qui lui paraissent les plus adéquates en se basant principalement sur les conditions de marché existantes à la date de chaque clôture. La Société utilise la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie pour différents actifs financiers disponibles à la vente qui n'ont pas été négociés sur un marché actif.

Nous nous référons à la note 2.2.2.b. pour une analyse de sensibilité.

### 3.2 Avantages au personnel

La dette relative aux avantages au personnel est déterminée de façon actuarielle, sur la base d'un certain nombre d'hypothèses financières et démographiques. Toute modification de ces hypothèses impacterait le montant de cette dette. Une hypothèse importante et ayant une grande sensibilité sur la dette est le taux d'actualisation. A chaque clôture, la Société détermine ce taux par référence au marché à la date de clôture des obligations d'entreprises de première catégorie et de maturité comparable à celle des engagements. Les autres hypothèses principales sont basées sur le marché ou reflètent la meilleure estimation de la Société (voir informations complémentaires reprises dans la note 17).

Une analyse de sensibilité aux hypothèses principales est reprise dans la note 17.5.

### 3.3 Durée d'utilisation des immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles comprennent principalement des bâtiments et des gares. Les amortissements sont calculés à partir de la date à laquelle l'actif est prêt à être utilisé, selon la méthode linéaire et selon un taux correspondant à la durée d'utilité estimée de l'actif. Cette durée d'utilité a été estimée par la direction et correspond à la période durant laquelle il est prévu qu'un actif soit disponible à l'utilisation pour la Société. La durée d'utilité estimée tient compte de l'utilisation prévue par la Société, l'usure physique prévue qui dépend de facteurs opérationnels comme le programme d'entretien, le vieillissement technique et économique et les limitations juridiques et autres limitations similaires (comme par exemple la période du contrat de leasing). Pour un détail des durées d'utilité estimées des immobilisations corporelles nous nous référons à la note 1.4. Cependant la durée d'utilité réelle peut être différente à cause de nombreux facteurs ce qui pourrait aboutir à une durée d'utilité plus courte ou plus longue. Si la durée d'utilité estimée paraît incorrecte, ou si les circonstances changent de telle sorte que la durée d'utilité estimée doive être révisée, cela pourrait entraîner une perte de valeur ou une charge d'amortissement augmentée ou réduite dans les périodes futures. Les durées d'utilité sont examinées à la clôture de chaque exercice comptable et ajustées de manière prospective, si nécessaire.

### 3.4 Juste valeur des immobilisations corporelles et immeubles de placement

Comme décrit aux notes 1.4, 1.6 et 1.7, la Société a comptabilisé une réévaluation à la juste valeur au 1er janvier 2013 de certains de ses terrains comptabilisés en tant qu'immobilisations corporelles et immeubles de placement.

La juste valeur des terrains a été déterminée selon deux méthodes principales. Les terrains situés autour des gares et pour lesquels des projets de développement existent ont été évalués soit sur la base de comparables de marché, soit sur la base de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés, en considérant l'utilisation la plus avantageuse des terrains, et compte tenu d'hypothèses réalistes et prudentes quant à leur destination potentielle. Les autres terrains ont été évalués sur la base de comparables de marché, c'est-à-dire sur la base de transactions récentes réalisées avec des tiers. Lorsque la nature des terrains le justifiait, des ajustements ont été effectués pour capturer les spécificités des terrains utilisés pour des activités ferroviaires, ces spécificités n'étant pas nécessairement prises en compte dans les prix de marché dérivés de transactions plus générales. Les évaluations effectuées sont des évaluations de niveau 2 (basées sur des données de marché observables relatives à l'actif, autres que des données observables sur des marchés actifs) ou de niveau 3 (basées sur des données non observables relatives à l'actif).

### **3.5 Pertes de valeur sur participations dans les filiales, coentreprises et entreprises liées**

Les participations dans les filiales, coentreprises et entreprises liées sont soumises à un test de perte de valeur lorsqu'il y a une indication objective que la participation a pu subir une perte de valeur. Une perte de valeur sur ces participations est comptabilisée si la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable. Le montant recouvrable est égal à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs, le taux d'actualisation étant égal au coût moyen pondéré du capital, estimé en utilisant le modèle Capital Asset Pricing Model. Ces calculs utilisent des estimations et des hypothèses relatives aux taux d'actualisation, aux taux de croissance, aux besoins de capitaux futurs et aux résultats d'exploitation futurs.

### **3.6 Juste valeur des participations dans les filiales, coentreprises et entreprises liées**

Comme décrit à la note 1.7, la Société a comptabilisé une réévaluation à la juste valeur au 1er janvier 2013 de certains de ses participations dans ses filiales et entreprises liées.

La juste valeur des participations dans les filiales, coentreprises et entreprises liées a été déterminée soit sur la base de transactions récentes avec des tiers, soit à l'aide de techniques d'évaluation telles que la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs ou la méthode des multiples de sociétés comparables. La Société a sélectionné les méthodes et a retenu les hypothèses qui lui paraissaient les plus adéquates en se basant principalement sur les plans financiers et les conditions de marché existantes à la date de chaque clôture. La Société a utilisé la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie pour différentes participations. Le taux d'actualisation est égal au coût moyen pondéré du capital du secteur dans lequel la participation est active. Il est entre autres estimé en utilisant le modèle Capital Asset Pricing Model. Les évaluations effectuées sont des évaluations de niveau 3 (basées sur des données non observables relatives à l'actif).

### **3.7 Impôts différés : recouvrement d'actifs d'impôt différé**

Les actifs d'impôt différé ne sont comptabilisés à des fins de déduction des écarts temporaires et des pertes reportables que s'il est probable que des bénéfices imposables futurs (sur la base d'un horizon de 3 années futures) permettront de compenser ces écarts et pertes et que les pertes fiscales resteront disponibles compte tenu de leur origine, de leur période d'occurrence et de leur conformité avec la législation relative à leur recouvrement.

## Note 4 - Immobilisations incorporelles

	Logiciels développés en interne	Autres	Total
<b>Note</b>			
<b>Valeur comptable nette au 1<sup>er</sup> janvier 2012</b>	<b>115.493.360,74</b>	<b>0,00</b>	<b>115.493.360,74</b>
Acquisitions	22.846.976,10	18.070,00	22.865.046,10
Cessions	0,00	0,00	0,00
Transferts vers			
actifs détenus en vue de la vente	0,00	0,00	0,00
autres transferts	0,00	0,00	0,00
Pertes de valeur	0,00	0,00	0,00
Reprises de pertes de valeur	0,00	0,00	0,00
Amortissements de l'année	-13.211.428,55	0,00	-13.211.428,55
<b>Valeur comptable nette au 31 décembre 2012</b>	<b>125.128.908,29</b>	<b>18.070,00</b>	<b>125.146.978,29</b>
<b>Valeur comptable nette au 1<sup>er</sup> janvier 2013</b>	<b>125.128.908,29</b>	<b>18.070,00</b>	<b>125.146.978,29</b>
Acquisitions	18.480.954,72	0,00	18.480.954,72
Cessions	0,00	0,00	0,00
Transferts vers			
actifs détenus en vue de la vente (scission partielle vers Infrabel)	15 -32.881.178,49	0,00	-32.881.178,49
actifs détenus en vue de la vente (apport à HR Rail)	15 -61.410.654,60	0,00	-61.410.654,60
autres actifs détenus en vue de la vente	0,00	0,00	0,00
Autres transferts	0,00	13.065,00	13.065,00
Pertes de valeur	-20.531.709,97	0,00	-20.531.709,97
Reprises de pertes de valeur	0,00	0,00	0,00
Amortissements de l'année	-17.164.515,53	0,00	-17.164.515,53
<b>Valeur comptable nette au 31 décembre 2013</b>	<b>11.621.804,42</b>	<b>31.135,00</b>	<b>11.652.939,42</b>
<b>Logiciels développés en interne</b>			
		<b>Autres</b>	<b>Total</b>
<b>Au 31 décembre 2012</b>			
Valeur d'acquisition	186.917.466,68	18.070,00	186.935.536,68
Amortissements cumulés	-61.788.558,39	0,00	-61.788.558,39
Pertes de valeur cumulées	0,00	0,00	0,00
<b>Valeur comptable nette au 31 décembre 2012</b>	<b>125.128.908,29</b>	<b>18.070,00</b>	<b>125.146.978,29</b>
<b>Au 31 décembre 2013</b>			
Valeur d'acquisition	74.984.480,53	31.135,00	75.015.615,53
Amortissements cumulés	-44.168.575,54	0,00	-44.168.575,54
Pertes de valeur cumulées	-19.194.100,57	0,00	-19.194.100,57
<b>Valeur comptable nette au 31 décembre 2013</b>	<b>11.621.804,42</b>	<b>31.135,00</b>	<b>11.652.939,42</b>

Les immobilisations incorporelles « Autres » concernent des certificats verts obtenus en contrepartie de l'installation de panneaux photovoltaïques.

Les immobilisations incorporelles qui ne sont pas encore prêtes à l'emploi s'élèvent à 33.800.150,70 EUR au 31 décembre 2013 et à 70.820.562,73 EUR au 31 décembre 2012. Ces logiciels en cours sont entièrement subsidiés et n'ont donc pas subi de pertes de valeurs à ces dates.



Les frais de recherche et de développement comptabilisés dans le résultat net s'élèvent à 0,00 EUR (2012: 142.092,58 EUR).

<b>Valeur comptable des immobilisations incorporelles</b>	<b>31/12/2013</b>	<b>31/12/2012</b>
Acquises grâce à des subsides publics : logiciels développés en interne	105.900.416,66	125.108.852,12
Transfert vers actifs détenus en vue de la vente (scission partielle vers Infrabel)	-32.867.957,64	0,00
Transfert vers actifs détenus en vue de la vente (apport à HR Rail)	-61.410.654,60	0,00

La Société n'a pas d'immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée.

## Note 5 - Immobilisations corporelles

### 5.1 Immobilisations corporelles

	Terrains	Constructions	Matériel roulant ferroviaire	Installations et équipements divers	Immobilisations corporelles en cours	Total
<i>Note</i>						
<b>Valeur comptable nette au 1<sup>er</sup> janvier 2012</b>	<b>73.989.193,11</b>	<b>697.581.349,27</b>	<b>2.955.460,20</b>	<b>104.294.487,51</b>	<b>355.319.419,40</b>	<b>1.234.139.909,49</b>
Acquisitions	55.583,68	420.876,05	0,00	2.043.372,10	98.780.327,82	101.300.159,65
Production immobilisée	0,00	0,00	0,00	0,00	11.197.556,46	11.197.556,46
Coûts d'emprunt	0,00	0,00	0,00	0,00	247.525,20	247.525,20
Cessions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts vers						
actifs détenus en vue de la vente	-2.021.775,66	117.676,50	-2.955.460,20	-32.614,53	-25.224.389,09	-30.116.562,98
à l'intérieur de la rubrique	1.859.002,34	52.658.883,66	0,00	14.857.925,09	-69.375.811,09	0,00
autres transferts	1.468.580,26	2.373.222,09	0,00	-197.216,88	2.330.887,94	5.975.473,41
Pertes de valeur	0,00	-2.780.281,87	0,00	-47.894,11	0,00	-2.828.175,98
Reprises de pertes de valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Amortissements	0,00	-42.963.437,57	0,00	-21.084.376,11	0,00	-64.047.813,68
<b>Valeur comptable nette au 31 décembre 2012</b>	<b>75.350.583,73</b>	<b>707.408.288,13</b>	<b>0,00</b>	<b>99.833.683,07</b>	<b>373.275.516,64</b>	<b>1.255.868.071,57</b>
<b>Valeur comptable nette au 1<sup>er</sup> janvier 2013</b>	<b>75.350.583,73</b>	<b>707.408.288,13</b>	<b>0,00</b>	<b>99.833.683,07</b>	<b>373.275.516,64</b>	<b>1.255.868.071,57</b>
Acquisitions	0,00	152.668,91	0,00	1.023.454,66	133.211.860,82	134.387.984,39
Production immobilisée	0,00	0,00	0,00	0,00	12.316.345,87	12.316.345,87
Coûts d'emprunt	0,00	0,00	0,00	0,00	248.677,85	248.677,85
Cessions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réévaluations à la juste valeur	453.417.229,35	0,00	0,00	0,00	0,00	453.417.229,35
Transferts vers						
actifs détenus en vue de la vente (scission partielle vers Infrabel)	0,00	-13.373.425,82	0,00	-26.022.957,32	-6.100.617,08	-45.497.000,22
actifs détenus en vue de la vente (apport à HR Rail)	0,00	-43.560,00	0,00	-1.195.906,10	-4.635,63	-1.244.101,73
autres actifs détenus en vue de la vente à l'intérieur de la rubrique	-188.453,60	20.935,83	0,00	-4.323.689,10	-6.947.412,03	-11.438.618,90
à l'intérieur de la rubrique	388.609,98	7.975.676,99	0,00	8.976.790,28	-17.341.077,25	0,00
Autres transferts	1.920.708,74	-333.165,28	0,00	2.193.980,06	-695.619,01	3.085.904,51
Pertes de valeur	0,00	-980.185,40	0,00	-8.232.553,85	0,00	-9.212.739,25
Reprises de pertes de valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Amortissements	0,00	-39.144.088,12	0,00	-18.976.351,18	0,00	-58.120.439,30
<b>Valeur comptable nette au 31 décembre 2013</b>	<b>530.888.678,20</b>	<b>661.683.145,24</b>	<b>0,00</b>	<b>53.276.450,52</b>	<b>487.963.040,18</b>	<b>1.733.811.314,14</b>

	Terrains	Constructions	Matériel roulant ferroviaire	Installations et équipements divers	Immobilisations corporelles en cours	Total
<b>Au 31 décembre 2012</b>						
Valeur d'acquisition	75.350.583,73	1.198.673.499,61	0,00	296.839.471,78	373.275.516,64	1.944.139.071,76
Amortissements cumulés	0,00	-491.265.211,48	0,00	-197.005.788,71	0,00	-688.271.000,19
Pertes de valeur cumulées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Valeur comptable nette au 31 décembre 2012</b>	<b>75.350.583,73</b>	<b>707.408.288,13</b>	<b>0,00</b>	<b>99.833.683,07</b>	<b>373.275.516,64</b>	<b>1.255.868.071,57</b>
<b>Au 31 décembre 2013</b>						
Valeur d'acquisition	77.471.448,85	1.186.071.339,86	0,00	290.273.910,19	487.963.040,18	2.041.779.739,08
Réévaluation	453.417.229,35	0,00	0,00	0,00	0,00	453.417.229,35
Amortissements cumulés	0,00	-523.555.661,05	0,00	-229.076.968,89	0,00	-752.632.629,94
Pertes de valeur cumulées	0,00	-832.533,57	0,00	-7.920.490,78	0,00	-8.753.024,35
<b>Valeur comptable nette au 31 décembre 2013</b>	<b>530.888.678,20</b>	<b>661.683.145,24</b>	<b>0,00</b>	<b>53.276.450,52</b>	<b>487.963.040,18</b>	<b>1.733.811.314,14</b>

Le taux de capitalisation utilisé pour déterminer les montants des coûts d'emprunt à incorporer aux immobilisations corporelles s'élevé en moyenne à 3,24% en 2013 et à 3,49% en 2012.

Certains terrains ont été réévalués au 1<sup>er</sup> janvier 2013 suite à un exercice de détermination de juste valeur en collaboration avec un expert externe.

## 5.2 Immobilisations corporelles : location-financement

La Société détient les actifs suivants, inclus dans le total des immobilisations corporelles, dans le cadre de contrats de location-financement :

	Constructions	Equipements
<b>Au 31 décembre 2012</b>		
Valeur d'acquisition	13.471.103,35	4.808.875,40
Amortissements cumulés	-6.562.425,35	-507.358,42
Pertes de valeur cumulées	0,00	0,00
<b>Valeur comptable nette au 31 décembre 2012</b>	<b>6.908.678,00</b>	<b>4.301.516,98</b>
<b>Au 31 décembre 2013</b>		
Valeur d'acquisition	13.471.103,35	0,00
Transfert vers actifs détenus en vue de la vente (scission partielle vers Infrabel)	-4.952.564,24	0,00
Amortissements cumulés	-7.173.327,56	0,00
Pertes de valeur cumulées	0,00	0,00
<b>Valeur comptable nette au 31 décembre 2013</b>	<b>1.345.211,55</b>	<b>0,00</b>

## 5.3 Autres informations relatives aux immobilisations corporelles

Valeur comptable des immobilisations corporelles	31/12/2013	31/12/2012
Dont la propriété est soumise à restriction	0,00	0,00
donnée en nantissement de dettes	9.963.939,40	14.885.494,40
<b>Total</b>	<b>9.963.939,40</b>	<b>14.885.494,40</b>
Valeur comptable des immobilisations corporelles	31/12/2013	31/12/2012
Acquises grâce à des subsides publics		
<i>Terrains</i>	26.238.778,71	25.673.996,47
<i>Constructions</i>	605.254.195,14	640.461.934,40
<i>Installations et équipements divers</i>	50.739.691,08	82.707.884,13
<i>Immobilisations corporelles en cours</i>	480.326.661,09	366.122.647,34
<b>Total</b>	<b>1.162.559.326,02</b>	<b>1.114.966.462,34</b>

## Note 6 - Immeubles de placement

### 6.1 Immeubles de placement

	Terrains	Immeubles	Total
<b>Valeur comptable nette au 1<sup>er</sup> janvier 2012</b>	<b>56.226.958,42</b>	<b>16.132.875,15</b>	<b>72.359.833,57</b>
Acquisitions	11.000,00	17.843,60	28.843,60
Production immobilisée	0,00	0,00	0,00
Cessions	0,00	0,00	0,00
Coûts d'emprunt	0,00	0,00	0,00
Transferts vers			
actifs détenus en vue de la vente	-1.022.117,42	-213.872,89	-1.235.990,31
immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
autres transferts	16.812,61	-2.148.900,11	-2.132.087,50
Pertes de valeur	0,00	0,00	0,00
Reprises de pertes de valeur	0,00	0,00	0,00
Amortissements de l'année	0,00	-813.907,05	-813.907,05
<b>Valeur comptable nette au 31 décembre 2012</b>	<b>55.232.653,61</b>	<b>12.974.038,70</b>	<b>68.206.692,31</b>
<b>Valeur comptable nette au 1<sup>er</sup> janvier 2013</b>	<b>55.232.653,61</b>	<b>12.974.038,70</b>	<b>68.206.692,31</b>
Acquisitions	0,00	8.117,24	8.117,24
Production immobilisée	0,00	0,00	0,00
Cessions	0,00	0,00	0,00
Coûts d'emprunt	0,00	0,00	0,00
Réévaluations à la juste valeur	673.581.401,26	0,00	673.581.401,26
Transferts			
actifs détenus en vue de la vente	-824.009,72	-690.221,71	-1.514.231,43
immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
autres transferts	-1.949.997,44	-1.524.506,27	-3.474.503,71
Pertes de valeur	0,00	-3.911.137,95	-3.911.137,95
Reprises de pertes de valeur	0,00	0,00	0,00
Amortissements de l'année	0,00	-474.638,99	-474.638,99
<b>Valeur comptable nette au 31 décembre 2013</b>	<b>726.040.047,71</b>	<b>6.381.651,02</b>	<b>732.421.698,73</b>

	Terrains	Immeubles	Total
<b>Au 31 décembre 2012</b>			
Valeur d'acquisition	55.232.653,61	63.482.624,49	118.715.278,10
Amortissements cumulés	0,00	-50.508.585,79	-50.508.585,79
Pertes de valeur cumulées	0,00	0,00	0,00
<b>Valeur comptable nette au 31 décembre 2012</b>	<b>55.232.653,61</b>	<b>12.974.038,70</b>	<b>68.206.692,31</b>
<b>Au 31 décembre 2013</b>			
Valeur d'acquisition	52.458.646,45	59.646.310,92	112.104.957,37
Réévaluation	673.581.401,26	0,00	673.581.401,26
Amortissements cumulés	0,00	-49.353.521,95	-49.353.521,95
Pertes de valeur cumulées	0,00	-3.911.137,95	-3.911.137,95
<b>Valeur comptable nette au 31 décembre 2013</b>	<b>726.040.047,71</b>	<b>6.381.651,02</b>	<b>732.421.698,73</b>

Certains immeubles de placement ont été réévalués au 1<sup>er</sup> janvier 2013 suite à un exercice de détermination de juste valeur en collaboration avec un expert externe.

## 6.2 Autres informations relatives aux immeubles de placement

Valeur comptable des immeubles de placement	31/12/2013	31/12/2012
Dont la propriété est		
soumise à restriction	0,00	0,00
donnée en nantissement de dettes	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

Valeur comptable des immeubles de placement	31/12/2013	31/12/2012
Acquises grâce à des subsides publics		
Terrains	3.631.932,23	3.835.571,93
Immeubles	5.367.089,52	7.549.767,93
<b>Total</b>	<b>8.999.021,75</b>	<b>11.385.339,86</b>

Comptabilisé en résultat net pour la période se terminant au	31/12/2013	31/12/2012
<b>Produits</b> locatifs	14.009.126,32	14.457.262,29
<b>Charges</b> opérationnelles directes	7.196.397,96	10.414.121,00

Les immeubles de placement incluent des terrains et bâtiments donnés en location dans le cadre de contrats de location simple :

	31/12/2013			31/12/2012		
	Terrains	Immeubles et équipements de terrains	Total	Terrains	Immeubles et équipements de terrains	Total
Coût d'acquisition	465.400.746,10	15.922.520,82	481.323.266,92	27.258.076,53	26.713.439,66	53.971.516,19
Amortissements cumulés au 1 janvier	0,00	-14.996.059,64	-14.996.059,64	0,00	-25.002.704,46	-25.002.704,46
Amortissements de l'année	0,00	-46.526,85	-46.526,85	0,00	-81.169,88	-81.169,88
<b>Valeur comptable nette au 31 décembre</b>	<b>465.400.746,10</b>	<b>879.934,33</b>	<b>466.280.680,43</b>	<b>27.258.076,53</b>	<b>1.629.565,32</b>	<b>28.887.641,85</b>

### Juste valeur des immeubles de placement

La juste valeur des immeubles de placement est déterminée sur la base des loyers annuels nets [auxquels un taux de rendement est appliqué] en ce qui concerne les terrains et les immeubles occupés (loués), et sur la base de la moyenne des prix de vente moins coûts de vente des 5 dernières années en ce qui concerne les terrains et les immeubles non occupés (loués).

	<b>Terrains</b>	<b>Immeubles</b>	<b>Total</b>
Juste valeur au 31 décembre 2013	736.137.481,85	35.624.184,82	<b>771.761.666,67</b>
Juste valeur au 31 décembre 2012	164.800.703,31	24.394.106,83	<b>189.194.810,14</b>

La juste valeur des terrains a fortement augmenté en 2013 suite à un exercice détaillé de détermination de juste valeur de certains terrains sur base du prix du marché (augmentation de 669.517.743,33 EUR). Cet exercice a été effectué en collaboration avec un expert externe.

## Note 7 - Participations dans les filiales

### 7.1 Participations dans les filiales

		2013	2012
	<u>Note</u>		
<b>Valeur comptable nette au 1<sup>er</sup> janvier</b>		<b>3.501.188.506,03</b>	<b>3.443.812.926,13</b>
Acquisitions		11.530.553,32	46.125.860,46
Montants non appelés		46.513.500,00	22.400.000,00
Cessions		0,00	0,00
Pertes de valeur		-11.528.939,32	-11.212.280,56
Reprise de pertes de valeur		1.712.700,00	62.000,00
Réévaluation à la juste valeur		34.568.000,00	0,00
Transfert vers actifs détenus en vue de la vente (scission partielle vers Infrabel)	15	-3.410.967.688,41	0,00
Transfert vers actifs détenus en vue de la vente (apport à HR Rail)	15	-247.893,53	0,00
Transfert vers une autre rubrique du bilan		-1.712.700,00	0,00
<b>Valeur comptable nette au 31 décembre</b>		<b>171.056.038,09</b>	<b>3.501.188.506,03</b>

Les acquisitions en 2013 concernent principalement un montant de 11.528.939,32 EUR pour une augmentation de capital de la SNCB, le 11 décembre 2013, dans le cadre de la décision du 26 mai 2010 de la Commission Européenne (voir note 18).

Par ailleurs, il a été procédé, en date du 14 janvier 2013, du 28 juin 2013 et du 18 novembre 2013, à une libération du capital d'Infrabel à concurrence de 46.513.500 EUR.

Une réévaluation de 34 568 000 EUR a été comptabilisée relative à la participation dans Eurostation au 1<sup>er</sup> janvier 2013. La juste valeur de la participation a été déterminée en collaboration avec un expert externe.

Nom	Quote-part dans le capital en % au 31 décembre		Localisation du siège social	Numéro de TVA
	2013	2012		
A+ Logistics SA	99,20	99,20	Roubaix	FR 064 7548 2261
SNCB SA	100,00	100,00	Bruxelles	BE 0869 763 069
Eurostation SA	99,97	99,97	Bruxelles	BE 0446 601 757
Eurogare SA	75,00	75,00	Liège	BE 0451 150 562
Foncière rue de France SA	99,92	99,92	Bruxelles	BE 0433 939 101
South Station SA	25,10	25,10	Bruxelles	BE 0896 513 095
B-Parking SA	100,00	100,00	Bruxelles	BE 0899 348 834
SPV LLN SA	100,00	100,00	Bruxelles	BE 0826 478 107
Be-Mobile SA	22,50	22,50	Zwijnaarde	BE 0884 443 228
Transurb Technirail SA	92,00	92,00	Bruxelles	BE 0413 393 907
<u>Scission partielle vers Infrabel:</u>				
Infrabel SA	93,63	93,63	Bruxelles	BE 0869 763 267
SPV 162 SA	100,00	100,00	Bruxelles	BE 0886 279 892
SPV Zwankendamme SA	100,00	100,00	Bruxelles	BE 0888 985 105
SPV Brussels Port SA	100,00	100,00	Bruxelles	BE 0889 172 472
Syntigo SA	100,00	99,99	Bruxelles	BE 0476 975 427
<u>Apport à HR Rail:</u>				
Rail Facilities SA	99,99	99,99	Bruxelles	BE 0403 265 325

La quote-part dans les droits de vote d'Infrabel est de 20% moins un vote.

## 7.2 Pertes de valeur sur participations dans les filiales

Le montant recouvrable est égal à la valeur d'utilité. Cette valeur est calculée selon le modèle Capital Asset Pricing Model, soit la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs.

La reprise de perte de valeur sur participations dans les filiales comptabilisée en 2013 s'élève à 1.712.700,00 EUR et est relative à la participation dans Be-Mobile.

Comme indiqué ci-dessus, la Société a souscrit en 2013 à une augmentation du capital de la SNCB pour un montant de 11.528.939,32 EUR dans le cadre de la décision du 26 mai 2010 de la Commission Européenne, et a immédiatement procédé à une perte de valeur à due concurrence.



## Note 8 - Participations dans les coentreprises et entreprises associées

### 8.1 Participations dans les coentreprises et entreprises associées

		31/12/2013	31/12/2012
	<u>Notes</u>		
Participations dans des coentreprises	8.2	601.734,66	1.482.615,04
Participations dans des entreprises associées	8.3	74.350.112,61	12.271.262,81
<b>Valeur comptable nette</b>		<b>74.951.847,27</b>	<b>13.753.877,85</b>

### 8.2 Participations dans les coentreprises

	2013	2012
<b>Valeur comptable nette au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>1.482.615,04</b>	<b>1.482.615,04</b>
Acquisitions	0,00	0,00
Cessions	0,00	0,00
Pertes de valeur	-880.880,38	0,00
Reprises de pertes de valeur	0,00	0,00
<b>Valeur comptable nette au 31 décembre</b>	<b>601.734,66</b>	<b>1.482.615,04</b>

Nom	Quote-part dans les droits de vote en % au 31 décembre		Localisation du siège social	Numéro de TVA
	2013	2012		
Publifer	50,00	50,00	Bruxelles	BE 0402 695 933
Blue Mobility	60,00	60,00	Anvers	BE 0832 369 965

	31/12/2013		Total
	Publifer	Blue Mobility	
<b>Quote-part dans l'état de la situation financière des coentreprises :</b>			
Actifs courants	1.993.083,31	228.817,84	2.221.901,15
Actifs non courants	557.563,58	18.725,30	576.288,87
Passifs courants	-1.817.067,43	-208.281,10	-2.025.348,52
Passifs non courants	-7.374,18	0,00	-7.374,18
Actifs net	726.205,28	39.262,04	765.467,32
<b>Quote-part dans le résultat des coentreprises :</b>			
Produits	4.028.935,44	466.098,49	4.495.033,93
Charges	-3.867.564,82	-465.178,02	-4.332.742,84
Résultat net	161.370,62	920,47	162.291,09

	31/12/2012		Total
	Publifer	Blue Mobility	
<b>Quote-part dans l'état de la situation financière des coentreprises :</b>			
Actifs courants	2.884.090,97	210.275,48	3.094.366,45
Actifs non courants	973.829,29	15.223,99	989.053,28
Passifs courants	-2.782.567,35	-188.289,86	-2.970.857,21
Passifs non courants	-10.518,24	0,00	-10.518,24
Actifs net	1.064.834,67	37.209,61	1.102.044,28
<b>Quote-part dans le résultat des coentreprises :</b>			
Produits	4.142.603,92	163.804,21	4.306.408,13
Charges	-3.896.751,35	-162.634,36	-4.059.385,71
Résultat net	245.852,57	1.169,85	247.022,42

### 8.3 Participations dans les entreprises associées

	2013	2012
<b>Valeur comptable nette au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>12.271.262,81</b>	<b>12.271.262,81</b>
Acquisitions	105.750,00	0,00
Cessions	-615,00	0,00
Pertes de valeur	0,00	0,00
Reprises de perte de valeur	48.714,80	0,00
Réévaluation	62.000.000,00	0,00
Transfert vers une autre rubrique du bilan	-75.000,00	0,00
<b>Valeur comptable nette au 31 décembre</b>	<b>74.350.112,61</b>	<b>12.271.262,81</b>

Nom	Quote-part dans les droits de vote en % au 31 décembre		Localisation du siège social	Numéro de TVA
	2013	2012		
Eurofima	9,80	9,80	Bâle N.C.	
Optimobil	24,01	24,01	Bruxelles	BE 0471 868 277

Quote-part dans l'état de la situation financière et le résultat global des entreprises associées :

	31/12/2013			31/12/2012		
	Eurofima	Optimobil	Total	Eurofima	Optimobil	Total
Actifs	2.204.578.494,14	104.249,11	2.204.682.743,25	2.539.909.385,46	101.541,72	2.540.010.927,18
Passifs	-2.104.213.543,32	-48.023,19	-2.104.261.566,51	-2.438.755.837,26	-52.703,40	-2.438.808.540,66
Produits	93.279.720,82	235.689,49	93.515.410,31	104.372.213,92	172.789,09	104.545.003,01
Résultat global	631.162,52	7.387,61	638.550,13	4.258.960,15	3.628,03	4.262.588,18

Une réévaluation de 62.000.000,00 EUR a été comptabilisée sur la participation dans Eurofima au 1<sup>er</sup> janvier 2013.

La juste valeur de la participation dans Eurofima a été déterminée en collaboration avec un expert externe.

## Note 9 - Créances commerciales et autres débiteurs

### 9.1 Créances commerciales et autres débiteurs

	Notes	31/12/2013			31/12/2012		
		Valeur brute	Réduction de valeur	Valeur nette	Valeur brute	Réduction de valeur	Valeur nette
<b>Non-courant</b>							
Créances commerciales		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur pouvoirs publics					0,00	0,00	0,00
Autres créances commerciales					0,00	0,00	0,00
Autres débiteurs		979.223.558,49	0,00	979.223.558,49	812.901.775,05	0,00	812.901.775,05
Créances sur pouvoirs publics	33	609.466.438,30		609.466.438,30	389.527.138,50	0,00	389.527.138,50
Charges à reporter		0,00		0,00	4.015.823,23	0,00	4.015.823,23
Produits acquis		0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances de location-financement	9.3	283.323.114,61		283.323.114,61	305.476.079,29	0,00	305.476.079,29
Autres créances dans le Groupe		86.428.038,00		86.428.038,00	113.809.747,22	0,00	113.809.747,22
Autres créances		5.967,58		5.967,58	72.986,81	0,00	72.986,81
<b>Total partie non-courante</b>		<b>979.223.558,49</b>	<b>0,00</b>	<b>979.223.558,49</b>	<b>812.901.775,05</b>	<b>0,00</b>	<b>812.901.775,05</b>
<b>Courant</b>							
Créances commerciales		163.141.507,42	-4.719.469,11	158.422.038,31	414.577.961,71	-5.527.473,40	409.050.488,31
Montants relatifs aux contrats de construction	10	8.707.061,57		8.707.061,57	12.316.172,76	0,00	12.316.172,76
Créances sur pouvoirs publics	33	79.676.000,00		79.676.000,00	78.730.905,98	0,00	78.730.905,98
Autres créances commerciales dans le Groupe		63.478.012,95	-1.551.287,94	61.926.725,01	310.401.716,56	-1.931.430,18	308.470.286,38
Autres créances commerciales		11.280.432,90	-3.168.181,17	8.112.251,73	13.129.166,41	-3.596.043,22	9.533.123,19
Autres débiteurs		583.654.539,53	-2.107.669,17	581.546.870,36	752.679.404,11	-2.330.245,92	750.349.158,19
Créances sur pouvoirs publics	33	39.040.664,15	-108.311,20	38.932.352,95	49.527.476,58	-108.311,20	49.419.165,38
Charges à reporter		7.147.497,00		7.147.497,00	25.014.095,55	0,00	25.014.095,55
Produits acquis		108.351.021,27		108.351.021,27	203.459.319,36	0,00	203.459.319,36
Créances de location-financement	9.3	24.329.945,89		24.329.945,89	31.645.338,50	0,00	31.645.338,50
Autres créances dans le Groupe		15.198.761,03	-5.625,59	15.193.135,44	52.245.217,71	-10.678,59	52.234.539,12
Autres créances		389.586.650,19	-1.993.732,38	387.592.917,81	390.787.956,41	-2.211.256,13	388.576.700,28
<b>Total partie courante</b>		<b>746.796.046,95</b>	<b>-6.827.138,28</b>	<b>739.968.908,67</b>	<b>1.167.257.365,82</b>	<b>-7.857.719,32</b>	<b>1.159.399.646,50</b>

### 9.2 Créances commerciales et autres débiteurs : réductions de valeur

La valeur nominale des créances commerciales et autres débiteurs faisant l'objet de réductions de valeur s'élève à 6.827.138,28 EUR (7.857.719,32 EUR) au 31 décembre 2013 (2012). Le tableau ci-dessous indique les variations des réductions de valeur cumulées sur ces créances.

L'exposition de la Société au risque de crédit et au risque de change relatifs aux créances commerciales et autres débiteurs, à l'exclusion des contrats de construction et des charges à reporter, figure en note 2.

	2013	2012
<b>Réductions de valeur sur créances commerciales et autres débiteurs partie non-courante</b>		
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier</b>	0,00	0,00
Dotations aux réductions de valeur	0,00	0,00
Utilisation de réductions de valeur sur créances annulées car irrécupérables	0,00	0,00
Reprises de réductions de valeur	0,00	0,00
<b>Au 31 décembre</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

	2013	2012
<b>Réductions de valeur sur créances commerciales et autres débiteurs partie courante</b>		
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>7.857.719,32</b>	<b>6.763.501,54</b>
Dotations aux réductions de valeur	2.595.890,61	4.042.563,43
Utilisation de réductions de valeur sur créances annulées car irrécupérables	-528.308,06	-1.361.645,11
Reprises de réductions de valeur	-2.497.240,56	-1.586.700,54
Transfert vers actifs détenus en vue de la vente (suite apport HR Rail)	-600.923,03	0,00
<b>Au 31 décembre</b>	<b>6.827.138,28</b>	<b>7.857.719,32</b>

### 9.3 Créances de location-financement

	A moins d'un an	Entre un an et cinq ans	A plus de cinq ans	Total
<b>Investissements nets au 31/12/2013</b>				
Paiements minimaux futurs	35.115.244,39	113.989.898,32	310.817.597,32	459.922.740,03
Produits financiers non acquis	-10.785.298,50	-39.657.061,69	-101.827.319,34	-152.269.679,53
<b>Total</b>	<b>24.329.945,89</b>	<b>74.332.836,63</b>	<b>208.990.277,98</b>	<b>307.653.060,50</b>
<b>Investissements nets au 31/12/2012</b>				
Paiements minimaux futurs	43.318.763,35	125.273.690,18	318.168.870,67	486.761.324,20
Produits financiers non acquis	-11.673.424,85	-42.376.816,98	-95.589.664,58	-149.639.906,41
<b>Total</b>	<b>31.645.338,50</b>	<b>82.896.873,20</b>	<b>222.579.206,09</b>	<b>337.121.417,79</b>

La Société a conclu des contrats de location-financement avec des sociétés du Groupe SNCB relatifs au matériel roulant et à un « Qualified technological equipment » pour des périodes entre 2 et 39 ans, ainsi que des baux emphytéotiques de 99 ans avec des tiers relatifs aux terrains et bâtiments.

Les valeurs résiduelles non garanties revenant à la Société dans le cadre des contrats de location-financement s'élèvent à 5.189.925,60 EUR (4.801.326,40 EUR) au 31 décembre 2013 (2012).

## Note 10 - Contrats de construction

		31/12/2013	31/12/2012
	<u>Notes</u>		
Montant des produits des contrats (pour la période)	25.1.1	89.990.715,58	75.599.548,99
Cumul des coûts encourus		33.452.930,30	128.006.120,16
Cumul des bénéfices / pertes comptabilisés		876.740,44	2.870.938,46
Montant des avances reçues	21	40.927.975,12	44.018.289,20
Montant des retenues		0,00	0,00

Le total des contrats de construction vis-à-vis des clients, dont le total des coûts encourus augmentés des profits et/ou diminués des pertes comptabilisés dépasse les facturations intermédiaires, est repris dans les états financiers à l'actif parmi les créances commerciales courantes :

		31/12/2013	31/12/2012
	<u>Note</u>		
Cumul des : Coûts encourus		20.906.759,38	61.121.303,37
Bénéfices / pertes comptabilisées		150.919,90	2.398.498,29
Cumul des : Facturations intermédiaires		-12.350.617,71	-51.203.628,90
<b>Montant brut dû par clients pour les travaux des contrats de construction</b>	<b>9</b>	<b>8.707.061,57</b>	<b>12.316.172,76</b>

Le total des contrats de construction vis-à-vis des clients, dont les facturations intermédiaires dépassent le total des coûts encourus augmentés des profits et/ou diminués des pertes comptabilisées sont repris dans les états financiers au passif parmi les dettes commerciales courantes et non courantes :

		31/12/2013	31/12/2012
	<u>Note</u>		
Cumul des : Coûts encourus		-12.546.170,92	-66.884.816,79
Bénéfices / pertes comptabilisées		-725.820,54	-472.440,22
Cumul des : Facturations intermédiaires		18.725.328,20	95.434.919,51
<b>Montant brut dû aux clients pour les travaux des contrats de construction</b>	<b>21</b>	<b>5.453.336,74</b>	<b>28.077.662,50</b>

Le montant des avances reçues se décompose comme suit :

		31/12/2013	31/12/2012
	<u>Note</u>		
Avances reçues		51.650.000,00	50.000.000,00
Intérêts capitalisés		1.707.900,79	1.449.789,54
Cumul des : Coûts encourus		-12.429.925,67	-7.431.500,34
<b>Avances reçues des clients pour les travaux des contrats de construction</b>	21	<b>40.927.975,12</b>	<b>44.018.289,20</b>

## Note 11 - Instruments financiers dérivés

### 11.1 Instruments financiers dérivés par catégories

Dans les tableaux ci-dessous, la juste valeur des swaps est décomposée en trois parties :

- Le nominal: différence entre la valeur du nominal de la jambe à recevoir et celui de la jambe à payer, converti au cours de clôture.
- Les produits acquis et charges à imputer.
- L'ajustement de juste valeur.

Instruments financiers dérivés		31/12/2013		
Actif	Nominal	Ajustements de juste valeur	Produits acquis	Total
<b>Instruments financiers dérivés liés à la gestion des flux de trésorerie</b>	<b>38.382.751,09</b>	<b>185.855.243,77</b>	<b>1.991.155,40</b>	<b>226.229.150,26</b>
Swaps de taux	4.908.997,68	169.304.474,89	0,00	174.213.472,57
Swaps de devise	33.473.753,41	15.378.178,21	1.991.155,40	50.843.087,02
Swaps de pétrole	0,00	0,00	0,00	0,00
Swaps d'inflation	0,00	1.172.590,67	0,00	1.172.590,67
<b>Autres instruments financiers dérivés</b>	<b>0,00</b>	<b>1.634.400,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1.634.400,00</b>
Autres	0,00	1.634.400,00	0,00	1.634.400,00
<b>Total partie non courante</b>	<b>38.382.751,09</b>	<b>187.489.643,77</b>	<b>1.991.155,40</b>	<b>227.863.550,26</b>
<b>Instruments financiers dérivés liés à la gestion des flux de trésorerie</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>450.276,13</b>	<b>450.276,13</b>
Swaps de taux	0,00	0,00	0,00	0,00
Swaps de devise	0,00	0,00	450.276,13	450.276,13
Swaps de pétrole	0,00	0,00	0,00	0,00
Swaps d'inflation	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Autres instruments financiers dérivés</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Autres	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total partie courante</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>450.276,13</b>	<b>450.276,13</b>
Passif	Nominal	Ajustements de juste valeur	Charges à imputer	Total
<b>Instruments financiers dérivés liés à la gestion des flux de trésorerie</b>	<b>-117.902.152,49</b>	<b>-258.395.038,59</b>	<b>748.554,29</b>	<b>-375.548.636,79</b>
Swaps de taux	-28.573.793,68	-256.489.124,91	-479.800,64	-285.542.719,23
Swaps de devise	-89.328.358,81	-1.905.913,68	1.228.354,93	-90.005.917,56
Swaps de pétrole	0,00	0,00	0,00	0,00
Swaps d'inflation	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Autres instruments financiers dérivés</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Autres	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total partie non courante</b>	<b>-117.902.152,49</b>	<b>-258.395.038,59</b>	<b>748.554,29</b>	<b>-375.548.636,79</b>
<b>Instruments financiers dérivés liés à la gestion des flux de trésorerie</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-9.503.268,74</b>	<b>-9.503.268,74</b>
Swaps de taux	0,00	0,00	-13.464.392,06	-13.464.392,06
Swaps de devise	0,00	0,00	3.961.123,32	3.961.123,32
Swaps de pétrole	0,00	0,00	0,00	0,00
Swaps d'inflation	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Autres instruments financiers dérivés</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Autres	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total partie courante</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-9.503.268,74</b>	<b>-9.503.268,74</b>

Instruments financiers dérivés liés à la gestion des flux de trésorerie	Nominal	Ajustements de juste valeur	Produits acquis/charges à imputer	Total
	<b>Total Actif</b>	<b>97.540.690,84</b>	<b>185.855.243,77</b>	<b>3.001.840,08</b>
Partie non courante	97.540.690,84	185.855.243,77	2.573.848,58	285.969.783,19
Partie courante	0,00	0,00	427.991,50	427.991,50
<b>Total Passif</b>	<b>-117.902.152,49</b>	<b>-258.395.038,59</b>	<b>-8.754.714,45</b>	<b>-385.051.905,53</b>
Partie non courante	-117.902.152,49	-258.395.038,59	748.554,29	-375.548.636,79
Partie courante	0,00	0,00	-9.503.268,74	-9.503.268,74
<b>TOTAL</b>	<b>-20.361.461,65</b>	<b>-72.539.794,82</b>	<b>-5.752.874,37</b>	<b>-98.654.130,84</b>

Autres instruments financiers dérivés	Nominal	Ajustements de juste valeur	Produits acquis	Total
	<b>Total Actif</b>	<b>0,00</b>	<b>1.634.400,00</b>	<b>0,00</b>
Partie non courante	0,00	1.634.400,00	0,00	1.634.400,00
Partie courante	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total Passif</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Partie non courante	0,00	0,00	0,00	0,00
Partie courante	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL</b>	<b>0,00</b>	<b>1.634.400,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1.634.400,00</b>



<b>Instruments financiers dérivés</b>		<b>31/12/2012</b>		
<b>Actif</b>	Nominal	Ajustements de juste valeur	Produits acquis	Total
<b>Instruments financiers dérivés liés à la gestion des flux de trésorerie</b>	<b>40.218.886,57</b>	<b>252.233.267,90</b>	<b>2.789.558,18</b>	<b>295.241.712,65</b>
Swaps de taux	6.585.691,34	221.414.575,66	0,00	228.000.267,00
Swaps de devise	33.633.195,23	19.794.101,92	2.789.558,18	56.216.855,33
Swaps de pétrole	0,00	0,00	0,00	0,00
Swaps d'inflation	0,00	11.024.590,32	0,00	11.024.590,32
<b>Autres instruments financiers dérivés</b>	<b>0,00</b>	<b>4.301.412,00</b>	<b>0,00</b>	<b>4.301.412,00</b>
Autres	0,00	4.301.412,00	0,00	4.301.412,00
<b>Total partie non courante</b>	<b>40.218.886,57</b>	<b>256.534.679,90</b>	<b>2.789.558,18</b>	<b>299.543.124,65</b>
<b>Instruments financiers dérivés liés à la gestion des flux de trésorerie</b>	<b>17.298.592,82</b>	<b>267.412,21</b>	<b>-409.275,84</b>	<b>17.156.729,19</b>
Swaps de taux	0,00	259.573,56	-96.162,50	163.411,06
Swaps de devise	17.298.592,82	7.838,65	-313.113,34	16.993.318,13
Swaps de pétrole	0,00	0,00	0,00	0,00
Swaps d'inflation	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Autres instruments financiers dérivés</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Autres	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total partie courante</b>	<b>17.298.592,82</b>	<b>267.412,21</b>	<b>-409.275,84</b>	<b>17.156.729,19</b>
<b>Passif</b>	Nominal	Ajustements de juste valeur	Charges à imputer	Total
<b>Instruments financiers dérivés liés à la gestion des flux de trésorerie</b>	<b>-112.527.732,61</b>	<b>-478.375.755,21</b>	<b>1.894.666,84</b>	<b>-589.008.820,98</b>
Swaps de taux	-11.107.048,26	-469.358.036,41	1.696.285,90	-478.768.798,77
Swaps de devise	-101.420.684,35	-9.017.718,80	198.380,94	-110.240.022,21
Swaps de pétrole	0,00	0,00	0,00	0,00
Swaps d'inflation	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Autres instruments financiers dérivés</b>	<b>0,00</b>	<b>-65.441,04</b>	<b>0,00</b>	<b>-65.441,04</b>
Autres	0,00	-65.441,04	0,00	-65.441,04
<b>Total partie non courante</b>	<b>-112.527.732,61</b>	<b>-478.441.196,25</b>	<b>1.894.666,84</b>	<b>-589.074.262,02</b>
<b>Instruments financiers dérivés liés à la gestion des flux de trésorerie</b>	<b>-7.953.342,42</b>	<b>92.454,64</b>	<b>-17.979.643,83</b>	<b>-25.840.531,61</b>
Swaps de taux	0,00	-259.573,56	-24.240.428,92	-24.500.002,48
Swaps de devise	-7.953.342,42	352.028,20	6.260.785,09	-1.340.529,13
Swaps de pétrole	0,00	0,00	0,00	0,00
Swaps d'inflation	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Autres instruments financiers dérivés</b>	<b>0,00</b>	<b>-23.930.949,47</b>	<b>0,00</b>	<b>-23.930.949,47</b>
Autres	0,00	-23.930.949,47	0,00	-23.930.949,47
<b>Total partie courante</b>	<b>-7.953.342,42</b>	<b>-23.838.494,83</b>	<b>-17.979.643,83</b>	<b>-49.771.481,08</b>

Instruments financiers dérivés liés à la gestion des flux de trésorerie	Ajustements de juste valeur			Produits acquis/Charges à imputer	Total
	Nominal				
<b>Total Actif</b>	<b>57.517.479,39</b>	<b>252.500.680,11</b>		<b>2.380.282,34</b>	<b>312.398.441,84</b>
Partie non courante	40.218.886,57	252.233.267,90		2.789.558,18	295.241.712,65
Partie courante	17.298.592,82	267.412,21		-409.275,84	17.156.729,19
<b>Total Passif</b>	<b>-120.481.075,03</b>	<b>-478.283.300,57</b>		<b>-16.084.976,99</b>	<b>-614.849.352,59</b>
Partie non courante	-112.527.732,61	-478.375.755,21		1.894.666,84	-589.008.820,98
Partie courante	-7.953.342,42	92.454,64		-17.979.643,83	-25.840.531,61
<b>TOTAL</b>	<b>-62.963.595,64</b>	<b>-225.782.620,46</b>		<b>-13.704.694,65</b>	<b>-302.450.910,75</b>

Autres instruments financiers dérivés	Ajustements de juste valeur			Produits acquis	Total
	Nominal				
<b>Total Actif</b>	<b>0,00</b>	<b>4.301.412,00</b>		<b>0,00</b>	<b>4.301.412,00</b>
Partie non courante	0,00	4.301.412,00		0,00	4.301.412,00
Partie courante	0,00	0,00		0,00	0,00
<b>Total Passif</b>	<b>0,00</b>	<b>-23.996.390,51</b>		<b>0,00</b>	<b>-23.996.390,51</b>
Partie non courante	0,00	-65.441,04		0,00	-65.441,04
Partie courante	0,00	-23.930.949,47		0,00	-23.930.949,47
<b>TOTAL</b>	<b>0,00</b>	<b>-19.694.978,51</b>		<b>0,00</b>	<b>-19.694.978,51</b>

Les autres instruments dérivés représentent principalement les engagements pris par la Société dans le cadre de la Convention d'Actionnaires concernant la restructuration de SNCB Logistics SA approuvée par la Commission Européenne.

Suite à la reprise de la dette par l'Etat belge au 1<sup>er</sup> janvier 2005, des contrats swaps ont été conclus avec l'Etat belge. Les produits acquis de ces contrats dérivés sont comptabilisés avec les créances Back-to-Back dans les autres actifs financiers. Au 31 décembre 2013, il s'agit d'un montant de 59.718.348,30 EUR (2012: 52.440.330,16 EUR).

L'exposition de la Société aux risques financiers est présentée dans la note 2.2.

## Note 12 - Autres actifs financiers

### 12.1 Autres actifs financiers : actifs financiers disponibles à la vente

Le tableau ci-dessous présente les mouvements des années 2012 et 2013 pour les actifs disponibles à la vente. Une réconciliation avec la totalité de la rubrique « Autres actifs financiers » est reprise à la note 2.1.

		2013	2012
	<u>Note</u>		
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier</b>		<b>163 885 255,76</b>	<b>143 114 299,57</b>
Acquisitions		0,00	22 478 188,08
Cessions		-296 079,68	0,00
Produits d'intérêts	27.1	293 807,45	419 055,00
Intérêts reçus		-310 509,91	-419 399,64
Pertes de valeur		-7 146 426,65	-1 707 979,11
Ajustement à la juste valeur par les autres éléments du résultat global		-5 387,88	-1 571 204,01
Transfert d'une autre rubrique		1 787 700,00	0,00
Transfert des autres éléments du résultat global vers le résultat net		-86,73	1 572 295,87
Transfert vers actifs détenus en vue de la vente		-156 080 396,27	0,00
<b>Au 31 décembre</b>		<b>2 127 876,09</b>	<b>163 885 255,76</b>
Partie non courante		109 285,35	163 568 229,52
Partie courante		2 018 590,74	317 026,24

Le transfert vers actifs non courants détenus en vue de la vente concerne la scission partielle vers Infrabel (voir note 15) et concerne la participation dans Infrabel.

L'exposition de la Société aux risques financiers est présentée dans la note 2.2.

**Note 13 - Stocks**

	<b>31/12/2013</b>	<b>31/12/2012</b>
Marchandises et fournitures	899.429,92	7.279.115,13
Matières premières	0,00	0,00
En-cours de production	0,00	0,00
Produits finis	0,00	0,00
<b>Valeur nette comptable</b>	<b>899.429,92</b>	<b>7.279.115,13</b>
Dont		
Valeur nette comptable recouvrable dans les 12 mois	0,00	0,00
Valeur nette comptable recouvrable à plus de 12 mois	899.429,92	7.279.115,13

En 2013 (2012), une réduction de valeur sur stocks de 259.698,10 EUR (1.797.629,00 EUR) a été comptabilisée dans le résultat net.

## Note 14 - Trésorerie et équivalents de trésorerie

	31/12/2013	31/12/2012
<b>Note</b>		
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>		
Comptes à terme et billets de trésorerie	1.303.937.798,74	1.162.544.952,20
Comptes bancaires	62.436.061,66	37.205.289,52
Liquidités	220.577,65	270.982,54
<b>Total</b>	<b>1.366.594.438,05</b>	<b>1.200.021.224,26</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie du tableau des flux de trésorerie</b>		
Découverts bancaires utilisés pour les besoins de la gestion de la trésorerie	19,1	-11,45
	-78,03	
	<b>1.366.594.360,02</b>	<b>1.200.021.212,81</b>

Un montant de 723.020.508,60 EUR (684.592.758,67 EUR) concerne des sociétés du Groupe SNCB au 31 décembre 2013 (2012).

L'exposition de la Société aux risques financiers est présentée dans la note 2.2.

Le solde de trésorerie et équivalents de trésorerie qui n'est pas disponible pour la Société est de 542.028.312,73 EUR (482.931.743,87 EUR) au 31 décembre 2013 (2012).

## Note 15 - Actifs non courants classés comme détenus en vue de la vente

### 15.1 Actifs (non courants) détenus en vue de la vente et dettes directement associées

	Scission partielle vers Infrabel	Apport à HR Rail	Autres	Total
Immobilisations incorporelles	32.881.178,49	61.410.654,60	0,00	94.291.833,09
Immobilisations corporelles	45.497.000,22	1.244.101,73	9.041.480,47	55.782.582,42
Participations dans des filiales	3.410.967.688,41	247.893,53	0,00	3.411.215.581,94
Créances commerciales et autres débiteurs	17.487.464,45	0,00	0,00	17.487.464,45
Instruments financiers dérivés	288.463,86	0,00	0,00	288.463,86
Autres actifs financiers	652.650.961,59	3.755.586,90	0,00	656.406.548,49
<b>Actifs non courants</b>	<b>4.159.772.757,02</b>	<b>66.658.236,76</b>	<b>9.041.480,47</b>	<b>4.235.472.474,25</b>
Stocks	7.508.525,99	0,00	0,00	7.508.525,99
Créances commerciales et autres débiteurs	100.587.858,82	144.796.883,08	0,00	245.384.741,90
Autres actifs financiers	1.979.805,84	0,00	0,00	1.979.805,84
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1.255.520,46	44,03	0,00	1.255.564,49
<b>Actifs courants</b>	<b>111.331.711,11</b>	<b>144.796.927,11</b>	<b>0,00</b>	<b>256.128.638,22</b>
<b>Total des actifs</b>	<b>4.271.104.468,13</b>	<b>211.455.163,87</b>	<b>9.041.480,47</b>	<b>4.491.601.112,47</b>

	Scission partielle vers Infrabel	Apport à HR Rail	Autres	Total
Dettes pour avantages au personnel	145.629.380,89	26.236.415,04	0,00	171.865.795,93
Provisions	122.232,66	1.002.367,56	0,00	1.124.600,22
Dettes financières	2.014.107.858,83	0,00	0,00	2.014.107.858,83
Instruments financiers dérivés	76.111.251,10	0,00	0,00	76.111.251,10
Subsides	143.148.665,72	55.774.543,58	0,00	198.923.209,30
Autres dettes	6.622.094,11	0,00	0,00	6.622.094,11
<b>Passifs non courants</b>	<b>2.385.741.483,31</b>	<b>83.013.326,18</b>	<b>0,00</b>	<b>2.468.754.809,49</b>
Dettes pour avantages au personnel	21.280.119,57	4.670.317,84	0,00	25.950.437,41
Provisions	7.408.541,12	984.554,81	0,00	8.393.095,93
Dettes financières	266.119.695,65	0,00	0,00	266.119.695,65
Instruments financiers dérivés	10.521.372,74	0,00	0,00	10.521.372,74
Dettes commerciales	68.827.760,78	0,00	0,00	68.827.760,78
Dettes sociales	1.973.025,53	167.216.233,68	0,00	169.189.259,21
Subsides	14.341.420,46	6.880.212,75	0,00	21.221.633,21
Autres dettes	0,00	932.834,53	0,00	932.834,53
<b>Passifs courants</b>	<b>390.471.935,85</b>	<b>180.684.153,61</b>	<b>0,00</b>	<b>571.156.089,46</b>
<b>Total des passifs</b>	<b>2.776.213.419,16</b>	<b>263.697.479,79</b>	<b>0,00</b>	<b>3.039.910.898,95</b>

Les actifs non courants détenus en vue de la vente et les dettes directement liées incluent le groupe d'actifs qui fera l'objet d'une scission partielle vers Infrabel au 1<sup>er</sup> janvier 2014, ainsi que le groupe d'actifs qui sera apporté à HR Rail à cette même date. Nous nous référons à la note 35 pour plus d'information.

Ces groupes d'actifs sont évalués au plus bas de leur valeur comptable et leur juste valeur. Aucune perte de valeur n'a été comptabilisée concernant ces groupes d'actifs après leur classement en tant qu'actifs non courants détenus en vue de la vente au 31 décembre 2013.

Parmi les actifs qui feront l'objet d'une scission partielle vers Infrabel figure la participation que la Société détient dans Infrabel pour un montant de 3.394.051.618,09 EUR au 31 décembre 2013. La scission partielle inclut également le transfert d'une partie de la dette de la Société vers Infrabel, ainsi que les instruments financiers dérivés et les autres actifs financiers y liés. Comme discuté dans la note 17, suite à la réforme du Groupe SNCB au 1<sup>er</sup> janvier 2014, les dettes pour avantages au personnel seront, à partir de cette date, décentralisées dans chaque société.

Les actifs non courants détenus en vue de la vente au 31 décembre 2013 (2012) incluent des pertes de valeur cumulées de 11.451.597,98 EUR (3.203.105,98 EUR) depuis leur classement en tant qu'actifs non courants détenus en vue de la vente.

## 15.2 Profits et pertes relatifs aux actifs non courants détenus en vue de la vente

	2013	2012
Dotations aux pertes de valeur	2.151.852,59	344.224,16
Reprises de pertes de valeur	0,00	0,00
Moins-values sur cessions	492.920,86	1.348.275,55
Plus-values sur cessions	-11.487.556,81	-23.660.173,98

Les profits et pertes de la période ont été enregistrées dans l'état du résultat global aux rubriques « Autres produits d'exploitation » et « Autres charges d'exploitation ».

## Note 16 - Capital

L'évolution du capital se présente comme suit :

	Action de 3,09866906	Action de 2,47893525	Action de jouissance	Total
<b>Au 31 décembre 2012</b>				
<b>CAPITAL</b>				
Nombre d'actions	719.856.742	333.754.509	20.000.000	1.073.611.251
Montant souscrit	574.197.956,06	167.580.973,33	0,00	741.778.929,39
Montant non appelé	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>574.197.956,06</b>	<b>167.580.973,33</b>	<b>0,00</b>	<b>741.778.929,39</b>
<b>Au 31 décembre 2013</b>				
<b>CAPITAL</b>				
Nombre d'actions	719.856.742	333.754.509	20.000.000	1.073.611.251
Montant souscrit	574.197.956,06	167.580.973,33	0,00	741.778.929,39
Montant non appelé	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>574.197.956,06</b>	<b>167.580.973,33</b>	<b>0,00</b>	<b>741.778.929,39</b>

Chaque action émise par la Société donne droit à un vote à l'assemblée générale, sauf les actions de jouissance pour lesquelles un droit de vote est représenté par 10 actions.

L'Etat possède directement et indirectement 99,22% des droits de vote.

Les actions de jouissance, soient 20.000.000 actions, sont détenues pour 83,12% (16.624.993 actions) par la Société Fédérale de Participations et d'Investissement (S.F.P.I.).



## Note 17 - Dettes pour avantages au personnel

Dans les tableaux ci-dessous, les chiffres relatifs à l'année 2012 sont ceux déterminés en tenant compte de la norme IAS 19 Révisée, appliquée avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2012. Ils tiennent également compte du transfert vers les actifs non courants détenus en vue de la vente (cf. note 15).

### 17.1 Récapitulatif des dettes pour avantages au personnel

La dette pour les avantages au personnel reconnue à l'état de la situation financière s'analyse comme suit :

	31/12/2013	31/12/2012
<b>Dettes inscrites à l'état de la situation financière au titre :</b>		
Avantages postérieurs à l'emploi	240.511.028,04	423.410.564,68
Autres avantages à long terme	84.774.898,90	112.140.340,75
Indemnités de cessation d'emploi	34.010.511,42	67.687.325,74
<b>Total des dettes inscrites à l'état de la situation financière:</b>	<b>359.296.438,36</b>	<b>603.238.231,17</b>
- dont courant	99.081.844,82	139.198.982,75
- dont non courant	260.214.593,54	464.039.248,42

### 17.2 Description des avantages au personnel

Les régimes à prestations définies répartissent les risques entre des entités qui sont soumises à un contrôle commun, à savoir l'Etat belge. Le cadre légal et réglementaire réglant le statut du personnel au sein du Groupe SNCB prévoit que la Société est l'employeur unique de l'ensemble du personnel occupé au sein du Groupe SNCB. Quant à Infrabel, SNCB et SNCB Logistics, elles disposent du personnel nécessaire à l'accomplissement de leur mission, mis à leur disposition par la Société. Il n'y a ni accord contractuel ni politique constante de facturer aux entités individuelles du groupe le coût net des prestations définies mesuré selon IAS 19. Aussi, le coût net des prestations définies est comptabilisé dans les états financiers individuels de la Société qui est « légalement l'employeur qui finance le régime ». Les autres entités du groupe doivent comptabiliser, dans leurs états financiers individuels, un coût égal à leur cotisation exigible pour la période.

Cependant, suite à la réforme du Groupe SNCB, les dettes relatives à IAS 19 seront décentralisées à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2014 et donc reprises dans les comptes de chaque société. Le montant transféré vers HR Rail et Infrabel est repris dans les tableaux ci-dessous comme transfert vers les actifs non courants détenus en vue de la vente (cf. note 15).

### 17.2.1 Avantages postérieurs à l'emploi

Les différents avantages postérieurs à l'emploi accordés au personnel sont les suivants :

#### 1. Cotisation patronale à la Caisse de Solidarité Sociale

Les agents statutaires pensionnés, ainsi que leurs ayants droit (enfants et conjoint) et les ayants droit des agents décédés, sont couverts par la Caisse de Solidarité Sociale. Cette Caisse est partiellement financée par la Société qui verse une cotisation exprimée en pourcentage des pensions reçues.

#### 2. Couverture hospitalisation

Dans le cadre du protocole d'accord social 2008-2010, il a été convenu que la Société poursuive le financement des primes d'une assurance collective qui couvre les frais liés à une hospitalisation en chambre à deux lits. Cette couverture s'applique aux agents statutaires en activité de service ou pensionnés, ainsi qu'à leurs ayants droit (enfants, conjoint) affiliés au Fonds des Œuvres Sociales. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012, la couverture s'applique également aux agents contractuels en activité. Un nouveau contrat d'assurance hospitalisation a été négocié pour une durée de 2 ans, prenant cours le 1<sup>er</sup> janvier 2012, et renouvelable à partir de 2014.

#### 3. Prestations en cas d'accident du travail

Etant donné que le personnel statutaire ne bénéficie pas du système légal de couverture en cas d'accident du travail, un système propre à la Société a été instauré. Ainsi, les membres du personnel et leurs ayants droit bénéficient d'indemnités en cas d'accident du travail, en ce compris les accidents survenant sur le lieu de travail ou sur le chemin du travail, et les maladies professionnelles. Les indemnités comprennent des remboursements de soins médicaux, des rentes viagères dont le montant dépend du niveau d'incapacité de travail, et de rentes et indemnités aux ayants droit en cas de décès suite à un accident de travail. Certaines rentes sont indexées.

#### 4. Cotisation patronale au fonds syndical

Dans le cadre de l'accord syndical 2003-2008 conclu avec les organisations reconnues, la Société verse auxdites organisations un montant annuel de 10 EUR par affilié pensionné de la Société.

#### 5. Plans de pension

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007, l'Etat a repris les obligations assumées auparavant par la Société en matière de pensions du personnel statutaire. L'obligation de la Société se limite désormais au versement de la cotisation patronale à l'Etat. En ce qui concerne le personnel contractuel, un plan de pension du type « cotisations définies » est applicable pour un nombre très limité de personnes.

A l'exception de la couverture hospitalisation qui est assurée auprès d'une compagnie d'assurance, les avantages postérieurs à l'emploi ne sont pas préfinancés dans un véhicule de financement externe et n'ont donc aucun actif de couverture, ni de droits à remboursement.

### 17.2.2 Avantages à long terme

Les différents avantages à long terme accordés au personnel sont les suivants :

1. *Primes d'ancienneté*

Des décorations civiques sont versées au personnel après un certain nombre d'années de service.

2. *Jours de congé liés à l'âge*

Des jours de congé additionnels sont octroyés au personnel statutaire à 45 et 50 ans. Une dette correspondante est déterminée uniquement pour la population pour laquelle des prestations doivent être assurées.

3. *Congé de disponibilité*

Sous certaines conditions, des congés de disponibilité peuvent être accordés pour une période allant de un à trois ans. Une indemnité sera versée aux agents concernés.

4. *Jours de crédit*

Les jours de crédit octroyés au personnel peuvent être reportés au-delà des 12 mois qui suivent la clôture de l'exercice. Conformément à la norme IAS 19 Révisée, ils sont dorénavant considérés comme autres avantages à long terme.

Il n'y a pas d'actifs de couverture pour ces avantages, ni de droits à remboursement.

### 17.2.3 Indemnités de cessation d'emploi

Les différentes indemnités de cessation d'emploi accordées au personnel sont les suivantes :

1. *Interruption de carrière à temps partiel*

Les membres du personnel statutaire peuvent bénéficier de « préretraites » à temps partiel instaurées par différents systèmes. Ces systèmes s'appliquent à certaines catégories de personnel et prévoient, pour les personnes qui ont atteint un âge minimum, des allocations complémentaires compensant partiellement la perte de temps de travail.

Faisant suite à l'application de la norme IAS 19 Révisée, seules les indemnités octroyées aux personnes entrées dans les systèmes d'interruption de carrière jusqu'en 2006 (date de modification des systèmes) sont considérées comme indemnités de cessation d'emploi.

2. *Système de temps partiel*

Des systèmes de compensation en cas de temps partiel existent pour certaines catégories de personnel ne pouvant bénéficier du congé de préretraite. Il s'agit de régimes volontaires de travail à temps partiel, prévoyant une allocation complémentaire compensant partiellement la perte de temps de travail.

Faisant suite à l'application de la norme IAS 19 Révisée, seules les indemnités octroyées aux personnes entrées dans les systèmes de temps partiel jusqu'en 2006 (date de modification des systèmes) sont considérées comme indemnités de cessation d'emploi.

Il n'y a pas d'actifs de couverture pour ces avantages, ni de droits à remboursement.

## 17.3 Dettes pour avantages au personnel

Les montants reconnus à l'état de la situation financière pour l'ensemble des avantages accordés au personnel sont les suivants :

	31/12/2013			Total	31/12/2012			Total
	Postérieurs à l'emploi	A long terme	Indemnités de cessation d'emploi		Postérieurs à l'emploi	A long terme	Indemnités de cessation d'emploi	
<b>Passif / (actif) net à l'état de la situation financière</b>								
Valeur actuelle de l'obligation à la clôture	240.511.028,04	84.774.898,90	34.010.511,42	359.296.438,36	423.410.564,68	112.140.340,75	67.687.325,74	603.238.231,17
Juste valeur des actifs du régime à la clôture	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>240.511.028,04</b>	<b>84.774.898,90</b>	<b>34.010.511,42</b>	<b>359.296.438,36</b>	<b>423.410.564,68</b>	<b>112.140.340,75</b>	<b>67.687.325,74</b>	<b>603.238.231,17</b>
<i>Dont : Passifs nets comptabilisés</i>	240.511.028,04	84.774.898,90	34.010.511,42	359.296.438,36	423.410.564,68	112.140.340,75	67.687.325,74	603.238.231,17
<i>Dont : Actifs nets comptabilisés</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<i>Dont : Régimes non financés</i>	240.511.028,04	84.774.898,90	34.010.511,42	359.296.438,36	423.410.564,68	112.140.340,75	67.687.325,74	603.238.231,17
<i>Dont : Régimes intégralement ou partiellement financés</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Les montants relatifs aux plans du type « prestations définies », reconnus à l'état du résultat global se décomposent comme suit :

	31/12/2013			Total	31/12/2012			Total
	Postérieurs à l'emploi	A long terme	Indemnités de cessation d'emploi		Postérieurs à l'emploi	A long terme	Indemnités de cessation d'emploi	
<b>Charge enregistrée en résultat</b>								
Coût des services rendus	12.112.229,91	68.849.675,75	862.536,24	81.824.441,90	15.378.977,84	73.365.932,62	1.060.752,03	89.805.662,49
Intérêt financier net (*)	11.555.451,18	15.984,20	1.033.731,50	12.605.166,88	12.813.805,37	24.740,60	1.957.087,92	14.795.633,89
Écarts actuariels (avantages à long terme et indemnités de cessation d'emploi)	-	-45.969,37	-3.292.556,44	-3.338.525,81	-	39.570,23	1.181.346,74	1.220.916,97
Coût des services passés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Effet des réductions ou liquidations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Effet du plafonnement de l'actif	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Charge totale enregistrée en résultat</b>	<b>23.667.681,09</b>	<b>68.819.690,58</b>	<b>-1.396.288,70</b>	<b>91.091.082,97</b>	<b>28.192.783,21</b>	<b>73.430.243,45</b>	<b>4.199.186,69</b>	<b>105.822.213,35</b>
<i>Dont :</i>								
<i>Comptabilisé en frais de personnel</i>	26 <b>12.112.229,91</b>	<b>68.803.706,38</b>	<b>-2.430.020,20</b>	<b>78.485.916,09</b>	<b>15.378.977,84</b>	<b>73.405.502,85</b>	<b>2.242.098,77</b>	<b>91.026.579,46</b>
<i>Comptabilisé en charges financières</i>	27 <b>11.555.451,18</b>	<b>15.984,20</b>	<b>1.033.731,50</b>	<b>12.605.166,88</b>	<b>12.813.805,37</b>	<b>24.740,60</b>	<b>1.957.087,92</b>	<b>14.795.633,89</b>
<b>Comptabilisé dans les autres éléments du résultat global</b>	<b>-27.994.622,83</b>	-	-	<b>-27.994.622,83</b>	<b>46.465.165,23</b>	-	-	<b>46.465.165,23</b>

(\*) Dont : rendement attendu des actifs du régime = 0

Conformément à la norme IAS 19 Révisée, les écarts actuariels relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi sont reconnus dans les autres éléments du résultat global. Les écarts actuariels des autres avantages à long terme et des indemnités de cessation d'emploi sont comptabilisés dans le résultat net.

Le total des primes versées par la Société en 2013 dans le cadre des plans du type « cotisations définies » s'élève à 771.485,66 EUR (2012: 658.507,43 EUR).

Les mouvements de la valeur actuelle de l'obligation et de la juste valeur des actifs pendant la période peuvent être résumés comme suit :

**Mouvement de la valeur actuelle de l'obligation :**

	31/12/2013			Total	31/12/2012			Total
	Postérieurs à l'emploi	A long terme	Indemnités de cessation d'emploi		Postérieurs à l'emploi	A long terme	Indemnités de cessation d'emploi	
<b>Valeur actuelle de l'obligation</b>								
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier</b>	423.410.564,68	112.140.340,75	67.687.325,74	<b>603.238.231,17</b>	<b>366.411.982,10</b>	<b>103.484.067,55</b>	<b>75.092.579,39</b>	<b>544.988.629,04</b>
Coût des services rendus	12.112.229,91	68.849.675,75	862.536,24	<b>81.824.441,90</b>	15.378.977,84	73.365.932,62	1.060.752,03	<b>89.805.662,49</b>
Cotisations des participants	0,00	0,00	0,00	<b>0,00</b>	0,00	0,00	0,00	<b>0,00</b>
Coût des services passés (modification de régime et réduction de régime)	0,00	0,00	0,00	<b>0,00</b>	0,00	0,00	0,00	<b>0,00</b>
Effet des liquidations	0,00	0,00	0,00	<b>0,00</b>	0,00	0,00	0,00	<b>0,00</b>
Coût financier	11.555.451,18	15.984,20	1.033.731,50	<b>12.605.166,88</b>	12.813.805,37	24.740,60	1.957.087,92	<b>14.795.633,89</b>
Ecart actuariels de la période	-27.994.622,83	-45.969,37	-3.292.556,44	<b>-31.333.148,64</b>	46.465.165,23	39.570,23	1.181.346,74	<b>47.686.082,20</b>
Prestations versées	-18.535.746,02	-80.857.926,63	-9.828.346,96	<b>-109.222.019,61</b>	-17.659.365,86	-64.773.970,25	-11.604.440,34	<b>-94.037.776,45</b>
Transferts verts actifs non courants détenus en vue de la vente (note 15)	-160.036.848,88	-15.327.205,80	-22.452.178,66	<b>-197.816.233,34</b>	0,00	0,00	0,00	<b>0,00</b>
<b>Valeur actuelle de l'obligation au 31 décembre</b>	<b>240.511.028,04</b>	<b>84.774.898,90</b>	<b>34.010.511,42</b>	<b>359.296.438,36</b>	<b>423.410.564,68</b>	<b>112.140.340,75</b>	<b>67.687.325,74</b>	<b>603.238.231,17</b>

La répartition de la valeur actuelle de l'obligation, séparément pour la population active et la population inactive (pensionnés et ayants droit), est la suivante :

	31/12/2013			Total	31/12/2012			Total
	Postérieurs à l'emploi	A long terme	Indemnités de cessation d'emploi		Postérieurs à l'emploi	A long terme	Indemnités de cessation d'emploi	
<b>Valeur actuelle de l'obligation au 31 décembre</b>								
Obligation relative au personnel actif	87.398.542,65	84.774.898,90	33.767.362,30	<b>205.940.803,85</b>	160.939.556,92	112.140.340,75	66.805.345,29	<b>339.885.242,96</b>
Obligation relative au personnel retraité ou aux inactifs (ayants-droit, ...)	153.112.485,39	0,00	243.149,12	<b>153.355.634,51</b>	262.471.007,76	0,00	881.980,45	<b>263.352.988,21</b>
<b>Total de l'obligation au 31 décembre</b>	<b>240.511.028,04</b>	<b>84.774.898,90</b>	<b>34.010.511,42</b>	<b>359.296.438,36</b>	<b>423.410.564,68</b>	<b>112.140.340,75</b>	<b>67.687.325,74</b>	<b>603.238.231,17</b>

**Mouvement de la juste valeur des actifs du régime :**

	31/12/2013			Total	31/12/2012			Total
	Postérieurs à l'emploi	A long terme	Indemnités de cessation d'emploi		Postérieurs à l'emploi	A long terme	Indemnités de cessation d'emploi	
<b>Juste valeur des actifs du régime</b>								
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier</b>	0,00	0,00	0,00	<b>0,00</b>	0,00	0,00	0,00	<b>0,00</b>
Rendement implicite des actifs du régime	0,00	0,00	0,00	<b>0,00</b>	0,00	0,00	0,00	<b>0,00</b>
Cotisations effectuées/ prestations versées par l'employeur	18.535.746,02	80.857.926,63	9.828.346,96	109.222.019,61	17.659.365,86	64.773.970,25	11.604.440,34	94.037.776,45
Cotisations effectuées par les participants	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Prestations versées	-18.535.746,02	-80.857.926,63	-9.828.346,96	-109.222.019,61	-17.659.365,86	-64.773.970,25	-11.604.440,34	-94.037.776,45
Ecart actuariels de la période	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Effet des liquidations et réductions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Au 31 décembre</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

La réconciliation à l'état de la situation financière se présente comme suit :

	31-12-2013			Total	31-12-2012			Total
	Postérieurs à l'emploi	A long terme	Indemnités de cessation d'emploi		Postérieurs à l'emploi	A long terme	Indemnités de cessation d'emploi	
<b>Situation du régime</b>								
Valeur actuelle de l'obligation au 1er janvier	423 410 564,68	112 140 340,75	67 687 325,74	603 238 231,17	366 411 982,10	103 484 067,55	75 092 579,39	544 988 629,04
Juste valeur des actifs du régime au 1er janvier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>423 410 564,68</b>	<b>112 140 340,75</b>	<b>67 687 325,74</b>	<b>603 238 231,17</b>	<b>366 411 982,10</b>	<b>103 484 067,55</b>	<b>75 092 579,39</b>	<b>544 988 629,04</b>
Montant non comptabilisé dû au plafonnement de l'actif	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Passif / (actif) net à l'état de la situation financière</b>								
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>423 410 564,68</b>	<b>112 140 340,75</b>	<b>67 687 325,74</b>	<b>603 238 231,17</b>	<b>366 411 982,10</b>	<b>103 484 067,55</b>	<b>75 092 579,39</b>	<b>544 988 629,04</b>
Charge totale comptabilisée dans les états financiers	23 667 681,09	68 819 690,58	-1 396 288,70	91 091 082,97	28 192 783,21	73 430 243,45	4 199 186,69	105 822 213,35
Ecart actuariels reconnus dans les autres éléments du résultat global	-27 994 622,83	-	-	-27 994 622,83	46 465 165,23	-	-	46 465 165,23
Cotisations effectuées ou prestations versées directement par l'employeur	-18 535 746,02	-80 857 926,63	-9 828 346,96	-109 222 019,61	-17 659 365,86	-64 773 970,25	-11 604 440,34	-94 037 776,45
Transferts verts actifs non courants détenus en vue de la vente (note 15)	-160 036 848,88	-15 327 205,80	-22 452 178,66	-197 816 233,34	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Au 31 décembre</b>	<b>240 511 028,04</b>	<b>84 774 898,90</b>	<b>34 010 511,42</b>	<b>359 296 438,36</b>	<b>423 410 564,68</b>	<b>112 140 340,75</b>	<b>67 687 325,74</b>	<b>603 238 231,17</b>
<b>Montant cumulé des gains et pertes comptabilisés dans les autres éléments du résultat global</b>	<b>-8 765 259,52</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-8 765 259,52</b>	<b>19 229 363,31</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>19 229 363,31</b>

Pour l'année 2014, la Société estime que les cotisations et les prestations versées directement seront de 6,8 millions EUR pour les avantages postérieurs à l'emploi, de 15,6 millions EUR (en ce compris les jours de crédit) pour les avantages à long terme et de 3,6 millions EUR pour les indemnités de cessation d'emploi.

## 17.4 Décomposition des écarts actuariels

Les écarts actuariels se décomposent comme suit :

	31/12/2013			Total	31/12/2012			Total
	Postérieurs à l'emploi	A long terme	Indemnités de cessation d'emploi		Postérieurs à l'emploi	A long terme	Indemnités de cessation d'emploi	
<b>Ecarts actuariels de la période</b>								
Ecarts dus aux changements d'hypothèses financières	-23.657.269,56	-14.057,75	-977.955,68	<b>-24.649.282,99</b>	44.694.900,63	62.001,13	4.868.209,01	<b>49.625.110,77</b>
Ecarts dus aux changements d'hypothèses démographiques	-1.279.166,00	-41.498,47	0,00	<b>-1.320.664,47</b>	-1.046.272,19	115.142,53	0,00	<b>-931.129,66</b>
Ecarts d'expérience	-3.058.187,27	9.586,85	-2.314.600,76	<b>-5.363.201,18</b>	2.816.536,79	-137.573,43	-3.686.862,27	<b>-1.007.898,91</b>
<b>Total des écarts actuariels</b>	<b>-27.994.622,83</b>	<b>-45.969,37</b>	<b>-3.292.556,44</b>	<b>-31.333.148,64</b>	<b>46.465.165,23</b>	<b>39.570,23</b>	<b>1.181.346,74</b>	<b>47.686.082,20</b>

## 17.5 Hypothèses actuarielles et analyse de sensibilité

### Hypothèses actuarielles

Les dettes pour avantages au personnel sont calculées de façon actuarielle, sur base de la méthode des unités de crédit projetées. Les principaux paramètres (hypothèses financières et démographiques) utilisés pour le calcul de la dette sont résumés ci-dessous :

	31/12/2013	31/12/2012
Taux d'actualisation		
Pour les avantages postérieurs à l'emploi	2,79% - 3,29%	2,50% - 2,99%
Pour les autres avantages à long terme	0% - 2,23%	0% - 1,96%
Pour les indemnités de cessation d'emploi	0,67% - 2,23%	0,52% - 1,96%
Taux de rendement attendu des actifs du régime	0,00%	0,00%
Taux d'inflation	2,00%	2,00%
Taux d'évolution des coûts médicaux	2,00%	2,00%
Tables de mortalité	MR/FR	MR/FR

Au 31 décembre, le taux d'actualisation appliqué pour actualiser les engagements est déterminé par référence au taux de marché à la date de clôture des obligations d'entreprises de première catégorie et de maturité comparable à celle des engagements (source : Bloomberg).

L'hypothèse d'augmentation des frais médicaux (inflation comprise) a été déterminée sur base du contrat en vigueur. Toutes les hypothèses reflètent la meilleure estimation de la Société.

### Durations moyennes pondérées

	31/12/2013	31/12/2012
Pour les avantages postérieurs à l'emploi	14,94	14,93
Pour les autres avantages à long terme (*)	7,18	6,69
Pour les indemnités de cessation d'emploi	6,63	6,46
<b>Duration totale moyenne pondérée</b>	<b>13,90</b>	<b>13,75</b>

(\*) sans tenir compte de l'obligation relative aux jours de crédit

Les hypothèses de mortalité sont basées sur les tables de mortalité officielles belges et sur l'expérience observée au sein du Groupe.

#### **Espérance de vie moyenne à la retraite**

	Personnel actif	Inactifs
Hommes	21,2	15,7
Femmes	24,1	11,0

#### **Analyses de sensibilité**

	Effet sur la valeur actuelle de l'obligation au 31/12/2013	
	Augmentation	Diminution
Taux d'actualisation (variation de 0,5%)		
Avantages postérieurs à l'emploi	-16.762.133,15	18.111.119,89
Autres avantages à long terme	-21.356,49	22.259,62
Indemnités de cessation d'emploi	-1.081.485,66	1.126.585,84
Evolution des coûts médicaux (variation de 1%)	7.409.928,61	-5.971.721,22
Mortalité (variation de l'espérance de vie de 1 an)	14.757.597,88	-



## Note 18 - Provisions

Les mouvements des années 2012 et 2013 se synthétisent comme suit :

	Litiges juridiques	Assainissement du sol	Secteur Fret	Autres provisions	Total
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2012</b>	35.597.414,29	99.606.525,46	0,00	6.235.466,00	141.439.405,75
Comptabilisé à l'état du résultat global					
Dotations de l'exercice	3.818.412,43	2.810.070,37	0,00	6.229,63	6.634.712,43
Utilisations de l'exercice	-2.421.355,84	-4.811.050,66	0,00	-21.076,63	-7.253.483,13
Reprises de l'exercice	-5.967.136,72	-3.084.629,25	0,00	0,00	-9.051.765,97
Changement de taux	421.753,92	1.777.638,97	0,00	0,00	2.199.392,89
Passage du temps	392.209,05	1.778.647,99	0,00	0,00	2.170.857,04
Transfert d'une autre rubrique	0,00	0,00	24.801.392,24	0,00	24.801.392,24
<b>Au 31 décembre 2012</b>	<b>31.841.297,13</b>	<b>98.077.202,88</b>	<b>24.801.392,24</b>	<b>6.220.619,00</b>	<b>160.940.511,25</b>
Dont					
Non courant	14.852.583,18	85.214.595,04	24.801.392,24	0,00	124.868.570,46
Courant	16.988.713,95	12.862.607,84	0,00	6.220.619,00	36.071.940,79

	Litiges juridiques	Assainissement du sol	Secteur Fret	Autres provisions	Total
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2013</b>	31.841.297,13	98.077.202,88	24.801.392,24	6.220.619,00	160.940.511,25
Comptabilisé à l'état du résultat global					
Dotations de l'exercice	20.550.050,10	5.334.752,84	19.660.794,78	0,00	45.545.597,72
Utilisations de l'exercice	-5.493.587,00	-996.027,33	0,00	-1.742.434,00	-8.232.048,33
Reprises de l'exercice	-837.035,23	-1.690.344,55	0,00	0,00	-2.527.379,78
Changement de taux	-116.873,07	-3.638.985,92	0,00	0,00	-3.755.858,99
Passage du temps	108.718,03	862.477,48	0,00	0,00	971.195,51
Transfert d'une autre rubrique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts vers actifs non courants détenus en vue de la vente (note 15)	-9.517.696,15	0,00	0,00	0,00	-9.517.696,15
<b>Au 31 décembre 2013</b>	<b>36.534.873,81</b>	<b>97.949.075,40</b>	<b>44.462.187,02</b>	<b>4.478.185,00</b>	<b>183.424.321,23</b>
Dont					
Non courant	7.355.544,69	79.932.199,77	44.462.187,02	0,00	131.749.931,48
Courant	29.179.329,12	18.016.875,63	0,00	4.478.185,00	51.674.389,75

Par décision du 26 mai 2010, la Commission Européenne a approuvé les mesures d'aide à la restructuration des activités fret de la SNCB. Dans la mise en œuvre du plan de restructuration, la Société s'est engagée le 1<sup>er</sup> février 2010 dans une convention d'actionnaires à financer pour un montant total de 135 millions EUR, soit :

- (i) 30 millions EUR par augmentation de capital de la Société dans la SNCB, augmentation concrétisée en janvier 2011 ;
- (ii) 30 millions EUR pour le financement d'un plan de départ du personnel Cargo. En échange de ce financement, la Société a reçu et recevra de la SNCB pour 2/3 du montant total des actions de la SNCB Logistics, pour 1/6 du montant total des actions de la SNCB et, pour le solde, des obligations convertibles en actions SNCB ;
- (iii) 15 millions EUR afin d'aligner les rémunérations du personnel statutaire détaché à la SNCB Logistics aux conditions de marché ;
- (iv) 60 millions EUR afin d'aligner le coût des prestations « Gare » et « Conduite » aux conditions de marché. En échange, la Société a reçu et recevra pour la moitié des actions SNCB, et pour le solde, des obligations convertibles SNCB.

En 2013, un montant de 18 millions EUR pour le financement d'un plan de départ du personnel Cargo a été transféré vers l'alignement du coût des prestations « Gare» et «Conduite».

Par ailleurs, suite à la mise en vente de SNCB Logistics, une provision complémentaire au-delà de l'aide approuvée par la Commission Européenne a été actée en 2013.

## Note 19 - Dettes financières

### 19.1 Dettes financières

La présente note fournit des informations sur les termes contractuels des emprunts portant intérêt conclus par la Société. Pour plus d'informations sur l'exposition de la Société au risque de taux d'intérêt, au risque de change et de liquidité, nous renvoyons le lecteur à la note 2. Les termes et échéanciers de remboursement de dettes sont documentés à la note 2.2.4.

Dettes financières		31/12/2013				
		IFRS 7			Autres	
		Nominal	Endettement net Ajustements de juste valeur	Charges à imputer	Autres	
<b>Dettes financières - non courantes</b>						
	<u>Notes</u>					
Emprunts bancaires		1.666.456.331,04	0,00	2.201.801,01	0,00	1.668.658.132,05
Emprunts obligataires		430.819.661,51	0,00	3.559.976,30	0,00	434.379.637,81
Dettes de location-financement	19.2	0,00	0,00	0,00	6.068.200,55	6.068.200,55
Autres dettes financières		408.897.023,19	30.073.717,17	6.992.329,35	0,00	445.963.069,71
<b>Total</b>		<b>2.506.173.015,74</b>	<b>30.073.717,17</b>	<b>12.754.106,66</b>	<b>6.068.200,55</b>	<b>2.555.069.040,12</b>
<b>Dettes financières - courantes</b>						
Découverts bancaires	14	78,03	0,00	0,00	0,00	78,03
Emprunts bancaires		127.785.305,40	0,00	8.200.810,36	0,00	135.986.115,76
Emprunts obligataires		0,00	0,00	7.082.429,30	0,00	7.082.429,30
Dettes de location-financement	19.2	0,00	0,00	0,00	484.506,21	484.506,21
Billets de trésorerie		498.405.648,72	0,00	0,00	0,00	498.405.648,72
Autres dettes financières		395.552.527,14	480.874,36	9.439.772,60	0,00	405.473.174,10
<b>Total</b>		<b>1.021.743.559,29</b>	<b>480.874,36</b>	<b>24.723.012,26</b>	<b>484.506,21</b>	<b>1.047.431.952,12</b>
<b>Total dettes financières</b>		<b>3.527.916.575,03</b>	<b>30.554.591,53</b>	<b>37.477.118,92</b>	<b>6.552.706,76</b>	<b>3.602.500.992,24</b>
Dettes financières		31/12/2012				
		IFRS 7			Autres	
		Nominal	Endettement net Ajustements de juste valeur	Charges à imputer	Autres	
<b>Dettes financières - non courantes</b>						
	<u>Notes</u>					
Emprunts bancaires		2.144.210.999,15	0,00	2.196.032,18	0,00	2.146.407.031,33
Emprunts obligataires		1.643.781.184,68	0,00	3.628.895,21	0,00	1.647.410.079,89
Dettes de location-financement	19.2	3.228.355,77	0,00	0,00	6.552.706,76	9.781.062,53
Autres dettes financières		814.142.655,72	168.480.419,07	26.158.828,10	0,00	1.008.781.902,89
<b>Total</b>		<b>4.605.363.195,32</b>	<b>168.480.419,07</b>	<b>31.983.755,49</b>	<b>6.552.706,76</b>	<b>4.812.380.076,64</b>
<b>Dettes financières - courantes</b>						
Découverts bancaires	14	11,45	0,00	0,00	0,00	11,45
Emprunts bancaires		264.736.403,71	0,00	13.700.987,30	0,00	278.437.391,01
Emprunts obligataires		0,00	0,00	30.461.477,16	0,00	30.461.477,16
Dettes de location-financement	19.2	534.523,74	0,00	0,00	451.580,20	986.103,94
Billets de trésorerie		71.905.132,81	0,00	0,00	0,00	71.905.132,81
Autres dettes financières		442.056.241,26	393.419,53	11.083.701,07	48.340.386,48	501.873.748,34
<b>Total</b>		<b>779.232.312,97</b>	<b>393.419,53</b>	<b>55.246.165,53</b>	<b>48.791.966,68</b>	<b>883.663.864,71</b>
<b>Total dettes financières</b>		<b>5.384.595.508,29</b>	<b>168.873.838,60</b>	<b>87.229.921,02</b>	<b>55.344.673,44</b>	<b>5.696.043.941,35</b>

Suite à l'application d'IFRS 5, 2.280.227.554,48 EUR ont été transférées des dettes financières vers les dettes liées à des actifs non-courants destinés à la vente. Outre ce reclassement, les dettes financières ont augmentées de 186,7 millions EUR, principalement suite à l'émission de billets de trésorerie.

A des fins de refinancement, la Société a émis, durant le premier semestre de 2013, un nouvel emprunt obligataire de 100,0 millions EUR à taux fixe pour une durée de 20 ans. Un emprunt à taux fixe vis-à-vis d'un établissement de crédit a également été prolongé à taux variable pour une durée de 2 ans.

La juste valeur des dettes financières est reprise dans la note 30.

### Caractéristiques des dettes financières

Caractéristiques des dettes financières	Devise	Coupon	31/12/2013		Valeur comptable (EUR)
			Echéance finale	Nominal (Devise)	
Découverts bancaires	EUR	N/A	< 1an	78,03	78,03
	Total EUR			78,03	78,03
<b>Total découverts bancaires</b>					<b>78,03</b>
Emprunts bancaires	EUR	Variable	1 - 2 ans	229.400.000,00	229.517.598,37
			2 - 5 ans	393.669.000,00	393.960.015,20
			> 5 ans	384.993.512,17	385.222.065,76
		2% - 4%	< 1an	126.000.000,00	129.472.024,50
			1 - 2 ans	165.000.000,00	166.095.755,55
			2 - 5 ans	50.000.000,00	51.055.000,00
			> 5 ans	415.000.000,00	400.607.206,84
	Total EUR			1.764.062.512,17	1.755.929.666,22
	USD	4% - 6%	> 5 ans	29.248.729,53	22.458.468,25
		6% - 8%	> 5 ans	35.097.630,09	26.256.113,34
	Total USD			64.346.359,62	48.714.581,59
<b>Total emprunts bancaires</b>					<b>1.804.644.247,81</b>
Emprunts obligataires	EUR	Variable	> 5 ans	109.000.000,00	109.107.761,12
		Zéro Coupon	> 5 ans	213.000.000,00	87.473.762,26
		2% - 4%	> 5 ans	125.000.000,00	127.889.085,68
		4% - 6%	> 5 ans	115.000.000,00	116.991.458,05
	Total EUR			562.000.000,00	441.462.067,11
<b>Total emprunts obligataires</b>					<b>441.462.067,11</b>
Dettes de location-financement	EUR	4% - 6%	> 5 ans	0,00	0,00
		6% - 8%	> 5 ans	6.552.706,76	6.552.706,76
	Total EUR			6.552.706,76	6.552.706,76
<b>Total dettes de location-financement</b>					<b>6.552.706,76</b>
Billets de trésorerie	EUR	Variable	< 1an	498.515.985,00	498.405.648,72
	Total EUR			498.515.985,00	498.405.648,72
<b>Total billets de trésorerie</b>					<b>498.405.648,72</b>
Autres dettes financières	EUR	Variable	< 1an	294.942.374,50	294.966.400,37
		4% - 6%	2 - 5 ans	46.205.698,65	46.294.102,09
			> 5 ans	153.389.120,34	153.544.420,48
		6% - 8%	2 - 5 ans	5.892.810,35	6.229.405,43
	Total EUR			500.430.003,84	501.034.328,37
	USD	4% - 6%	> 5 ans	58.169.531,30	53.177.530,59
		6% - 8%	< 1an	119.423.425,86	93.034.548,31
			1 - 2 ans	26.059.412,36	21.104.276,21
			2 - 5 ans	107.715.267,70	86.987.732,87
			> 5 ans	91.879.535,73	81.501.550,05
		8% - 10%	2 - 5 ans	15.782.967,98	14.596.277,41
	Total USD			419.030.140,93	350.401.915,44
<b>Total autres dettes financières</b>					<b>851.436.243,81</b>
<b>Total dettes financières</b>					<b>3.602.500.992,24</b>

Caractéristiques des dettes financières		31/12/2012			
		Devise	Coupon	Echéance finale	Nominal (Devise)
Découverts bancaires	EUR	N/A	< 1an	11,45	11,45
	Total EUR			11,45	11,45
<b>Total découverts bancaires</b>					<b>11,45</b>
Emprunts bancaires	EUR	Variable	< 1an	99.150.000,00	99.398.536,00
			1 - 2 ans	25.000.000,00	25.100.545,25
			2 - 5 ans	618.719.000,00	619.579.205,49
			> 5 ans	632.619.915,88	633.203.403,55
		2% - 4%	< 1an	150.000.000,00	152.551.541,67
			1 - 2 ans	126.000.000,00	129.472.024,50
			2 - 5 ans	215.000.000,00	217.150.755,55
			> 5 ans	514.350.000,00	500.347.707,30
	Total EUR			2.380.838.915,88	2.376.803.719,31
	USD	6% - 8%	> 5 ans	60.691.875,50	48.040.703,03
	Total USD			60.691.875,50	48.040.703,03
<b>Total emprunts bancaires</b>					<b>2.424.844.422,34</b>
Emprunts obligataires	EUR	Variable	1 - 2 ans	40.000.000,00	40.053.360,00
			2 - 5 ans	100.000.000,00	100.001.025,00
			> 5 ans	386.000.000,00	386.182.606,73
		Zéro Coupon	> 5 ans	213.000.000,00	83.178.594,83
		2% - 4%	1 - 2 ans	160.000.000,00	164.460.273,97
			> 5 ans	695.000.000,00	710.371.217,60
		4% - 6%	> 5 ans	190.000.000,00	193.624.478,92
	Total EUR			1.784.000.000,00	1.677.871.557,05
<b>Total emprunts obligataires</b>					<b>1.677.871.557,05</b>
Dettes de location-financement	EUR	4% - 6%	> 5 ans	3.762.879,51	3.762.879,51
		6% - 8%	> 5 ans	7.004.286,96	7.004.286,96
	Total EUR			10.767.166,47	10.767.166,47
<b>Total dettes de location-financement</b>					<b>10.767.166,47</b>
Billets de trésorerie	EUR	Variable	< 1an	71.905.132,81	71.905.132,81
	Total EUR			71.905.132,81	71.905.132,81
<b>Total billets de trésorerie</b>					<b>71.905.132,81</b>
Autres dettes financières	EUR	Variable	< 1an	428.384.300,29	428.433.725,62
			> 5 ans	14.850.058,25	14.850.206,34
		6% - 8%	2 - 5 ans	51.447.420,57	51.994.868,45
			> 5 ans	146.026.407,96	146.173.930,18
	Total EUR			640.708.187,07	641.452.730,59
	USD	4% - 6%	> 5 ans	346.867.344,28	368.022.586,55
		6% - 8%	< 1an	22.968.525,03	18.594.174,41
			1 - 2 ans	123.008.432,39	104.302.528,74
			2 - 5 ans	143.998.017,99	122.597.710,41
			> 5 ans	189.918.792,18	210.266.941,59
		8% - 10%	< 1an	33.727.208,47	28.177.097,64
			2 - 5 ans	14.600.665,03	17.241.881,30
	Total USD			875.088.985,37	869.202.920,64
<b>Total autres dettes financières</b>					<b>1.510.655.651,23</b>
<b>Total dettes financières</b>					<b>5.696.043.941,35</b>

## 19.2 Dettes financières relatives aux contrats de location-financement

Les échéances des dettes relatives aux contrats de location-financement sont les suivantes :

	A moins d'1 an	Entre un 1 et 5 ans	A plus de 5 ans	Total
<b>Valeur actualisée des paiements minimaux futurs - 31/12/2013</b>				
Paiements minimaux futurs	937.037,52	3.748.150,08	4.450.928,22	9.136.115,82
Intérêts / charges futures d'intérêts sur contrats	-452.531,31	-1.430.147,56	-700.730,19	-2.583.409,06
<b>Total</b>	<b>484.506,21</b>	<b>2.318.002,52</b>	<b>3.750.198,03</b>	<b>6.552.706,76</b>
<b>Valeur actualisée des paiements minimaux futurs - 31/12/2012</b>				
Paiements minimaux futurs	1.672.828,36	6.691.313,44	6.180.006,58	14.544.148,38
Intérêts / charges futures d'intérêts sur contrats	-686.724,42	-2.066.206,60	-1.024.050,89	-3.776.981,91
<b>Total</b>	<b>986.103,94</b>	<b>4.625.106,84</b>	<b>5.155.955,69</b>	<b>10.767.166,47</b>

Les loyers conditionnels comptabilisés en résultat au titre de contrats de location-financement s'élèvent à 448.918,48 EUR (2012: 400.018,22 EUR) et concernent des indexations.

Les engagements en matière de loyers minima futurs exigibles en vertu des contrats de locations simples non – résiliables sont repris à la note 32.

## Note 20 - Actifs / passifs d'impôts différés

	31/12/2013	31/12/2012
<b>Impôts courants</b>		
Créances d'impôt courant	0,00	0,00
Dettes d'impôt courant	0,00	0,00
<b>Situation nette d'impôts courants</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Impôts différés</b>		
Actifs d'impôt différé	0,00	136.456.846,34
Passifs d'impôt différé	0,00	0,00
<b>Situation nette d' impôts différés</b>	<b>0,00</b>	<b>136.456.846,34</b>

Les mouvements de l'année se synthétisent comme suit :

	2013	2012
<b>Actifs d'impôts différés</b>		
Au 1 <sup>er</sup> janvier	136.456.846,34	158.567.256,16
Impôts imputés en résultat net	-149.249.677,26	-29.249.457,10
Impôts imputés aux autres éléments du résultat global	12.792.830,92	7.139.047,28
<b>Au 31 décembre</b>	<b>0,00</b>	<b>136.456.846,34</b>

Le montant total des différences temporelles liées à des participations dans des filiales, coentreprises et entreprises associées, pour lesquelles des passifs d'impôts différés n'ont pas été comptabilisés est de 4.941.311,89 EUR (2012 : 4.003.482,16 EUR).

	Etat de la situation financière		Par le résultat net		Par les autres éléments du résultat global	
	31/12/2013	31/12/2012	31/12/2013	31/12/2012	31/12/2013	31/12/2012
<b>Impôts différés actifs</b>						
Pertes fiscales récupérables	293.131.617,64	58.896.844,49	-256.194.285,84	95.411.631,79	21.959.512,69	-23.287.548,50
Dettes pour avantages au personnel	57.579.451,74	58.561.567,05	1.074.188,63	-31.131.180,30	-92.073,32	7.598.327,98
Réduction de valeur sur créances commerciales et autres débiteurs	0,00	0,00	0,00	2.358.583,19	0,00	-575.670,07
Instruments financiers à la juste valeur	19.800.115,81	11.367.312,16	-9.233.379,09	12.670.193,42	790.575,44	-3.092.471,41
Provisions	12.565.811,61	7.631.122,64	-5.397.316,12	-10.095.072,69	462.627,15	2.463.950,05
<b>Impôts différés actifs bruts</b>	<b>383.076.996,80</b>	<b>136.456.846,34</b>				
<b>Impôts différés passifs</b>						
Réserves immunisées	0,00	0,00	0,00	-39.964.698,31	0,00	9.754.364,67
Immobilisations corporelles, immeubles placement et participations	383.076.996,80	0,00	418.990.469,68	0,00	-35.913.472,88	0,00
<b>Impôts différés passifs bruts</b>	<b>383.076.996,80</b>	<b>0,00</b>				
Charge / (produits) d'impôts différés			149.239.677,26	29.249.457,10	-12.792.830,92	-7.139.047,28
<b>Situation nette d'impôts différés</b>	<b>0,00</b>	<b>136.456.846,34</b>				

Des actifs d'impôts différés relatifs aux pertes fiscales récupérables et aux crédits d'impôts sont comptabilisés pour autant que leur récupération soit probable. La Société n'a pas comptabilisé des actifs d'impôts différés de 999.495.554,07 EUR (2012: 917.978.862,84 EUR) relatifs aux pertes fiscales récupérables de 2.582.829.126,47 EUR (2012: 2.343.003.615,33 EUR) et aux crédits d'impôts de 357.728.549,53 EUR (2012: 357.728.549,53 EUR). Les pertes fiscales récupérables et les crédits d'impôts sont illimités dans le temps.

## Note 21 - Dettes commerciales

		31/12/2013	31/12/2012
	<u>Notes</u>		
<b>Dettes commerciales - non courantes</b>			
Avances reçues relatives aux contrats de construction	10	40.927.975,12	44.018.289,20
<b>Total</b>		<b>40.927.975,12</b>	<b>44.018.289,20</b>
<b>Dettes commerciales - courantes</b>			
Fournisseurs hors parties liées		88.808.361,24	115.724.240,26
Fournisseurs parties liées		59.404.276,56	101.194.706,10
Montants relatifs aux contrats de construction	10	5.453.336,74	28.077.662,50
<b>Total</b>		<b>153.665.974,54</b>	<b>244.996.608,86</b>
<b>Total dettes commerciales</b>		<b>194.593.949,66</b>	<b>289.014.898,06</b>



## Note 22 - Dettes sociales

	31/12/2013	31/12/2012
Précompte retenu	26.994.685,14	44.556.222,71
ONSS	17.003.736,09	24.483.947,06
Rémunérations	37.286,13	120.382.905,97
Pécules de vacances	0,00	101.811.378,10
Reliquat de congés et de repos	55.332.910,88	20.442.978,28
Autres dettes sociales	58.837.429,74	98.260.768,04
<b>Total dettes sociales</b>	<b>158.206.047,98</b>	<b>409.938.200,16</b>
Dont		
Dettes sociales échues (ONSS)	0,00	0,00
Dettes sociales non échues	158.206.047,98	409.938.200,16

Conformément à la norme IAS 19 Révisée, la dette pour jours de crédit (99.369.019,86 EUR au 31/12/2013 et 111.301.323,06 EUR au 31/12/2012) est reprise dans les autres avantages à long terme (cf note 17) en 2013.

## Note 23 - Subsidies

### 23.1 Subsidies en capital

Les mouvements de l'année se synthétisent comme suit :

	2013	2012
<b>Subsidies en capital</b>		
Au 1 <sup>er</sup> janvier	1.341.994.531,11	1.291.548.136,71
Nouveaux subsidies	193.742.466,63	129.771.408,22
Affectés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-91.209.836,86	-74.010.379,03
Transfert vers dettes directement liées aux actifs non courants détenus en vue de la vente	-220.144.842,51	0,00
Autres mouvements	-4.374.899,71	-5.314.634,79
<b>Solde au 31 décembre</b>	<b>1.220.007.418,66</b>	<b>1.341.994.531,11</b>
Dont		
Non courant	1.166.754.830,06	1.263.876.175,86
Courant	53.252.588,60	78.118.355,25

### 23.2 Subsidies d'exploitation

Les mouvements de l'année se synthétisent comme suit :

	2013	2012
<b>Subsidies d'exploitation à recevoir</b>		
Au 1 <sup>er</sup> janvier	78.730.905,98	76.312.800,32
Nouveaux subsidies	233.948.020,13	233.298.179,68
Encaissements	-233.002.926,11	-230.880.074,02
Autres mouvements par le résultat net	0,00	0,00
<b>Solde au 31 décembre</b>	<b>79.676.000,00</b>	<b>78.730.905,98</b>

Les subsidies d'exploitation comprennent les allocations de base, de formation, de sécurité de l'Etat, ainsi que le plan de relance économique.

Les nouveaux subsidies concernent :

- (i) 24,6 millions EUR destinés au financement partiel des activités de sécurité et de gardiennage dans le domaine ferroviaire exercées par la Société ;
- (ii) 13,8 millions EUR pour la couverture des charges de personnel roulant en formation affecté à l'exercice des missions de service public. Cette subvention est à 100% rétrocédée à la SNCB ;
- (iii) 195,5 millions EUR pour couvrir les autres prestations sollicitées dans le cadre des missions de service public de la Société.

## 23.3 Subsidés financiers

Les mouvements de l'année se synthétisent comme suit :

	2013	2012
<b>Subsidés financiers à recevoir</b>		
Au 1 <sup>er</sup> janvier	16.207.865,27	16.466.870,09
Nouveaux subsidés	39.591.784,52	32.888.699,76
Encaissements	-37.016.988,08	-33.147.704,58
<b>Solde au 31 décembre</b>	<b>18.782.661,71</b>	<b>16.207.865,27</b>

## Note 24 - Autres dettes

	31/12/2013	31/12/2012
<b>Autres dettes - non courantes</b>		
Dettes envers les sociétés du Groupe	36.348.480,25	52.124.402,45
Fonds gérés pour compte de tiers	220.018.553,29	170.719.142,88
Commissions opérations financement alternatif nettes reçues à reporter	80.325.287,09	87.376.326,85
<b>Total</b>	<b>336.692.320,63</b>	<b>310.219.872,18</b>
<b>Autres dettes - courantes</b>		
Dettes envers sociétés du Groupe	20.108.536,68	129.866.951,74
TVA, impôts et précomptes à payer	19.326.639,19	24.736.479,60
Fonds gérés pour compte de tiers	220.000.000,00	283.817.412,16
Commissions opérations financement alternatif nettes reçues à reporter	7.051.039,76	7.872.248,55
Fond des Investissements Ferroviaires	102.000.000,00	71.900.000,00
Autres dettes	13.379.878,56	25.847.846,50
<b>Total</b>	<b>381.866.094,19</b>	<b>544.040.938,55</b>
<b>Total autres dettes</b>	<b>718.558.414,82</b>	<b>854.260.810,73</b>

La loi programme du 27 décembre 2006 prévoit que les moyens non utilisés à la fin de l'année en cours des dotations d'investissement de la Société, la SNCB et Infrabel sont déposés sur un compte dénommé « Fonds des Investissements Ferroviaires », consolidé avec l'Etat. Les moyens versés dans ce fonds sont remis à la disposition de la société dont ils proviennent à partir de l'exercice suivant l'année des versements et sont utilisés en vue de poursuivre l'exécution du plan pluriannuel d'investissement. Le montant transféré en 2013 sur ce compte est de 102,0 millions EUR.

## Note 25 - Produits et charges d'exploitation

### 25.1 Produits d'exploitation

#### 25.1.1 Chiffre d'affaires

	31/12/2013	31/12/2012
Produits des contrats de construction	89.990.715,58	75.599.548,99
Locations immobilières et fournitures d'énergie	104.523.301,47	106.971.423,33
Mise à disposition du personnel	1.881.824.112,36	1.848.378.899,92
Divers	205.882.407,95	209.578.722,52
<b>Total chiffre d'affaires</b>	<b>2.282.220.537,36</b>	<b>2.240.528.594,76</b>

#### 25.1.2 Autres produits d'exploitation

	31/12/2013	31/12/2012
Prise en résultat des commissions brutes relatives aux opérations de financement alternatif	8.541.798,51	21.140.255,44
Plus-value sur cessions d'immobilisations incorporelles, corporelles, immeubles de placement et actifs non courants détenus en vue de la vente	11.487.556,81	23.660.173,98
Reprise en inventaire d'immobilisations	256.608,00	403.594,55
Récupération dommages	1.869.400,82	1.970.624,99
Gestion RER - Pensions - ONAFTS	501.757,73	2.945.138,56
Fin de contrat de location-financement en tant que propriétaire	36.783,28	33.919.811,58
Correction exercices antérieurs	8.491.212,20	237.163,30
Refacturation de charges	1.663.555,68	20.530,24
Autres	895.776,66	2.879.350,02
<b>Total autres produits d'exploitation</b>	<b>33.744.449,69</b>	<b>87.176.642,66</b>

La variation de la prise en résultats des commissions brutes relatives aux opérations de financement alternatif résulte de la fin anticipée de deux contrats en 2012. Suite à la fin anticipée d'un contrat de financement alternatif américain, il avait été mis fin au contrat de location-financement envers Infrabel. Ainsi, l'écart entre la valeur des actifs rétrocédés à la Société et la créance envers Infrabel, de 33.919.811,58 EUR, a été comptabilisé en tant que "Autres produits d'exploitation" en 2012.

## 25.2 Charges d'exploitation

### 25.2.1 Services et biens divers

	31/12/2013	31/12/2012
Loyers et charges locatives	22.860.194,49	21.973.568,22
Entretiens et réparations	48.221.598,76	53.440.054,17
Fournitures	38.716.280,60	41.151.152,74
Assurances et Indemnités payées à des tiers	6.745.641,26	2.822.504,30
Dépenses de notoriété	3.696.593,53	3.783.080,89
Commissions et royalties	6.835.855,54	6.702.673,95
Analyse et expertise	3.814.273,91	3.655.801,68
Rétributions de tiers	81.247.287,72	86.312.332,23
Dons et libéralités	502.135,13	688.062,90
Provisions pour litiges juridiques	12.360.120,80	-4.163.173,21
Provisions environnement	-990.604,96	-3.307.970,57
Autres frais	33.084.226,24	28.477.700,94
<b>Total services et biens divers</b>	<b>257.093.603,02</b>	<b>241.535.788,24</b>

### 25.2.2 Autres charges d'exploitation

	31/12/2013	31/12/2012
Taxes et précomptes	1.324.603,37	1.466.410,82
Réductions de valeur sur créances commerciales et autres débiteurs	103.852,13	2.502.647,81
Réductions de valeur sur stocks	259.698,10	1.797.629,00
Réductions de valeur sur contrats de construction	-578.969,14	-1.737.443,64
Moins-values sur cessions d'immobilisations incorporelles, corporelles, immeubles de placement et actifs non courants détenus en vue de la vente	492.920,86	1.348.275,55
Pertes de valeur sur actifs non courants	2.151.852,59	344.224,16
Abandon de créances	1.378.170,32	5.125,11
Autres charges d'exploitation	2.537.290,64	2.351.143,81
<b>Total autres charges d'exploitation</b>	<b>7.669.418,87</b>	<b>8.078.012,62</b>

## Note 26 - Frais de personnel

### 26.1 Frais de personnel

		31/12/2013	31/12/2012
	<b>Notes</b>		
Salaires, rémunérations et autres avantages à court terme		1.702.440.658,84	1.659.764.717,56
Charges de sécurité sociale		352.743.799,19	346.453.748,69
Avantages de type cotisations définies	17	771.485,66	658.507,43
Avantages postérieurs à l'emploi	17	12.112.229,91	15.378.977,84
Autres avantages à long terme	17	68.803.706,38	73.405.502,85
Indemnités de cessation d'emploi	17	-2.430.020,20	2.242.098,77
Autres		8.748.205,87	13.315.960,97
<b>Total frais du personnel</b>		<b>2.143.190.065,65</b>	<b>2.111.219.514,11</b>

La majeure partie de ces frais de personnel est refacturée essentiellement aux autres sociétés du Groupe SNCB ainsi qu'à certains organismes publics. En 2013 (2012) un montant total de 1.881.824.112,36 EUR (1.848.745.620,05 EUR) a ainsi été facturé.

La charge financière relative aux avantages au personnel est enregistrée en résultats financiers – cfr. note 27.

### 26.2 Effectif du personnel

	2013	2012
<b>A. Effectif du personnel</b>		
<b>Effectif moyen du personnel (en ETP)</b>		
Ouvriers	19.117,20	19.498,90
Employés	14.904,90	14.990,10
Personnel de direction	832,50	812,40
Autres	0,00	0,00
<b>B. Intérimaires</b>		
Nombre moyen calculé en équivalents temps plein	21,00	23,20
Frais pour l'entreprise	739.621,24	776.268,96

## Note 27 - Produits et charges financiers

### 27.1 Produits financiers

	31/12/2013	31/12/2012
	<b>Note</b>	
Produits d'intérêt sur		
actifs financiers détenus jusqu'à leur échéance non dépréciés	659.793,44	3.148.752,18
actifs financiers détenus jusqu'à leur échéance dépréciés	0,00	0,00
prêts et créances non dépréciés	50.458.527,38	52.982.839,50
prêts et créances dépréciés	2,20	30.500,55
actifs financiers désignés à la juste valeur par le résultat net	18.753.544,57	28.997.709,57
actifs financiers disponibles à la vente	12.1 293.807,45	419.055,00
Variation de juste valeur des actifs financiers désignés à la juste valeur par le résultat net	954.779,21	98.645.497,19
Variation de juste valeur des passifs financiers désignés à la juste valeur par le résultat net	39.346.815,18	91.310.784,32
Variation de juste valeur des instruments financiers dérivés	166.023.948,41	72.878.163,14
Variation de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente transférée en résultat net	0,00	0,00
Reprises de pertes de valeur des actifs financiers disponibles à la vente	0,00	0,00
Reprises de pertes de valeur des placements détenus jusqu'à leur échéance	0,00	0,00
Reprises de pertes de valeur des prêts et créances	0,00	0,00
Gains de change	7.935.415,35	95.681.121,26
Gains sur cessions des prêts et créances	0,00	0,00
Dividendes perçus	569.646,31	5.467.969,55
Autres produits financiers	9.574.483,71	32.376.139,27
<b>Total produits financiers</b>	<b>294.570.763,21</b>	<b>481.938.531,53</b>

La baisse des « Autres produits financiers », est principalement due à la prise en résultat en 2012 de l'utilisation de l'instrument financier dérivé dans le cadre de la Convention d'Actionnaires concernant la restructuration de SNCB Logistics SA (22.424.561,12 EUR).

L'effet des gains de change est neutralisé par l'effet des pertes de change repris dans les charges financières.

Les produits des intérêts des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur proviennent des instruments détenus à des fins de trading pour 4.383.128,42 EUR (2012 : 6.243.957,61 EUR) et des instruments désignés à la juste valeur pour 14.370.416,15 EUR (2012 : 22.753.751,96 EUR).



## 27.2 Charges financières

		31/12/2013	31/12/2012
	<u>Notes</u>		
Charge d'intérêtsur			
dettes financières au coût amorti		108.304.553,91	118.784.361,73
passifs financiers désignés à la juste valeur par le résultat net		68.113.268,58	74.805.444,60
dettes de location-financement		687.450,04	752.730,82
dettes pour avantages au personnel	17.3	12.605.166,88	14.795.633,89
provisions	18	971.195,51	2.170.857,04
Intérêts intercalaires activés		-248.677,85	-247.525,20
Variation de juste valeur des actifs financiers désignés à la juste valeur par le résultat net		69.370.031,28	58.124.442,03
Variation de juste valeur des passifs financiers désignés à la juste valeur par le résultat net		0,00	32.798.112,19
Variation de juste valeur des instruments financiers dérivés		95.954.988,42	216.537.881,75
Variation de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente transférée en résultat net		0,00	-1.572.295,87
Pertes de valeur des actifs financiers disponibles à la vente	12.1	7.146.426,65	1.707.979,11
Pertes de valeur des placements détenus jusqu'à leur échéance		0,00	0,00
Pertes de valeur des prêts et créances		3.677,61	0,00
Pertes sur cessions des prêts et créances		0,00	0,00
Pertes de change		8.047.514,28	95.470.681,39
Autres charges financières		-28.749.807,98	-14.322.255,73
<b>Total charges financières</b>		<b>342.205.787,33</b>	<b>599.806.047,75</b>

En 2012, suite à la perte de valeur actée sur les dividendes privilégiés SNCB Logistics, reconnus comme actifs disponibles à la vente, la Société a transféré en résultat les autres éléments du résultat global comptabilisés lors des exercices précédents (1.572.295,87 EUR).

L'effet des pertes de change est neutralisé par l'effet des gains de change repris dans les produits financiers.

Les charges des intérêts des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur proviennent des instruments détenus à des fins de trading pour 50.385.620,81 EUR (2012 : 44.994.044,82 EUR) et des instruments désignés à la juste valeur pour 17.727.647,77 EUR (2012 : 29.811.399,78 EUR).

## Note 28 - Charges d'impôt sur le résultat global

Les tableaux ci-dessous présentent une réconciliation entre la (charge) / le produit d'impôts sur le résultat global avant impôts au taux d'imposition statutaire belge et la (charge) / le produit d'impôts sur le résultat global au 31 décembre 2013 et au 31 décembre 2012 au taux effectif d'imposition de la Société :

31/12/2013	Résultat global	Résultat net	Autres éléments du résultat global
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>108.465.764,08</b>	<b>80.476.529,13</b>	<b>27.989.234,95</b>
Impôts calculés sur base du taux d'imposition (33,99%)	-36.867.513,21	-27.353.972,25	-9.513.540,96
Effet des dépenses non déductibles fiscalement	-21.539.230,75	-23.558.448,54	2.019.217,79
Revenus définitivement taxés	180.866,35	197.821,86	-16.955,51
Autres résultats non taxables	3.641.688,17	3.983.082,05	-341.393,88
Corrections relatives aux pertes fiscales années comptables antérieures	-3.533.433,09	-3.864.678,50	331.245,41
Modification de comptabilisation d'actifs d'impôts différés	-78.344.990,86	-98.659.248,93	20.314.258,07
<b>(Charges) / produits d'impôt sur le résultat global</b>	<b>-136.462.613,39</b>	<b>-149.255.444,31</b>	<b>12.792.830,92</b>

31/12/2012	Résultat global	Résultat net	Autres éléments du résultat global
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>31.782.514,12</b>	<b>79.818.883,36</b>	<b>-48.036.369,24</b>
Impôts calculés sur base du taux d'imposition (33,99%)	-10.802.876,55	-27.130.438,45	16.327.561,90
Effet des dépenses non déductibles fiscalement	-24.250.117,43	-23.715.694,07	-534.423,36
Revenus définitivement taxés	1.762.559,42	1.762.559,42	0,00
Autres résultats non taxables	-4.703.334,31	-843.163,25	-3.860.171,06
Corrections relatives aux années antérieures :			
<i>relative aux différences temporelles taxables (réserves immunisées)</i>	31.246.397,82	31.246.397,82	0,00
<i>relative aux différences temporelles déductibles</i>	23.428.149,89	23.428.149,89	0,00
<i>relative aux pertes fiscales reportées années comptables antérieures</i>	-103.910.376,42	-103.910.376,42	0,00
Modification de comptabilisation d'actifs d'impôts différés suite aux corrections années antérieure	50.271.892,89	50.271.892,89	0,00
Modification de comptabilisation d'actifs d'impôts différés préalablement non comptabilisés	14.847.294,87	19.641.215,07	-4.793.920,20
<b>(Charges) / produits d'impôt sur le résultat global</b>	<b>-22.110.409,82</b>	<b>-29.249.457,10</b>	<b>7.139.047,28</b>

	31/12/2013	31/12/2012
	<b>Note</b>	
Impôts courants par le résultat net	-5.767,05	0,00
Impôts différés par le résultat net	20 -149.249.677,26	-29.249.457,10
Impôts différés par les autres éléments du résultat global	20 12.792.830,92	7.139.047,28
<b>(Charges) / produits d'impôt sur le résultat global</b>	<b>-136.462.613,39</b>	<b>-22.110.409,82</b>

## Note 29 – Actifs et passifs éventuels

Les actifs éventuels s'élèvent à 16.620.038,90 EUR (2012: 16.150.643,12 EUR) et représentent principalement les sommes réclamées par la Société à des tiers responsables d'incapacités de travail du personnel.

Les passifs éventuels s'élèvent à 564.599,08 EUR (2012: 221.475,07 EUR) et représentent les litiges juridiques intentés contre la Société pour lesquels la probabilité de sortie de ressources est faible à cette date.

## Note 30 - Informations complémentaires sur les instruments financiers

### 30.1 Actifs financiers

Catégorie selon IAS 39		Valeur comptable au 31/12/2013	Juste valeur au 31/12/2013	Valeur comptable au 31/12/2012	Juste valeur au 31/12/2012
<b>Actifs financiers non courants</b>					
Créances commerciales et autres débiteurs	Prêts et créances au coût amorti	972.712.856,97	991.934.498,13	802.308.231,07	842.734.773,23
	Prêts et créances à la juste valeur par le résultat net	0,00	0,00	67.019,23	67.019,23
Instruments financiers dérivés	Actifs financiers à la juste valeur par le résultat net	227.863.550,26	227.863.550,26	299.543.124,65	299.543.124,65
Autres actifs financiers	Actifs disponibles à la vente à la juste valeur par les capitaux propres	109.285,35	109.285,35	163.568.229,52	163.568.229,52
	Actifs financiers désignés à la juste valeur par le résultat net	109.501.090,45	109.501.090,45	572.025.572,47	572.025.572,47
	Actifs financiers à la juste valeur par le résultat net détenus à des fins de transaction	59.740.632,93	59.740.632,93	51.592.667,70	51.592.667,70
	Actifs financiers au coût amorti	952.357.387,45	1.033.317.861,25	1.090.534.639,28	1.223.415.757,21
<b>Total</b>		<b>2.322.284.803,41</b>	<b>2.422.466.918,37</b>	<b>2.979.639.483,92</b>	<b>3.152.947.144,01</b>
<b>Actifs financiers courants</b>					
Créances commerciales et autres débiteurs	Prêts et créances au coût amorti	724.304.225,94	720.486.389,72	1.119.574.741,03	1.115.915.010,02
	Prêts et créances à la juste valeur par le résultat net	420.073,20	420.073,20	1.244.960,25	1.244.960,25
Instruments financiers dérivés	Actifs financiers à la juste valeur par le résultat net	450.276,13	450.276,13	17.156.729,19	17.156.729,19
Autres actifs financiers	Actifs disponibles à la vente à la juste valeur par les capitaux propres	2.018.590,74	2.018.590,74	317.026,24	317.026,24
	Actifs financiers désignés à la juste valeur par le résultat net	416.015,39	416.015,39	528.156,56	528.156,56
	Actifs financiers à la juste valeur par le résultat net détenus à des fins de transaction	-22.284,63	-22.284,63	847.662,46	847.662,46
	Actifs financiers au coût amorti	90.166.238,21	81.040.354,88	138.381.609,87	128.333.996,88
	Placements détenus jusqu'à leur échéance	0,00	0,00	60.448.481,38	60.448.481,38
<b>Total</b>		<b>817.753.134,98</b>	<b>804.809.415,43</b>	<b>1.338.499.366,98</b>	<b>1.324.792.022,98</b>

L'analyse ci-dessus ne concerne que les actifs financiers selon IFRS 7, en excluant dès lors les charges à reporter, les montants relatifs aux contrats de constructions, etc.

### 30.2 Passifs financiers

Catégorie selon IAS 39		Valeur au bilan au 31/12/2013	Juste valeur au 31/12/2013	Valeur au bilan au 31/12/2012	Juste valeur au 31/12/2012
<b>Passifs financiers non courants</b>					
Dettes financières	Passifs financiers au coût amorti	2.390.167.900,56	2.556.076.557,66	4.132.058.136,69	4.549.820.057,33
	Passifs financiers à juste valeur par le résultat net	164.901.139,56	164.901.139,56	680.321.939,95	680.321.939,95
Instruments financiers dérivés	Passifs financiers à la juste valeur par le résultat net	375.548.636,79	375.548.636,79	589.074.262,02	589.074.262,02
Dettes commerciales	Passifs financiers au coût amorti	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres dettes	Passifs financiers au coût amorti	220.018.553,29	220.018.553,29	174.123.022,48	174.123.022,48
	Passifs financiers à la juste valeur par le résultat net	27.683.829,53	27.683.829,53	37.329.914,17	37.329.914,17
<b>Total</b>		<b>3.178.320.059,73</b>	<b>3.344.228.716,83</b>	<b>5.612.907.275,31</b>	<b>6.030.669.195,95</b>
<b>Passifs financiers courants</b>					
Dettes financières	Passifs financiers au coût amorti	982.168.021,55	972.170.568,12	841.812.026,34	830.684.039,51
	Passifs financiers à juste valeur par le résultat net	65.263.930,57	65.263.930,57	41.851.838,37	41.851.838,37
Instruments financiers dérivés	Passifs financiers à la juste valeur par le résultat net	9.503.268,74	9.503.268,74	49.771.481,08	49.771.481,08
Dettes commerciales	Passifs financiers au coût amorti	148.212.637,80	148.212.637,80	216.918.946,36	216.918.946,36
Autres dettes	Passifs financiers au coût amorti	340.477.715,95	340.477.715,95	506.260.903,67	506.260.903,67
	Passifs financiers à la juste valeur par le résultat net	10.128.316,75	10.128.316,75	0,00	0,00
<b>Total</b>		<b>1.555.753.891,36</b>	<b>1.545.756.437,93</b>	<b>1.656.615.195,82</b>	<b>1.645.487.208,99</b>

L'analyse ci-dessus ne concerne que les passifs financiers selon IFRS 7, en excluant dès lors les produits à reporter, les montants relatifs aux contrats de constructions, etc.

## Note 31 - Opérations de financement alternatif

La Société est entrée dans des opérations de location transfrontalières (actifs vendus ou loués à un Trust et ensuite immédiatement reloués à la Société) ayant pour objectif de réaliser un avantage financier partagé avec le Trust. Ces opérations, dites « Opérations de financement alternatif », sont comptabilisées en fonction de leur substance économique dans le respect des dispositions de l'interprétation SIC-27. Les actifs immobilisés sous-jacents de ces transactions peuvent être regroupés comme suit :

- Du matériel roulant (locomotives électriques et diesel, automotrices, trains à grande vitesse et voitures pour passagers): les contrats y relatifs ont une durée initiale de base entre 13 et 28 ans.
- Un « Qualified technological equipment »: les contrats y relatifs ont une durée initiale de base de 16 ans.
- Des infrastructures ferroviaires (lignes à hautes vitesses) les contrats y relatifs ont une durée initiale de base de 29 à 31,5 ans.
- Des bâtiments administratifs : les contrats y relatifs ont une durée initiale de base de 29,5 ans.

Les transactions comportent quelques restrictions quant à l'utilisation des actifs sous-jacents (par exemple : pas de ventes, pas de sous-location sans l'approbation préalable du Trust).

La Société a maintenu les immobilisations corporelles à l'état de la situation financière et n'a pas reconnu de perte ou de gain suite à la vente au Trust. Ces immobilisations corporelles relatives aux financements alternatifs font principalement l'objet de contrats de location-financement envers les sociétés du Groupe SNCB tel qu'explicité à la note 9.3.

Les comptes d'investissements (investissement d'une portion des fonds issus de la vente ou de la location principale) et les obligations de paiement envers le Trust (sur la durée du contrat) sont reconnus à l'état de la situation financière, à l'exception des comptes d'investissements dont la contrepartie est une entité gouvernementale ou une organisation supranationale (ou garantie par une entité gouvernementale) qui représentent, au 31 décembre 2013 (2012), 1.719.180.500,21 EUR (1.824.556.471,84 EUR). Les comptes d'investissements et les obligations de paiement envers le Trust sont reconnus en appliquant la norme IAS 39 dans les rubriques Autres actifs financiers et Dettes financières. Au 31 décembre 2013 (2012), 593.139.965,39 EUR (703.110.195,96 EUR) sont reconnus en comptes d'investissements. D'autre part, 1.651.660.356,79 EUR (1.749.300.372,76 EUR) sont reconnus pour les obligations de paiement envers le Trust au 31 décembre 2013 (2012).

Pour certaines transactions, la Société a eu recours à des instruments dérivés afin de couvrir les risques de taux d'intérêts et de change. Dans ce cas, la Société a utilisé l'option juste valeur prévue par IAS 39 pour la comptabilisation des actifs et passifs financiers. L'utilisation d'instruments dérivés est présentée à la note 11. A fin 2013 (2012), la juste valeur des instruments dérivés utilisés dans le cadre des financements alternatifs représente 25.352.112,43 EUR (29.080.713,38 EUR). L'analyse de la gestion des risques liés à l'utilisation d'instruments financiers, y compris les instruments financiers liés aux financements alternatifs, est présentée à la note 2.2.

Les commissions obtenues dans le cadre de ces opérations sont reconnues par le biais du résultat de manière linéaire sur la durée de ces opérations. En 2013 (2012), 8.130.989,10 EUR (20.659.011,79 EUR) ont été reconnus en résultat d'exploitation. En 2012, 9.517.656,05 EUR sont dus à la prise en résultat prévue des commissions et 11.141.355,73 EUR sont dus à la fin anticipée de deux opérations (voir note 19.1).

En fonction du type de transaction, la Société a plusieurs options à la fin de la durée initiale de base du contrat y compris :

- L'exercice de l'option d'achat ;
- Le retour de l'actif au Trust qui l'utilisera pour son propre compte ;
- Le retour de l'actif au Trust pour qui la Société agira comme agent de vente pour l'actif ;
- L'extension du contrat par une location ou un contrat de service au-delà de la durée initiale de base du contrat ; ou
- La recherche d'une tierce partie qui assumera les obligations restantes envers le Trust par le biais d'une location ou d'un contrat de service.

## Note 32 - Droits et engagements

Le montant des engagements contractuels pour l'acquisition d'immobilisations corporelles et des immeubles de placement est de 325.592.901,63 EUR (156.256.007,96 EUR) au 31 décembre 2013 (2012).

Le montant des engagements contractuels pour l'acquisition de services est de 343.199.646,32 EUR (268.465.900,24 EUR) au 31 décembre 2013 (2012).

Les garanties personnelles constituées par la Société pour compte de tiers de 349.954.718,02 EUR (463.432.452,00 EUR) au 31 décembre 2013 (2012) concernent essentiellement les garanties constituées pour le matériel RER et pour la dépollution.

Les lignes de crédit accordées par les tiers pour la Société sont de 1.583.007.506,22 EUR (1.487.268.572,81 EUR) au 31 décembre 2013 (2012).

Les engagements en matière de loyers minima futurs exigibles en vertu des contrats de locations simples non – résiliables sont de 41.060.429,84 EUR (59.026.775,00 EUR) au 31 décembre 2013 (2012), dont 7.357.343,81 EUR (11.660.945,15 EUR) à moins d'un an, 24.669.343,12 EUR (38.488.749,89 EUR) à plus d'un an moins de 5 ans et 9.033.742,91 EUR (8.877.079,96 EUR) à plus de 5 ans.

Les garanties constituées par des tiers pour compte de la Société est de 2.486.116.878,44 EUR (3.230.083.804,07 EUR) au 31 décembre 2013 (2012) et concernent principalement les garanties constituées par l'Etat dans le cadre des opérations de financement alternatif.

Les biens et valeurs détenus par des tiers en leur nom mais aux risques et profits de la Société sont de 477.121.256,15 EUR (506.729.761,07 EUR) au 31 décembre 2013 (2012) et concernent des prépaiements dans le cadre des opérations de financement alternatif.

Les stocks appartenant à des tiers mais reçus en consignation par la Société qui en supporte les risques s'élèvent à 243.000,00 EUR (243.000,00 EUR) au 31 décembre 2013 (2012).

Les garanties réelles constituées par la Société sur avoirs propres sont de 995.689.762,02 EUR (1.062.232.058,64 EUR) au 31 décembre 2013 (2012) et concernent les placements donnés en gage dans le cadre des opérations de financement alternatif.

Les comptes d'investissements relatifs aux opérations de financement alternatif non reconnus à l'état de la situation financière sont repris à la note 31.

## Note 33 - Informations relatives aux parties liées

### 33.1 Sociétés consolidées

La liste des filiales, des coentreprises et entreprises associées est reprise dans les notes 7 et 8.

### 33.2 Relations avec l'Etat

#### 33.2.1 Liens de participation

L'Etat possède directement et indirectement 99,87% des droits de vote de la Société.

La Société a vocation à soutenir et coordonner les activités du groupe ferroviaire SNCB et à devenir un acteur majeur dans la politique de mobilité en Belgique.

La Société possède elle-même plusieurs participations, dont les plus importantes sont celles dans :

- Infrabel, qui est le gestionnaire d'infrastructure du réseau ferroviaire belge, et dont elle possède 93,63% du capital, tout en ayant un pouvoir votal réduit à 20% - 1 des droits de vote;
- SNCB, qui est le transporteur ferroviaire majeur en Belgique, dont elle détient 100 % du capital et des droits de vote.

Compte tenu du fait que le capital d'Infrabel est détenu uniquement par la Société et l'Etat Belge, ce dernier détenant légalement le pouvoir de contrôle de cette société, la Société et Infrabel sont considérés comme formant un consortium et consolident leurs comptes sur cette base.

#### 33.2.2 Contrats de gestion

L'Etat a conclu avec la Société un contrat de gestion portant sur la période 2008-2012. Dans ce contrat de gestion, il est stipulé que la Société constitue un élément essentiel du système des transports en Belgique. Il lui est confié, dans le cadre d'une politique de groupe cohérente, la mission de veiller à ce que les activités s'inscrivent dans le cadre de la politique de mobilité durable menée par le Gouvernement et à contribuer à la satisfaction des besoins de déplacement.

Plus précisément, la mission de base impartie à la Société est double :

- « d'une part, promouvoir le transport ferroviaire sur le réseau belge, offrant ainsi une alternative aux modes de transport moins respectueux de l'environnement ;
- et, d'autre part, garantir un service de qualité optimale de manière à ce que l'évolution du trafic soit plus élevée que l'évolution générale du trafic tous modes confondus. »



Le législateur a fixé les **missions de service public** de l'entreprise publique autonome comme suit :

1. la détention et la gestion de ses participations dans le capital de la SNCB et d'Infrabel ;
2. les activités de sécurité et de gardiennage dans le domaine ferroviaire ;
3. l'acquisition, l'aménagement, l'entretien et la gestion des gares et de leurs dépendances ;
4. la conservation du patrimoine historique relatif à l'exploitation ferroviaire ;
5. les autres missions de service public dont elle est chargée par ou en vertu de la loi.

Le contrat de gestion ne se limite pas à la définition des missions de service public. On y retrouve également les tâches à assurer afin de remplir ces missions.

Pour permettre à la Société d'effectuer les missions de service public qui lui sont dévolues en vertu du contrat de gestion, celle-ci reçoit des subsides de l'Etat fédéral, et dans une moindre mesure des entités fédérées (Régions) dans le cadre de certaines opérations spécifiques. Pour plus d'informations, nous nous référons à la note 23.

### *33.2.3 Services aux administrations*

La Société fournit des services de transport et de télécommunications à l'Etat belge et à différentes administrations de l'Etat belge. Toutes ces transactions s'effectuent dans le cadre de relations normales client/fournisseur à des conditions n'étant pas plus favorables que celles proposées aux autres clients et fournisseurs. Les services fournis à ces administrations ne représentent pas de composante significative des revenus nets de la Société.

## **33.3 Relations entre sociétés du Groupe SNCB**

Dans le cadre de l'exécution du contrat de gestion, la Société est amenée à avoir des relations avec les autres sociétés du Groupe SNCB. Les principales relations sont les suivantes :

- personnel employé par la Société mis à disposition d'Infrabel, de la SNCB et de la SNCB Logistics ;
- prestations de services HR, IT, de trésorerie, de coordination comptable, etc. par la Société au profit d'Infrabel, de la SNCB et de la SNCB Logistics.

## **33.4 Données chiffrées relatives aux relations avec les pouvoirs publics et les sociétés du Groupe SNCB**

Les subsides accordés par les pouvoirs publics sont détaillés à la note 23.

Outre ces subsides, les opérations suivantes ont été réalisées avec des parties liées :

### 33.4.1 Ventes de biens et prestations de services

Les biens sont vendus et les services sont prestés à des conditions normales de marché.

	31/12/2013	31/12/2012
<b>Ventes de biens</b>		
Infrabel	305.486,24	334.433,21
SNCB	0,00	0,00
SNCB Logistics	0,00	0,00
Autres filiales	1.791,66	5.961.480,21
Coentreprises	0,00	0,00
Entreprises associées	0,00	0,00
<b>Ventes de prestations de services</b>		
Infrabel	909.983.086,78	889.437.623,22
SNCB	1.214.887.889,62	1.191.169.902,95
SNCB Logistics	34.307.209,02	29.730.437,44
Autres filiales	46.305.234,71	56.438.955,47
Coentreprises	6.879.312,77	6.656.398,14
Entreprises associées	34.430,49	2.964.004,63
<b>Total</b>	<b>2.212.704.441,29</b>	<b>2.182.693.235,27</b>

### 33.4.2 Achats de biens et de prestations de services

	31/12/2013	31/12/2012
<b>Achats de biens</b>		
Infrabel	0,00	0,00
SNCB	0,00	0,00
SNCB Logistics	0,00	0,00
Autres filiales	0,00	0,00
Coentreprises	0,00	0,00
Entreprises associées	0,00	0,00
<b>Achats de prestations de services</b>		
Infrabel	22.027.724,51	28.487.695,47
SNCB	5.825.039,22	5.246.987,87
SNCB Logistics	3.242.981,63	0,00
Autres filiales	60.854.451,25	88.974.973,58
Coentreprises	357.892,35	309.304,20
Entreprises associées	102.555,26	375.711,86
<b>Total</b>	<b>92.410.644,22</b>	<b>123.394.672,98</b>

Ces prestations de services sont également effectuées à des conditions normales de marché.

### 33.4.3 Créances et dettes envers les parties liées (hors principaux dirigeants) suite à la vente/achat de biens/services

	31/12/2013	31/12/2012
<b>Créances envers parties liées</b>		
Infrabel	92.429.630,28	417.188.226,92
SNCB	1.586.126.785,25	1.645.834.156,43
SNCB Logistics	80.817.686,64	82.057.422,95
Autres filiales	182.970.185,59	140.246.277,83
Coentreprises	21.508.888,25	11.276.109,87
Entreprises associées	2.924,62	1.374.289,08
<b>Total</b>	<b>1.963.856.100,63</b>	<b>2.297.976.483,08</b>
<b>Dettes envers parties liées</b>		
Infrabel	106.127.224,97	393.681.641,62
SNCB	157.530.660,47	210.478.781,41
SNCB Logistics	592.676,87	871.737,01
Autres filiales	145.706.030,08	157.944.124,25
Coentreprises	14.460.105,69	10.074.579,85
Entreprises associées	1.396,18	1.517.140,81
<b>Total</b>	<b>424.418.094,26</b>	<b>774.568.004,95</b>

Ces opérations ont été conclues à des conditions normales de marché.

	31/12/2013	31/12/2012
<b>Pertes de valeur sur trésorerie et équivalents de trésorerie</b>		
Infrabel	0,00	0,00
SNCB	0,00	0,00
SNCB Logistics	0,00	0,00
Autres filiales	0,00	0,00
Coentreprises	0,00	0,00
Entreprises associées	1.084.724,34	2.229.522,26
<b>Total</b>	<b>1.084.724,34</b>	<b>2.229.522,26</b>

Par ailleurs, l'arrêté Royal du 30 décembre 2004 arrêtant la liste des passifs et des actifs transférés par la SNCB unitaire au Fonds de l'Infrastructure Ferroviaire prévoyait le transfert d'actifs pour un montant supérieur à la dette reprise par l'Etat. Une créance sur l'Etat est donc reprise dans les comptes :

	31/12/2013	31/12/2012
<b>Créances envers l'Etat</b>		
Opération Back to Back	527.994.440,40	615.364.638,24
Financement TGV	57.041.829,21	64.843.596,63
Financement matériel RER	448.509.022,16	221.354.097,50
Financement matériel Desiro	107.291.034,99	110.992.435,45
Interventions exploitation	79.676.000,00	79.332.334,15
Interventions investissement	3.289.000,00	10.237.625,76
Gare de Mons (région wallonne)	30.723.365,14	0,00
Autres	1.544.539,75	0,00
<b>Total</b>	<b>1.256.069.231,65</b>	<b>1.102.124.727,73</b>

#### 33.4.4 Garanties données et reçues, engagements pris

	31/12/2013	31/12/2012
<b>Garanties données et engagements pris</b>	152.673.556,96	260.223.160,00
<b>Garanties reçues</b>	28.654.354,97	343.713.899,24

#### 33.4.5 Régimes à prestations définies

La Société est l'employeur unique de l'ensemble du personnel occupé au sein du Groupe SNCB. Quant à Infrabel, SNCB et SNCB Logistics, elles disposent du personnel nécessaire à l'accomplissement de leur mission, mis à leur disposition par la Société. Etant donné qu'il n'y a ni accord contractuel ni politique constante de facturer aux entités individuelles du groupe le coût net des prestations définies mesuré selon IAS 19, le coût net des prestations définies est comptabilisé dans les états financiers individuels de la Société qui est « légalement l'employeur qui finance le régime ». Les autres entités du groupe doivent comptabiliser, dans leurs états financiers individuels, un coût égal à leur cotisation exigible pour la période. Les cotisations sont les suivantes :

	31/12/2013	31/12/2012
<b>Montants facturés pour la mise à disposition du personnel</b>	1.881.824.112,36	1.848.378.899,92

### 33.5 Relations avec les principaux dirigeants

Les administrateurs et les membres des Comités de Direction de la Société sont considérés comme les principaux dirigeants de la Société.

Le montant total des rémunérations aux administrateurs et des membres des Comités de Direction s'élevait à 2.426.193,14 EUR en 2013 et 2.176.436,21 EUR en 2012. Ils n'ont pas reçu de prêts ou d'avances de la part de la Société. Pour la liste des administrateurs et des membres du Comité de Direction nous faisons référence à la note 1.

Ces montants totaux de rémunération des principaux dirigeants comprennent les éléments suivants :

- avantages à court terme : salaire annuel (base et variable) ainsi que les autres avantages salariaux à court terme comme l'assurance médicale, l'usage privé de la voiture de société, ... ainsi que les contributions payées à la sécurité sociale sur ces avantages ;
- indemnités de cessation d'emploi ;
- avantages postérieurs à l'emploi : primes d'assurances payées par la Société. Les primes couvrent essentiellement un plan de pension complémentaire ;
- indemnités de rupture éventuelles.

La rémunération des principaux dirigeants se ventile comme suit :

	31/12/2013	31/12/2012
Salaires et autres avantages à court terme	2.326.092,52	2.083.726,78
Indemnités de cessation d'emploi	0,00	0,00
Avantages postérieurs à l'emploi	100.100,62	92.709,43
Autres avantages à long terme	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>2.426.193,14</b>	<b>2.176.436,21</b>

Aucun prêt n'a été consenti aux principaux dirigeants.

## Note 34 - Honoraires du commissaire

La Société a comptabilisé en 2013 (2012) un montant de 204.769,50 EUR (345.924,51 EUR) relatif aux honoraires des réviseurs d'entreprise de la Société dans le cadre de leurs mandats de commissaire et un montant de 270.089,00 EUR (0,00 EUR) relatif à des missions non-audit prestées par les commissaires et par les sociétés avec lesquelles ils ont un lien de collaboration.

Ce dernier montant est détaillé comme suit :

	31/12/2013		31/12/2012	
	Commissaire	Réseau du commissaire	Commissaire	Réseau du commissaire
Missions d'attestations	204.769,50	0,00	345.924,51	0,00
Missions de conseils fiscaux	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres missions	270.089,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>474.858,50</b>	<b>0,00</b>	<b>345.924,51</b>	<b>0,00</b>

## Note 35 - Evénements postérieurs à la clôture

La loi du 30 août 2013 relative à la réforme des chemins de fer belges a dessiné les grands principes d'une réorganisation structurelle majeure des activités ferroviaires en Belgique.

Les principes fondamentaux de cette réforme consistent à redéfinir les structures et les rôles des 3 sociétés anonymes de droit public au sens de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques que sont la SNCB Holding, Infrabel et la SNCB.

L'objectif poursuivi était de ramener la SNCB, telle que structurée depuis 2005, à deux entreprises publiques autonomes sous la forme de sociétés anonymes de droit public (un gestionnaire de l'infrastructure et une entreprise ferroviaire) qui participeront ensemble, avec l'Etat, dans une filiale de droit public, "HR Rail", qui agira comme l'employeur unique de l'ensemble du personnel.

La transition vers la nouvelle structure a consisté, globalement, en trois opérations qui sont déroulés simultanément et ont sorti leurs effets au 1<sup>er</sup> janvier 2014 :

1. la fusion de la SNCB Holding et de la SNCB via la technique de fusion par absorption de la SNCB par la SNCB Holding,
2. le transfert de certaines activités et des avoirs de la SNCB Holding à Infrabel, par le biais d'une scission partielle, associé au découplage de la participation actuelle de la SNCB Holding dans Infrabel,
3. la constitution de HR Rail en tant que société anonyme de droit public, qui est devenue l'employeur du personnel et dans laquelle ont été apportés les actifs et les passifs de l'activité opérationnelle actuelle « human resources » de la SNCB Holding.

A ces opérations s'ajoute un certain nombre de mesures d'accompagnement, telles que des augmentations de capital et des transferts de certains actifs et passifs.

Aucun autre évènement significatif impactant les comptes financiers de la Société n'a été observé après la date de clôture des comptes.

# 3. RAPPORT DE GESTION



SNCB-Holding  
Comptes annuels 2013  
(selon IFRS)





# Rapport de gestion de la SNCB-Holding établi en application des articles 95 et 96 du Code des Sociétés

Conformément au prescrit des articles 95 et 96 du Code des Sociétés, le Conseil d'Administration a établi un rapport de gestion, visant à donner une information sur les points suivants.

## 1. Evolution des activités et des résultats

### *Référentiel comptable*

Depuis l'exercice 2011, la comptabilité est tenue selon les normes comptables IFRS, conformément à l'article 89 du contrat de gestion conclu entre la SNCB-Holding et l'Etat, mais aussi afin de répondre aux attentes des investisseurs qui assurent, via la SNCB-Holding, le financement du Groupe SNCB.

Les comptes annuels sociaux sont cependant établis selon deux référentiels comptables (normes belges B-GAAP et normes IFRS). La dualité des référentiels conduit à des chiffres différents, étant donné que les règles comptables varient selon les normes appliquées. Le résultat selon IFRS s'élève à € -28,0 millions, mais doit être retraité comme suit pour correspondre au résultat selon B-GAAP (€ +150,8 millions):

- Variations de la juste valeur non actées en B-GAAP (€ -21,4 millions),
- Impôts différés définis par IAS 12 (€ 136,5 millions),
- Annulation en IFRS des provisions financières actées en B-GAAP (€ 42,9 millions),
- Révision de provisions sociales (€ 17,5 millions),
- Autres adaptations IFRS (€ 3,5 millions).

Etant donné que le présent rapport de gestion doit être joint aux comptes déposés auprès de la Banque Nationale de Belgique, lesquels sont établis selon les normes belges, les chiffres mentionnés ci-après ont été donc déterminés selon ce référentiel comptable. Ce sont d'ailleurs ces comptes qui font l'objet du rapport de certification établi par le Collège des Commissaires.

Les comptes sociaux IFRS sont consultables sur le site internet de l'entreprise ([http://www.belgianrail.be/fr/corporate/Publications/rapport\\_annuel.aspx](http://www.belgianrail.be/fr/corporate/Publications/rapport_annuel.aspx))

## EBITDA

Compte de résultats (en Mio€)	2013	2012	Δ	Δ%
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>2.573,3</b>	<b>2.509,1</b>	<b>64,2</b>	<b>2,6%</b>
Chiffre d'affaires	2.613,3	2.469,8	143,5	5,8%
Stock en-cours de fabrication et produits finis et commandes en cours d'exécution	-97,1	2,0	-99,1	N.S.
Production immobilisée	19,7	19,0	0,8	4,0%
Autres produits d'exploitation	37,4	18,3	19,1	N.S.
<b>Charges d'exploitation exclusif amortissements, provisions et pertes de valeur</b>	<b>-2.429,2</b>	<b>-2.383,9</b>	<b>-45,3</b>	<b>1,9%</b>
Approvisionnements et marchandises	-4,8	-1,2	-3,6	N.S.
Services et bien divers	-249,4	-257,9	8,5	-3,3%
Rémunérations, charges sociales, pensions	-2.171,2	-2.121,0	-50,1	2,4%
Autres charges d'exploitation	-3,9	-3,8	0,0	1,1%
<b>EBITDA</b>	<b>144,1</b>	<b>125,1</b>	<b>18,9</b>	<b>15,1%</b>
Amortissements	-75,8	-78,1	2,3	-3,0%
Réductions de valeur sur créances et stocks	0,5	-1,2	1,7	N.S.
Provisions	49,3	-47,6	96,8	N.S.
<b>EBT</b>	<b>118,1</b>	<b>-1,7</b>	<b>119,8</b>	<b>N.S.</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>75,8</b>	<b>-45,9</b>	121,8	N.S.
<i>Produits financiers</i>	241,1	348,1	-107,0	-30,7%
Produits des immobilisations financières	20,2	22,7	-2,6	-11,3%
Produits des actifs circulants	65,6	87,8	-22,3	-25,4%
Autres produits financiers	155,3	237,5	-82,1	-34,6%
<i>Charges financières</i>	165,2	394,0	-228,7	-58,1%
Charges de dettes	191,6	215,9	-24,3	-11,3%
Pertes de valeur	0,3	1,4	-1,0	-77,0%
Autres charges financières	-26,7	176,7	-203,4	N.S.
<b>EBT</b>	<b>194,0</b>	<b>-47,6</b>	<b>241,6</b>	<b>N.S.</b>
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>-43,1</b>	<b>51,2</b>	-94,4	N.S.
Produits exceptionnels	16,7	58,2	-41,5	-71,4%
Charges exceptionnelles	-59,8	-6,9	-52,9	N.S.
<b>Résultat</b>	<b>150,8</b>	<b>3,6</b>	<b>147,2</b>	<b>N.S.</b>
Prélèvements sur réserves immunisées	0,0	88,9	-88,9	N.S.
Impôts sur le résultat	0,0	0	0,0	N.S.
<b>Bénéfice de l'exercice</b>	<b>150,8</b>	<b>92,5</b>	<b>58,3</b>	<b>63,1%</b>

Un des indicateurs essentiels de la performance financière de l'entreprise est l'évolution de son cash flow opérationnel brut, lequel peut être mesuré par l'EBITDA (Earnings Before Interest, Tax, Depreciation and Amortization).

Au 31 décembre 2013, l'EBITDA (B-GAAP) s'élève à € 144,1 millions, contre € 125,1 millions en 2012, soit une augmentation de € 18,9 millions (15,1 %).

Cette amélioration s'explique principalement par:

- une hausse du chiffre d'affaires de € 143,5 millions, allant de pair en grande partie avec une baisse des commandes en cours d'exécution de € 99,1 millions,
- une hausse des charges de personnel globales de € 50,1 millions;
- une hausse des autres produits d'exploitation de € 19,1 millions;
- une réduction des services et biens divers de € 8,5 millions;
- une hausse des approvisionnements et marchandises de € 3,6 millions.

L'amélioration de l'EBITDA de € 18,9 millions est significative, malgré la baisse du chiffre d'affaires relatif aux prestations intragroupe pour les activités d'exploitation.

#### *Autres éléments significatifs du résultat*

Après prise en compte des amortissements (€ -75,8 millions), des réductions de valeur sur créances et stocks (€ +0,5 millions) et des provisions (€ 49,3 millions), le résultat d'exploitation (EBIT) s'élève à € 118,1 millions, soit une amélioration de € 119,8 millions par rapport à 2012 (€ -1,7 millions).

Les résultats financiers sont positifs à hauteur de € 75,8 millions. Ils comprennent d'une part des produits financiers à concurrence de € 241,1 millions, dont € 91,2 millions sont formés par l'amortissement des subsides en capital reçus, et d'autre part des charges financières à concurrence de € 165,2 millions, comprenant notamment les charges nettes d'intérêts relative à la dette dont l'entreprise est responsable selon son 'contrat de gestion' pour un montant de € 82,0 millions.

Le résultat global de l'exercice est positif à concurrence de € 150,8 millions, contre un bénéfice de € 3,6 millions dégagé en 2012, soit une amélioration de € 147,2 millions. Compte tenu des pertes reportées antérieures, il est proposé d'utiliser le résultat de l'exercice à affecter pour apurer ces pertes.

## Bilan

Bilan (en Mio€)	2013	2012	Δ	Δ %
<b>Actif</b>	<b>11.632,8</b>	<b>10.422,7</b>	<b>1.210,1</b>	<b>11,6%</b>
<b>Actif non courants</b>	<b>6.806,8</b>	<b>5.443,3</b>	<b>1.363,5</b>	<b>25,0%</b>
Frais d'établissement	0,0	0,0	0,0	N.S.
Immobilisations incorporelles	105,9	125,1	-19,2	-15,3%
Immobilisations corporelles	2.533,7	1.342,1	1.191,6	88,8%
Immobilisations financières	4.167,2	3.976,1	191,1	4,8%
<b>Actifs courants</b>	<b>4.826,0</b>	<b>4.979,4</b>	<b>-153,4</b>	<b>-3,1%</b>
Créances à plus d'un an	1.603,9	1.492,4	111,5	7,5%
Stocks et commandes en cours d'exécution	42,7	138,2	-95,4	-69,1%
Créances à un an au plus	759,1	1.040,8	-281,7	-27,1%
Trésorerie	2.041,0	1.981,3	59,7	3,0%
Valeurs disponibles	62,7	37,5	25,2	67,2%
Comptes de régularisation et comptes d'attente	316,5	289,2	27,3	9,4%
<b>Passif</b>	<b>11.632,8</b>	<b>10.422,7</b>	<b>1.210,1</b>	<b>11,6%</b>
<b>Capitaux propres</b>	<b>3.381,6</b>	<b>1.909,1</b>	<b>1.472,6</b>	<b>77,1%</b>
Capital	741,8	741,8	0,0	N.S.
Primes d'émission	0,0	0,0	0,0	N.S.
Plus-values de réévaluation	1.223,6	0,0	1.223,6	N.S.
Réserves	0,0	0,0	0,0	N.S.
Bénéfice reporté	-23,9	-174,7	150,8	-86,3%
Subsides en capital	1.440,2	1.342,0	98,2	7,3%
<b>Provisions et impôts différés</b>	<b>882,8</b>	<b>980,1</b>	<b>-97,4</b>	<b>-9,9%</b>
Provisions pour risques et charges	882,8	980,1	-97,4	-9,9%
Passifs d'impôts différé	0,0	0,0	0,0	N.S.
<b>Dettes</b>	<b>7.368,4</b>	<b>7.533,5</b>	<b>-165,1</b>	<b>-2,2%</b>
Dettes à plus d'un an	4.683,1	4.909,6	-226,5	-4,6%
Dettes à un an au plus	2.429,4	2.289,7	139,7	6,1%
Comptes de régularisation et comptes d'attente	255,9	334,2	-78,3	-23,4%

Le total du bilan de la SNCB-Holding s'élève à € 11.632,8 millions, ce qui représente une augmentation de € 1.210,1 millions par rapport à l'année précédente (€ 10.422,7 millions).

La structure bilantaire reste caractérisée par une part importante d'actifs non-courants (€ 6.806,8 millions), représentant essentiellement les immobilisations corporelles (€ 2.533,7 millions) ainsi que les immobilisations financières (€ 4.167,2 millions).

En ce qui concerne plus particulièrement les immobilisations corporelles et incorporelles, la SNCB-Holding a consacré un montant de € 165,1 millions aux

investissements qu'elle a réalisés en 2013, dont € 42,3 millions pour les gares et € 54,0 millions pour les parkings.

La SNCB-Holding détient aussi plusieurs participations, notamment dans la SNCB, Infrabel et SNCB Logistics. La valeur de sa participation dans la SNCB a déjà été ramenée à 0 dans les exercices précédents.

Par ailleurs, dans le cadre de la recherche d'un partenaire stratégique pour SNCB Logistics, cette société a fait l'objet d'une évaluation. En prenant pour hypothèse un coût moyen pondéré du capital (W.A.C.C.) de 8 % et un taux de croissance perpétuel (P.G.R.) de 1,75 %, la valeur de la société est estimée à 24 millions €. Sur cette base, la valeur de la participation de 6,81 % détenue par la SNCB-Holding dans le capital de SNCB Logistics a été corrigée, conduisant à acter une réduction de valeur de 9,8 millions €.

Le reste de l'actif est formé par les actifs courants (€ 4.826,0 millions) qui comprennent entre autres € 1.603,9 millions de créances à plus d'un an et € 2.103,8 millions de placements de trésorerie et équivalents de trésorerie.

Le passif est principalement constitué de € 3.381,6 millions de capitaux propres, de € 882,8 millions de provisions pour risques et charges, de € 4.683,1 millions de dettes à plus d'un an et de € 2.429,4 millions de dettes à un an au plus.

Sur base d'une étude PWC du 5 novembre 2013 intitulée "Projet Station - Analyse des possibilités de réévaluation de certains actifs immobilisés de la SNCB-Holding et de la SNCB", le Conseil d'Administration a constaté que la valeur recouvrable de la CGU Station/Patrimoine de la SNCB-Holding découlant des cash flows futurs actualisés sur base de paramètres financiers appropriés, offre un potentiel de réévaluation limité. De plus, la valeur de nombreux actifs immobiliers (terrains) présente un excédent certain et durable par rapport à leur valeur comptable, compte tenu d'une valeur de réalisation (de marché) prudemment estimée, de sorte qu'indépendamment du niveau de profitabilité de la CGU Station/Patrimoine dans son ensemble, la valeur réévaluée des actifs concernés pourra être récupérée par leur réalisation à des conditions de marché. Les actifs soumis à réévaluation sont utiles à l'activité de la SNCB-Holding (aujourd'hui) et de la New SNCB (demain), que ce soit dans le cadre de la gestion du patrimoine foncier historique de la SNCB ou de la gestion des gares. En outre, leur valeur d'utilité doit être appréciée nécessairement au regard de la mission de service public impartie à la société : la réserve immobilière n'est pas destinée à servir des objectifs de rentabilité de marché mais à contribuer durablement à la réalisation des missions de la SNCB dans une perspective d'équilibre financier. S'agissant d'actifs non amortissables, la réévaluation n'aura pas d'effet direct sur le compte de résultats de l'entreprise.

L'analyse de PWC a utilisé des hypothèses, qui ont été retenues dans le cadre de l'exercice Gramafi (projection de l'impact financier de la restructuration du Groupe SNCB), notamment les cash flows opérationnels et les investissements futurs. Le Conseil d'administration a adopté les conclusions de l'étude PWC et conclut que tant la rentabilité de la CGU Station/Patrimoine que la valeur de réalisation (de marché) des actifs concernés autorisent une réévaluation de ces derniers aux conditions de l'article 57 de l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du Code des Sociétés, compte tenu de la valeur d'utilité de ces actifs pour la société

dans le cadre de sa mission de service public et de son objectif d'équilibre financier global.

Toutefois, après les contrôles de consistance effectués par le Collège des Commissaires, certaines valeurs ont dû être corrigées. La valeur finale de la réévaluation des actifs non-courants s'élève à 1.223,5 €, dont 1.127,0 € pour les terrains, 34,6 € pour la valeur de la participation détenue dans le capital d'Eurostation et 62,0 € pour la valeur de la participation détenue dans le capital d'Eurofima.

Il est important de noter que la dette bilantaire ne peut s'analyser sans jumeler celle-ci à plusieurs actifs (dépôts à terme ou créances) qui lui sont intimement liés, en raison de la structure de certains financements, mais aussi de la fonction de cash-pooling assumée par la SNCB-Holding en faveur du Groupe SNCB. C'est pourquoi la dette fait l'objet d'un calcul spécifique détaillé ci-après.

La dette nette s'élève à € 3.292,3 millions à fin 2013 et cette dette se compose de € 2.566,9 millions d'actifs (€ 1.040,7 millions d'immobilisations financières, € 122,6 millions de produits dérivés et € 1.403,5 millions de trésorerie et d'équivalents de trésorerie), ainsi que de € 5.859,2 millions de passifs (€ 5.664,9 millions de dettes financières et € 194,3 millions de produits dérivés).

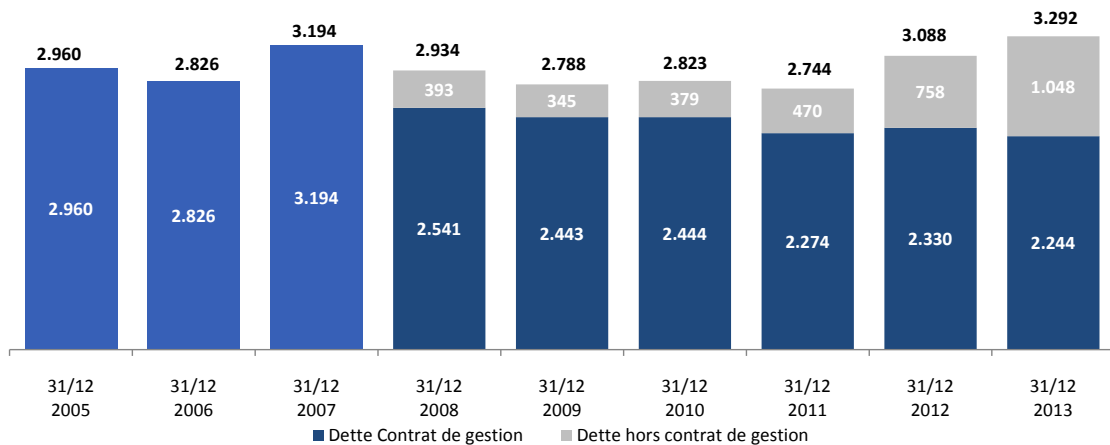
### *Evolution de la dette*

Par dette nette de la SNCB-Holding, il faut entendre la dette contractée auprès des institutions financières telle qu'elle est comptabilisée:

- + les dettes intragroupe portant intérêts;
- les placements de trésorerie intragroupe portant intérêts;
- les opérations "Back-to-Back" conclues avec l'Etat dans le cadre de la reprise de la dette au 1er janvier 2005;
- les valeurs disponibles et les placements de trésorerie auprès d'institutions financières, lorsqu'ils ne sont pas gérés pour compte de tiers (Fonds RER, Liefkenshoektunnel, Fonds des Œuvres Sociales);
- les placements de trésorerie destinés aux remboursements partiels du nominal de la dette contractée auprès des institutions financières;
- les créances portant intérêts relatives aux sociétés intragroupe.

Au cours de l'exercice 2013, la dette nette de la SNCB-Holding a augmenté de € 204,2 millions, passant de € 3.088,1 millions à € 3.292,3 millions. Cette évolution défavorable résulte principalement de l'affectation de moyens destinés au matériel RER et de la libération de capital pour Infrabel ("tekort TGV").

L'article 88 du contrat de gestion conclu avec l'Etat impose une stabilisation de la dette dont la SNCB-Holding est responsable ("dette contrat de gestion"), c'est-à-dire celle faisant abstraction des financements réalisés pour le compte de pouvoirs publics, dans le cadre de contrats où ceux-ci assurent l'amortissement du principal et des intérêts de ces financements ("dette hors contrat de gestion"). Le graphique ci-dessous indique l'évolution de cette dette.



La politique financière prévoit notamment que le rapport entre les taux d'intérêt fixes et variables doit être de 2/3 contre 1/3, avec une marge de manœuvre de  $\pm 5\%$ . A fin décembre 2013, ce rapport fixe/variable s'élevait à respectivement 63,0 % et 37,0 %. Ces ratios s'intègrent donc dans l'intervalle autorisé.

## 2. Evénements importants postérieurs à la date de clôture

La loi du 30 août 2013 relative à la réforme des chemins de fer belges a dessiné les grands principes d'une réorganisation structurelle majeure des activités ferroviaires en Belgique.

Les principes fondamentaux de cette réforme consistent à redéfinir les structures et les rôles des 3 sociétés anonymes de droit public au sens de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques que sont la SNCB-Holding, Infrabel et la SNCB.

L'objectif poursuivi était de ramener le Groupe SNCB, tel que structuré depuis 2005, à deux entreprises publiques autonomes sous la forme de sociétés anonymes de droit public (un gestionnaire de l'infrastructure et une entreprise ferroviaire) qui participeront ensemble, avec l'Etat, dans une filiale de droit public, "HR Rail", qui agira comme l'employeur unique de l'ensemble du personnel.

La transition vers la nouvelle structure a consisté, globalement, en trois opérations qui se sont déroulées simultanément et ont sorti leurs effets au 1<sup>er</sup> janvier 2014:

1. la fusion de la SNCB-Holding et de la SNCB via la technique de fusion par absorption de la SNCB par la SNCB-Holding,
2. le transfert de certaines activités et avoirs de la SNCB-Holding à Infrabel, par le biais d'une scission partielle, associé au découplage de la participation actuelle de la SNCB-Holding dans Infrabel,
3. la constitution de HR Rail en tant que société anonyme de droit public, qui est devenue l'employeur du personnel et dans laquelle ont été apportés les actifs et les passifs de l'activité opérationnelle actuelle "human resources" de la SNCB-Holding.

A ces opérations s'ajoutent un certain nombre de mesures d'accompagnement, telles que des augmentations de capital et des transferts de certains actifs et passifs.

### *L'impact de la réorganisation*

NMBS Holding n'a pas de connaissance de provisions qui devraient être constituées afin de réaliser les effets de synergie suite à la fusion ou à couvrir des charges excédentaires.

### **3. Circonstances susceptibles d'avoir une influence notable sur le développement de la société**

Hormis les circonstances évoquées ci-après au point des risques, il y a lieu de noter qu'actuellement, un nouveau contrat de gestion n'a pas encore été conclu avec l'Etat.

Les travaux préparatoires en vue de l'établissement d'un nouveau contrat de gestion entre la société fusionnée SNCB et l'Etat, ont été entamés.

En attendant, le contrat de gestion 2008-2012 a été prolongé et des règles provisoires ont été fixées pour la période de transition.

Outre les obligations de la SNCB, le contrat de gestion définira également les dotations que la SNCB recevra pour ses missions de service public aux niveaux tant des investissements que de l'exploitation.

Conformément aux directives de son actionnaire principal, le Groupe SNCB a pris des mesures pour réduire le nombre des filiales. Ainsi, des actions concrètes ont été prises pour réduire le périmètre de consolidation du Groupe SNCB en 2013 de 27 entreprises. Pendant l'année 2014, ce mouvement sera prolongé et concernera au moins 5 filiales supplémentaires.

### **4. Activités en matière de recherche et de développement**

La société n'a mené aucune activité significative en matière de recherche et de développement durant l'exercice 2013.

### **5. Succursales**

La SNCB-Holding ne dispose pas de succursales.

### **6. Application des règles de continuité**

Le résultat de l'exercice dégagé par la SNCB-Holding est positif de € 150,8 millions et il faut noter que la société génère, du fait de ses activités, un excédent brut d'exploitation (EBITDA) positif de € 144,1 millions à fin 2013, soit une augmentation de € 18,9 millions par rapport à 2012. Ce montant permet largement de couvrir les charges financières liées à la dette "contrat de gestion" (€ 82,0 millions).



Le rating de la SNCB-Holding est stable depuis sa dégradation en 2011, par les agences de notation Moody's (de Aa1 à A1) et Standard & Poor's (de AA à A+, avec perspective "négative"). Depuis lors, ces ratings ont été confirmés à plusieurs reprises, la dernière fois le 20 novembre 2013 par Moody's et le 15 novembre 2013 par Standard & Poor's.

Conformément aux obligations découlant de l'article 109 du Contrat de gestion, le Conseil d'administration de la SNCB-Holding suit avec attention soutenue l'évolution de la situation financière de la SNCB, dès lors que cette dégradation risque de mettre en péril l'équilibre financier de l'ensemble du Groupe et, simultanément, de compromettre la réalisation des objectifs du contrat de gestion.

## 7. Reporting et contrôle

Chaque mois, un rapport d'activités est établi par le service Trésorerie de la Direction Finance à l'intention du directeur général Finance, du directeur adjoint Finance, de la Comptabilité, de l'Audit Interne et du Collège des Commissaires.

Chaque année, la Direction Finance fait rapport sur les activités financières au Comité de Direction, au Comité d'Audit et au Conseil d'Administration, dans le cadre de la présentation des états financiers.

Chaque semestre, le service Trésorerie de la Direction Finance établit un rapport concernant l'analyse des conséquences de la crise du crédit pour la SNCB-Holding, destiné au Comité de Direction, au Comité d'Audit et au Conseil d'Administration.

Par ailleurs, l'Audit Interne est chargé de contrôler le respect de la politique financière définie par l'entreprise, en particulier l'utilisation des produits dérivés, ainsi que l'exactitude des rapports.

Eu égard à la réglementation interne en vigueur concernant la gestion et la réduction des risques, il est clair que les contrats existants en matière de produits dérivés n'auront qu'un impact marginal sur les risques de prix, de crédit, de liquidité et de cash flow de la société.

Trimestriellement, ces risques sont évalués à leur valeur de marché et les provisions nécessaires sont constituées ou reprises.

Conformément à l'article 67 du contrat de gestion avec l'Etat, la Direction Finance fait rapport périodiquement au sujet de l'utilisation des moyens financiers du Fonds RER auprès de la D.G.T.T. et au Ministre des Entreprises Publiques.

Concernant la gestion du Fonds des Investissements Ferroviaires, la Direction Finance remet au Gouvernement fédéral un rapport spécifique (en application de l'arrêté royal du 21 décembre 2013) concernant le versement sur le compte du Fonds des Investissements Ferroviaires des moyens financiers pour les investissements qui n'ont pas été utilisés par le Groupe SNCB en 2013.

Les moyens que la SNCB-Holding gère pour le LiefkensHoek Rail Link (sous la supervision de la Région flamande) et pour la Région flamande dans le cadre du projet d'aménagement de Malines, font également l'objet d'un rapport spécial à la Région flamande.

## **8. Risques et incertitudes liés à l'utilisation d'instruments financiers et à la situation financière de la société**

Dans le cadre du financement de sa dette et de la conclusion de diverses transactions de financement alternatif, la SNCB-Holding mène une gestion active en vue de maîtriser certains risques, notamment de liquidité, de change, d'intérêt et de crédit. A cet effet, elle a arrêté une politique financière, approuvée par le Conseil d'Administration, par laquelle cette gestion des risques est fortement réglementée. Pour couvrir les risques de change et d'intérêt, on peut utiliser des produits dits "dérivés", à savoir les swaps, forward rate agreements, options, contrats de change à terme et futures ayant comme sous-jacents un taux d'intérêt, l'inflation, un taux de change, des produits énergétiques (e.a. le gasoil pour la traction diesel et l'électricité de traction) ou un crédit.

Ces opérations sont comptabilisées suivant les normes IAS 32 et 39 pour les comptes publiés en "full IFRS", et conformément à la législation comptable belge pour les comptes publiés en Belgian GAAP.

Pour la conclusion de transactions de couverture, il faut préalablement consulter trois contre-parties.

Les opérations de trading sont exclues.

La politique financière mentionnée ci-dessus est aussi d'application pour les moyens financiers du Fonds RER que la SNCB-Holding gère en nom et en place de l'Etat.

### ***Risque de liquidité***

Lorsque des financements sont contractés, on tient compte de l'évolution prévue des cash flows futurs, dans le but de niveler et de réduire au mieux les soldes de trésorerie. Les placements et les emprunts doivent être alignés les uns sur les autres de façon à limiter au maximum les risques au niveau interne.

Par ailleurs, le risque de liquidité est couvert par un étalement des échéances de la dette dans le temps. Ainsi, 20% au maximum de l'en-cours de la dette peut venir à échéance dans la même année, avec un maximum de 10% de la dette par trimestre. Pendant l'exercice 2012, une exonération a été obtenue de la part du Conseil d'Administration, laquelle concerne l'émission de la première tranche de 500 millions € dans le cadre du nouveau programme EMTN.

### ***Risque de change***

Toute opération d'endettement, même à court terme, qui génère un risque de change, doit être immédiatement et intégralement couverte en euro (principal et intérêts) par l'utilisation de produits dérivés.

La position couverte peut être assortie d'un taux d'intérêt flottant ou fixe.

### *Risque de taux d'intérêt*

Les méthodes de travail pour limiter les risques de liquidité sont également appliquées pour couvrir les risques de taux d'intérêt.

L'objectif est que la part de la dette à taux fixe représente 2/3 de la dette nette à long terme. Ce rapport peut être adapté en fonction des conditions du marché, moyennant le respect des procédures fixées.

Les préfinancements contractés par la SNCB-Holding pour le projet TGV, pour le matériel RER et pour l'achat des locomotives de série 18, qui ont fait l'objet de couvertures, ne sont pas pris en compte dans le calcul du ratio.

### *Risque de crédit*

Les placements doivent avoir un caractère de prêt et ne peuvent pas se faire en capital à risque. Ils sont soumis à des critères stricts de rating minimum des contre-parties, en fonction de la durée du placement.

On a également fixé des montants maximum par contre-partie. Ces limites ne sont toutefois pas applicables aux placements et instruments qui bénéficient d'un rating AAA/Aaa ou qui sont émis ou garantis par l'Etat belge, la Communauté flamande, la Région wallonne, la Fédération Wallonie-Bruxelles et la Région de Bruxelles-Capitale.

Pour les produits dérivés, le risque de crédit vis-à-vis des contre-parties doit être réparti et couvert systématiquement par la conclusion de contrats CSA (Crédit Support Annex). Dans le cadre de contrats de ce type, on calcule régulièrement quel montant net devrait être payé soit par la SNCB-Holding, soit par la contre-partie, en cas de terminaison immédiate de l'en-cours intégral des produits dérivés conclus avec celle-ci.

Par le recours aux CSA, le risque est limité à un montant maximum qui varie en fonction du rating de chaque partie. Une dégradation continue du rating de la SNCB-Holding aura comme conséquence que des montants considérables devront être mis en dépôt auprès des contre-parties conformément aux dispositions de ces CSA conclus.

Au cas où le rating d'une banque descendrait sous BBB+/Baa, les contrats avec cette banque doivent être transférés à une autre banque bénéficiant d'un rating plus élevé.

Quant aux contre-parties ayant reçu un "negative credit watch", aucune opération nouvelle ne peut être conclue pendant la période de "negative credit watch".

## Préfinancements et cofinancements régionaux

La convention de coopération entre l'Etat, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale se rapportant au plan d'investissement pluriannuel 2001-2012 de la SNCB (alors unitaire) prévoit:

- Le préfinancement de projets d'infrastructure d'intérêt régional, par lequel les montants préfinancés sont remboursés par l'Etat fédéral et les charges d'intérêt sont supportées par la Région concernée;
- Le cofinancement de travaux concernant d'importants investissements ferroviaires, par lequel le coût du préfinancement (capital et intérêts) est intégralement remboursé par la Région concernée.

Les préfinancements suivants ont cours au 31 décembre 2013:

- Travaux d'infrastructure ferroviaire dans le port de Zeebrugge, investissements sur la partie localisée de l'axe Bruxelles-Luxembourg et travaux d'infrastructure ferroviaire dans le port de Bruxelles (accord du 5 décembre 2006) via un accord de préfinancement avec la SNCB-Holding;
- Construction de la liaison Liefkenshoek dans le port d'Anvers (DBFM – accord du 5 novembre 2008) via un partenariat public-privé;
- Construction d'un parking à Louvain-la-Neuve (accord du 2 juin 2009) via un préfinancement avec la SNCB-Holding,

ainsi que les cofinancements suivants:

- Construction d'une nouvelle voirie de désenclavement en vue de l'amélioration de l'accessibilité des abords de la gare de Malines, ainsi que réaménagement des espaces publics (accord du 19 décembre 2008) via un contrat de financement avec la SNCB-Holding;
- Intégration d'une gare routière dans la future gare de Mons (accord du 1<sup>er</sup> mars 2010) ainsi que dans la gare actuelle de Namur (accord du 4 septembre 2012) par un contrat de financement avec la SNCB-Holding.

Des 6 projets de préfinancement prévus initialement, seul l'accord concernant la construction d'une nouvelle gare à l'aéroport de Gosselies n'a pas encore été signé.

Une convention de coopération a été conclue le 14 décembre 2010 pour la réalisation d'un projet concernant la gare d'Ostende.

## Transactions avec des parties liées effectuées dans des conditions autres que celles du marché

En application de l'Arrêté Royal du 10 août 2009, la SNCB-Holding est appelée à communiquer des informations complémentaires au sujet des transactions significatives avec des parties liées effectuées dans des conditions autres que celles du marché, notamment avec des sociétés qui remplissent plus d'un critère visé à l'article 16, §1<sup>er</sup>, alinéa premier du Code des Sociétés.

Bien que les transactions avec la SNCB ne soient pas couvertes par les dispositions de l'Arrêté dès lors que la SNCB-Holding en est l'actionnaire unique, il convient de

noter que les transactions avec celle-ci sont soit effectuées à prix de revient (en particulier le détachement du personnel), soit font l'objet de contrats intragroupe (conclus ou en voie de conclusion) qui ont fait l'objet de négociations approfondies entre entités, sur base de références de marché dès lors que celles-ci étaient disponibles. Pour certains contrats de sous-leasing de matériel roulant, conclus au moment de la mise en place de la nouvelle structure du Groupe SNCB au 1<sup>er</sup> janvier 2005, aucune référence de marché n'était, et n'est, toutefois disponible.

En ce qui concerne Infrabel, dont la SNCB-Holding détenait 93,66 % des actions et 20% moins une action des droits de vote, aucune transaction n'est effectuée dans des conditions autres que celles du marché. En effet, les transactions pour lesquelles la SNCB-Holding est fournisseur, sont soit effectuées à prix de revient (en particulier le détachement du personnel) soit font l'objet de contrats intragroupe (conclus ou en voie de conclusion) qui ont fait l'objet de négociations approfondies entre entités, sur base de références de marché dès lors que celles-ci étaient disponibles. De même, les transactions où Infrabel est fournisseur, sont soit effectuées à prix de revient (en particulier la fourniture d'électricité) soit font l'objet de contrats intragroupe (conclus ou en voie de conclusion) qui ont fait l'objet de négociations approfondies entre entités, sur base de références de marché, dès lors que celles-ci étaient disponibles.

Aucune transaction significative n'est effectuée avec d'autres filiales ou sous-filiales dont la SNCB-Holding n'est pas, directement ou indirectement, entièrement propriétaire.

A titre de prudence, il est précisé également qu'aucune transaction significative n'est effectuée à des conditions autres que celles du marché avec des entreprises dont l'Etat, actionnaire à 99,9% de la SNCB-Holding, n'est pas, directement ou indirectement, entièrement propriétaire. Aucune transaction significative n'a non plus été effectuée à des conditions autres que celles du marché avec les membres des organes de gestion et de direction et les personnes qui leur sont liées.

## Corporate Governance

Les statuts de la SNCB-Holding sont fortement influencés par son statut juridique de Société anonyme de droit public. A ce titre, la SNCB-Holding est en premier lieu soumise à la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques. Pour les matières non visées par cette loi, elle est soumise au code des sociétés.

Dans le monde qui est le nôtre, la Corporate Gouvernance constitue un enjeu majeur et requiert la plus grande attention et les règles les plus transparentes. La SNCB-Holding, en tant qu'entreprise publique, s'inscrit résolument dans ce mouvement de responsabilisation, de meilleure gestion et de meilleur contrôle de ses activités. En raison de ses missions de service public, la responsabilité sociétale de la SNCB-Holding se trouve directement engagée vis-à-vis de son actionnaire de référence – l'Etat – et de ses clients: les citoyens qui prennent le train.

### *Déclaration de gouvernance d'entreprise*

En ce qui concerne les règles de gouvernance d'entreprise, la SNCB-Holding se conforme au code de référence imposé par l'arrêté royal du 6 juin 2010 (M.B. du 28 juin 2010, p. 39622 et s.), sauf dispositions contraires de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques.

Pour mener à bien ses missions, la SNCB-Holding s'appuie non seulement sur son Conseil d'Administration, mais également sur trois comités spécialisés, le Comité d'Audit, le Comité de Nominations et de Rémunération et le Comité Stratégique, ainsi que le Comité de Direction ou encore d'autres comités ou commissions de concertation tels que :

- le Comité de Pilotage
- la Commission Paritaire Nationale
- le Comité des trois CEO
- la Cellule stratégique

Sans oublier les organes de contrôle comme le Commissaire du Gouvernement ou le Collège des Commissaires.

Pour une description plus détaillée de la structure de gestion et des règles de fonctionnement des organes de gestion, il est renvoyé à la Charte de Corporate Governance publiée sur le site internet de la SNCB-Holding ([www.sncb-holding.be](http://www.sncb-holding.be)).

### **Dérogation au Code belge de gouvernance d'entreprise 2009**

La SNCB-Holding se conforme aux principes et dispositions du Code belge de gouvernance d'entreprise 2009, à l'exception des dispositions 4.1, 4.2, 4.6 et 4.7.

Les dispositions 4.1 et 4.2 stipulent que le Conseil d'Administration établit des procédures de nomination et des critères de sélection pour les administrateurs et que c'est le président ou un autre administrateur non exécutif qui conduit le processus de nomination, cependant, l'article 162 bis §2 de la loi de 1991 stipule que le Roi nomme un nombre d'administrateurs proportionnel aux droits de vote attachés aux actions détenues par l'Etat. L'Etat Belge étant actionnaire à 99,998 %, tous les administrateurs sont nommés par le Roi, en fonction de la complémentarité de leurs compétences.

La disposition 4.6 stipule que les mandats des administrateurs ne doivent pas excéder quatre ans, alors que, conformément à l'article 162 bis §3 de la loi de 1991, les mandats des administrateurs de la SNCB-Holding ont une durée de 6 ans.

La disposition 4.7 stipule que le président est nommé par le Conseil; l'article 162 bis §5 prévoit, en revanche, que le président est nommé par le Roi.

### ***SNCB-Holding : composition des organes de gestion et de contrôle en 2013***

#### **Conseil d'Administration**

##### **Jusqu'au 14 octobre 2013**

Président : Jean-Claude FONTINOY  
Administrateur Délégué : Jannie HAEK  
Administrateurs : Eddy BRUYNINCKX, Catherine GERNAY, Luc JORIS, Paul MATTHYS, Lieve SCHUERMANS, Magali VERDONCK, Marianne VERGEYLE, Jacques ETIENNE

##### **A partir du 14 octobre 2013**

Président : Jean-Claude FONTINOY  
Administrateur Délégué : Jannie HAEK (jusqu'au 13 novembre 2013), Jo Cornu (à partir du 13 novembre 2013)  
Administrateurs : Eddy BRUYNINCKX, Valentine DELWART, Luc JORIS, Kris LAUWERS, Valérie LEBURTON, Renaud LORAND, Saskia SCHATTEMAN et Dirk STERCKX

#### **Comité de Direction**

Président : Jannie HAEK (jusqu'au 13 novembre 2013), Jo Cornu (à partir du 13 novembre 2013)  
Directeurs Généraux : Michel ALLE (Finance)  
Vincent BOURLARD (Stations),  
Michel BOVY (Strategy & Coordination) (jusqu'au 20 décembre 2013)  
Sven AUDENAERT (Human Resources)

### Comité d'Audit

La composition du Comité d'audit est telle que les compétences multiples requises pour une entreprise publique de la taille de la SNCB-Holding y sont réunies.

#### **Jusqu'au 14 octobre 2013**

Présidente : Lieve SCHUERMANS  
Membres : Eddy BRUYNINCKX, Catherine GERNAY, Magali VERDONCK

#### **Du 14 octobre 2013 au 16 décembre 2013**

Président : Renaud LORAND  
Membres : Eddy BRUYNINCKX, Valentine DELWART, Kris LAUWERS

#### **A partir du 16 décembre 2013**

Président : Dirk STERCKX  
Membres : Valentine DELWART, Kris LAUWERS, Renaud LORAND

### Comité de Nominations et de Rémunération

#### **Jusqu'au 14 octobre 2013**

Président : Jean-Claude FONTINOY  
Membres : Jannie HAEK, Luc JORIS, Marianne VERGEYLE

#### **Du 14 octobre 2013 au 16 décembre 2013**

Président : Jean-Claude FONTINOY  
Membres : Jannie HAEK (jusqu'au 13 novembre 2013), Jo CORNU (à partir du 13 novembre 2013), Luc JORIS, Dirk STERCKX

#### **A partir du 16 décembre 2013**

Président : Jean-Claude FONTINOY  
Membres : Jo CORNU, Luc JORIS, Eddy BRUYNINCKX

### Comité Stratégique

Président : Jannie HAEK (jusqu'au 13 novembre 2013), Jo CORNU (à partir du 13 novembre 2013)  
Membres : Les 9 autres administrateurs  
Les 4 directeurs généraux  
Les représentants des organisations syndicales :  
Michel ABDISSI (jusqu'au 14 juin 2013), Dominique DALNE (jusqu'au 18 octobre 2013), Rudi DILS (à partir du 14 juin 2013), Jean-Pierre GOOSSENS (jusqu'au 14 juin 2013), Gerard HUSSON (à partir du 18 octobre 2013), Luc PIENS, Serge PITELJON, Michel PRAILLET (à partir du 14 juin 2013), Rudy VERLEYSSEN (à partir du



14 juin 2013), Marcel VERTONGEN (jusqu'au 14 juin 2013)

### Comité de Pilotage

Président : Jannie HAEK (jusqu'au 13 novembre 2013), Jo CORNU (à partir du 13 novembre 2013)  
Membres : Marc DESCHEEMAECCKER (jusqu'au 13 novembre 2013), Luc LALLEMAND, Luc PIENS, Michel ABDISSI, Jean-Pierre GOOSSENS

### Commission Paritaire Nationale

Président : Jean-Claude FONTINOY  
Délégation du Groupe SNCB : Jannie HAEK (jusqu'au 13 novembre 2013), Jo CORNU (à partir du 13 novembre 2013), Michel ALLE, Michel BOVY, Sven AUDENAERT, Luc LALLEMAND, Luc VANSTEENKISTE, Eddy CLEMENT (jusqu'au 1er novembre 2013), Marc DESCHEEMAECCKER (jusqu'au 13 novembre 2013), Sabin S'HEEREN, Richard GAYETOT  
Délégation des organisations du personnel reconnues : Pierre LEJEUNE, Serge PITELJON, Rudy VERLEYSSEN, Michel PRAILLET, L. SEMPELS, Claude DESCHAEPMEESTER, I. BERTRAND, Luc PIENS, Gérard HUSSON, P. VANDERBORGHT

### Commissaire du Gouvernement

Olivier VANDERIJST

### Collège des Commissaires pour le contrôle des comptes statutaires

Président : Philippe GOSSART  
Membres : Ignace DESOMER, Michel de FAYS, Ria VERHEYEN

### Commissaires-réviseurs pour le contrôle des comptes consolidés du consortium SNCB-Holding - Infrabel

Ria VERHEYEN au nom de la S.C.R.L. Grant Thornton et Philippe GOSSART au nom de la S.C.R.L. Mazars réviseurs d'entreprises

## Conseil d'Administration

### Composition

Le Conseil est composé de 10 membres, en ce compris l'administrateur délégué. Un tiers de ses membres au minimum doivent être de l'autre sexe (article 162 bis §1 de la loi du 21 mars 1991). La parité linguistique est respectée.

Le Roi nomme, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, un nombre d'administrateurs proportionnel aux droits de vote attachés aux actions détenues par l'Etat (article 162 bis §2 alinéa 1 de la loi du 21 mars 1991). Tous les administrateurs ont été nommés par le Roi.

Par arrêté royal du 14 octobre 2013, une nouvelle composition a été donnée au Conseil d'Administration de la SNCB-Holding. En vue de la réforme du Groupe SNCB, la composition des Conseils d'Administration de la SNCB-Holding et de la SNCB a été rendue totalement identique à partir du 14 octobre 2013. Cette composition est également celle du Conseil d'Administration de la nouvelle SNCB à partir du 1er janvier 2014.

Le mandat de tous les administrateurs a pris cours au 14 octobre 2013 pour un terme de six ans.

### Fonctionnement

#### Fréquence des réunions

L'article 10 des statuts stipule que le Conseil se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, et, au moins, quatre fois par an.

**Durant l'année 2013, le Conseil s'est réuni 15 fois.**

Dans les cas exceptionnels, dûment justifiés par l'urgence et l'intérêt social (sauf cas exclus par la loi), les décisions du Conseil d'Administration peuvent être prises par consentement unanime des administrateurs, exprimé par écrit.

**Cette procédure a été utilisée une fois en 2013.**

### Compétences

Le Conseil d'Administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de l'entreprise publique.

Le Conseil contrôle la gestion assurée par le Comité de Direction. Le Comité de Direction fait régulièrement rapport au Conseil.

Le Conseil, ou son président, sans préjudice des pouvoirs lui conférés par l'article 18 §5 (de la loi du 21 mars 1991) peut, à tout moment, demander au Comité de Direction un rapport sur les activités de l'entreprise ou sur certaines d'entre elles.

En plus des dossiers récurrents, le Conseil d'Administration a, en 2013, pris des décisions sur et assuré le suivi d'un certain nombre de dossiers importants :

- le suivi de la réforme du Groupe SNCB;
- le suivi de la situation financière du Groupe SNCB et de la stabilisation de la dette;
- le plan pluriannuel d'investissement 2013-2025;
- le suivi de l'évolution de l'effectif de personnel du Groupe SNCB;
- le suivi de la réforme de SNCB Logistics;
- le suivi des grands projets de gares.

## **Comité d'Audit**

### **Fonctionnement**

#### **Fréquence des réunions**

Le Comité se réunit à intervalles réguliers. Le président du Comité peut convoquer des réunions spéciales afin que le Comité puisse mener à bien sa mission.

Les administrateurs qui ne sont pas membres du Comité d'Audit peuvent, s'ils le souhaitent, assister aux réunions et, le cas échéant, ils bénéficient des jetons de présence qui y sont liés.

**Durant l'année 2013, le Comité d'Audit s'est réuni 14 fois.**

### **Compétences**

Le Comité d'Audit assume les tâches que lui confie le Conseil d'Administration. En outre, il a pour mission d'assister le Conseil d'Administration par l'examen d'informations financières, notamment les comptes annuels, le rapport de gestion et les rapports intermédiaires. Il s'assure également de la fiabilité et de l'intégrité des rapports financiers en matière de gestion des risques.

Les principaux sujets examinés en 2013 par le Comité d'Audit concernent :

- le suivi de la réforme du Groupe SNCB;
- le suivi de la situation financière du Groupe SNCB et de la stabilisation de la dette;
- le suivi de la crise du crédit;
- le suivi des recommandations formulées par l'Audit Interne et des plans d'action convenus entre ce dernier et le management opérationnel;
- le programme d'activités 2014 de l'Audit Interne et plus particulièrement les missions d'audit à réaliser;
- le suivi des facturations intragroupe;
- le suivi du rating de la SNCB-Holding;
- la gestion et le contrôle des marchés/contrats au sein de la SNCB-Holding;
- le suivi de la situation financière de SNCB Logistics;
- le suivi des filiales.

## **Comité de Nominations et de Rémunération**

L'existence du Comité de Nominations et de Rémunération est prévue par la loi du 21 mars 1991 à l'article 161 ter.

### **Fonctionnement**

#### **Fréquence des réunions**

Le Comité se réunit aussi souvent que l'exige l'intérêt de la Société.

**En 2013, le Comité de Nominations et de Rémunération s'est réuni 9 fois.**

### **Compétences**

Le Comité rend un avis sur les candidatures proposées par l'administrateur délégué en vue de la nomination des membres du Comité de Direction.

Il fait des propositions au Conseil au sujet de la rémunération et des avantages accordés aux membres du Comité de Direction et aux cadres supérieurs et suit ces questions de manière continue.

Il assume également les tâches que le Conseil d'Administration lui confie.

## **Comité Stratégique**

Ce Comité a été créé par la loi du 22 mars 2002 modifiant la loi du 21 mars 1991 (article 161 ter §§ 1, 5, 5bis, 6 et 7 de la loi du 21 mars 1991). Ce Comité a été installé le 20 décembre 2002.

### **Fonctionnement**

#### **Fréquence des réunions**

Ce Comité se réunit chaque fois que des décisions doivent être prises par le Conseil dans les matières stratégiques pour lesquelles l'avis préalable du Comité est requis, ainsi que chaque fois qu'il faut discuter du contrat de gestion.

**En 2013, le Comité Stratégique s'est réuni 9 fois.**

### **Compétences**

Sans préjudice des compétences conférées au Conseil et au Comité de Direction, le Comité Stratégique est compétent pour :

- rendre un avis préalable à la conclusion du contrat de gestion de l'entreprise et assurer le suivi de l'exécution de ce contrat de gestion,
- rendre un avis préalable aux décisions du Conseil sur toutes les mesures susceptibles d'influencer l'emploi à moyen et à long terme,

- rendre un avis préalable aux décisions du Conseil en matière de stratégie générale de l'entreprise, de filiales, de processus de fusions et acquisitions, de politique générale de personnel et d'investissements, du plan d'entreprise, de l'évolution des finances et des budgets annuels, et de la défense de la position concurrentielle à condition que ces décisions aient un impact à long terme.

Le Comité Stratégique a notamment été consulté pour les dossiers suivants :

- les comptes annuels de la SNCB-Holding et les comptes annuels consolidés 2012;
- les comptes trimestriels 2013;
- l'amendement du budget d'investissement 2013;
- le plan pluriannuel d'investissements 2013-2025;
- le budget d'investissement 2014 de la SNCB-Holding

## **Comité de Direction**

L'administrateur délégué est nommé par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, pour un terme renouvelable de 6 ans (article 162 quater de la loi du 21 mars 1991).

Le Conseil d'Administration nomme les membres du Comité de Direction sur proposition de l'administrateur délégué et après avoir pris l'avis du Comité de Nominations et de Rémunération (article 162 quater de la loi du 21 mars 1991).

Tous les membres du Comité de Direction remplissent au sein de la SNCB-Holding, ou pour la représentation de celle-ci, des fonctions de plein exercice (article 162 quater de la loi du 21 mars 1991).

### **Fonctionnement**

#### **Fréquence des réunions**

Les réunions du Comité de Direction se tiennent en principe chaque semaine, d'ordinaire le lundi.

**En 2013, le Comité de Direction s'est réuni 49 fois**

### **Compétences**

Le Comité de Direction est chargé de la gestion journalière et de la représentation en ce qui concerne cette gestion, de même que de l'exécution des décisions du Conseil d'Administration.

Les membres du Comité de Direction forment un collège. Ils peuvent se répartir les tâches.

## **Comité de Pilotage**

Le Comité de Pilotage a été constitué à la SNCB par l'Assemblée Générale du 28 mai 2004. Il est un organe statutaire compétent pour accompagner le développement des nouvelles structures, les plans d'entreprise et les problèmes de gestion opérationnelle.

## Fréquence des réunions

Le Comité se réunit au moins une fois par mois. Il peut être convoqué par tout membre ou par le Comité de Direction de la SNCB-Holding. Celui-ci ou tout membre peut mettre des points à l'ordre du jour (article 25 des statuts).

### Les principaux sujets examinés en 2013 par le Comité de Pilotage concernent :

- La réforme du Groupe SNCB ;
- L'évolution du personnel ;
- La ponctualité du trafic ferroviaire et la qualité du service ;
- L'évaluation de l'accord relatif aux interruptions de travail.

## Comité des 3 CEO's

Le Comité des 3 CEO est l'organe constitué des administrateurs délégués des trois sociétés et présidé par l'administrateur délégué de la SNCB-Holding. Il prépare notamment les réunions du Comité de Pilotage et coordonne les projets qui concernent l'ensemble du Groupe.

## Commission Paritaire Nationale

### Points traités

- interruption de la carrière professionnelle, congé palliatif, congé parental et soins pour un membre du ménage ou de la famille qui est gravement malade;
- changement au RGDG 06 – Bien-être au travail;
- adaptation des programmes des épreuves de sélection;
- allocation pour travaux spéciaux;
- règlement général des relations syndicales;
- convention d'immersion professionnelle dans le cadre de la formation en alternance;
- avis quant à l'utilisation de l'internet, de l'e-mail et des espaces de stockage informatique professionnels;
- aperçu de la réforme du Groupe SNCB et de l'introduction des nouvelles structures;
- 4ème avenant aux contrats de gestion pour la période 2008-2012 entre l'Etat belge et les trois sociétés du Groupe SNCB;
- règlement général des relations syndicales.

**Il y a eu 7 réunions de la Commission Paritaire Nationale en 2013.**

## Commissaire du Gouvernement

L'article 162 nonies de la loi du 21 mars 1991 dit : « La SNCB-Holding est soumise au pouvoir de contrôle du Ministre ayant les chemins de fer dans ses attributions. Ce contrôle est exercé à l'intervention d'un commissaire du Gouvernement, nommé et révoqué par le Roi, sur la proposition du Ministre concerné. »

Le commissaire est invité à toutes les réunions du Conseil d'Administration, du Comité de Direction, du Comité Stratégique, sa voix est consultative. En outre, il participe avec voix consultative aux réunions du Comité d'Audit.

## **Collège des Commissaires**

L'article 25 §1 de la loi du 21 mars 1991 dit : « Le contrôle de la situation financière, des comptes annuels et de la régularité, au regard de la loi et du statut organique, des opérations à constater dans les comptes annuels, est confié, dans chaque entreprise publique autonome, à un Collège des Commissaires. »

Le Collège est composé de quatre membres dont deux sont nommés par la Cour des Comptes parmi ses membres et les deux autres sont nommés par l'Assemblée Générale parmi les membres de l'Institut des Réviseurs d'entreprises.

L'Assemblée Générale de la SNCB-Holding du 31 mai 2011 a désigné la ScCRL PKF Bedrijfsrevisoren<sup>1</sup> et la ScCRL Mazars Réviseurs d'entreprises pour une période de trois ans, reconductible une fois pour trois ans. La société Mazars est représentée par M. Philippe GOSSART et la société PKF par Mme Ria VERHEYEN.

## ***Rapport de Rémunération***

### **Rémunération des membres du Conseil d'Administration**

L'article 162 quinquies de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économique stipule en son §2 que l'Assemblée Générale détermine la rémunération des membres du Conseil d'Administration.

L'Assemblée Générale du 31 mai 2006 a fixé les principes, exposés ci-dessous, afin de déterminer les rémunérations des administrateurs à l'exception de l'administrateur délégué qui ne perçoit pas de rémunération ou de jetons de présence comme membre du Conseil d'Administration et des Comités.

Le calcul de la rémunération des administrateurs n'a pas changé en 2013.

La rémunération brute du président se compose d'une partie annuelle fixe qui s'élève à € 39.200 et d'une partie variable constituée par les jetons de présence aux réunions. Ces jetons sont de :

- € 500 par Conseil;
- € 400 par Comité auquel il participe.

En outre, il perçoit une indemnité annuelle pour frais de fonctionnement de € 2.400 et a une voiture de service à sa disposition.

La rémunération brute des autres administrateurs se compose d'une partie annuelle fixe de € 13.600 et d'une partie variable constituée par les jetons de présence. Ces jetons sont de :

- € 500 par Conseil;
- € 400 par réunion des autres Comités.

---

<sup>1</sup> Depuis le 1er février 2013, le bureau PKF représente le réseau de Grant Thornton.

En outre, ils perçoivent une indemnité annuelle pour frais de fonctionnement de € 1.200.

La présence aux réunions est une condition nécessaire à l'obtention du jeton de présence.

Les administrateurs ne perçoivent pas de rémunération basée sur les résultats tels des primes ou des plans d'intéressement à long terme, ni des avantages en nature, ni des avantages liés aux plans de pension.

Des modifications aux rémunérations des membres non exécutifs du Conseil d'Administration ne sont pas envisagées.

<i>Nom</i>	<i>Rémunération brute des administrateurs (hors indemnité pour frais de fonctionnement)</i>
	<i>Conseil et Comités de la SNCB-Holding (€)</i>
J-C. FONTINOY	58.700
E. BRUYNINCKX	23.866
P. MATTHYS	19.575
L. JORIS	29.066
C. GERNAY	20.775
L. SCHUERMANS	15.837
M. VERDONCK	20.775
M. VERGEYLE	19.175
J. ETIENNE	17.175
V. DELWART	4.878
K. LAUWERS	6.833
R. LORAND	5.533
V. LEBURTON	5.562
S. SCHATTEMAN	4.028
D. STERCKX	4.297

#### Rémunération des membres du Comité de Direction



La procédure suivie en vue de fixer la rémunération des membres du Comité de Direction est conforme à l'article 161 ter, §4, 2ème alinéa de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques :

« Le Conseil d'administration détermine, sur proposition du Comité de Nominations et de Rémunération, la rémunération et les avantages accordés aux membres du Comité de Direction et aux cadres supérieurs. Il suit ces questions de manière continue. »

Sur proposition du Comité de Nominations et de Rémunération, le Conseil a approuvé, les 28 janvier et 4 février 2005, la situation administrative et pécuniaire des directeurs généraux et de l'administrateur délégué de la SNCB-Holding.

## Rémunération de M. Jannie HAEK, administrateur délégué (jusqu'au 13 novembre 2013)

Le système de rémunération comprend :

1. une partie fixe, à savoir :
  - le salaire de base ;
  - l'allocation de gestion octroyée mensuellement ;
  - l'indemnité de fonction : montant forfaitaire mensuel ;
  - l'allocation de fonction : 0 à 100 % du salaire annuel de base. Le pourcentage d'octroi est déterminé au début du mandat par le Comité de Nominations et de Rémunération compte tenu du degré de difficulté et de la complexité sociale de la fonction exercée ;
  
2. la prime de gestion : variable selon un coefficient d'appréciation de 0 à 3. Une évaluation est réalisée une fois par an par le Comité de Nominations et de Rémunération. Le Comité de Nominations et de Rémunération du 29 avril 2011 a défini 13 critères pour fixer les primes de gestion de l'administrateur délégué. Six de ces critères sont évalués au niveau du Groupe SNCB, à savoir la stabilisation de la dette, la croissance du trafic voyageurs, la satisfaction générale des clients, l'engagement du personnel, les accidents du travail et la ponctualité des trains. Sept critères sont évalués en fonction des résultats de la SNCB-Holding, à savoir la satisfaction des clients quant à l'accueil, le service et la propreté dans les gares, la sécurité dans les gares et les trains, le cash flow opérationnel, l'évolution de la dette nette, l'exécution du budget d'investissement, la durée du processus des recrutements externes et les objectifs spécifiques assignés à l'administrateur délégué. Il y a un double équilibre entre d'une part, les critères du Groupe (40 %) et les critères de la SNCB-Holding (60 %) et d'autre part, les critères financiers (30 %) et les critères qualitatifs (70 %).

Le système de rémunération ne comprend pas de dispositions relatives à un droit de réclamation, en faveur de l'entreprise, de la rémunération variable, si celle-ci a été accordée sur base d'informations financières incorrectes.

Le pécule de vacances, la prime annuelle et les autres allocations et indemnités éventuelles sont déterminés selon les dispositions réglementaires applicables. L'administrateur délégué ne reçoit pas de rémunération ni de jetons de présence comme membre du Conseil d'Administration et des Comités. Il ne reçoit pas de rémunération pour ses mandats dans les filiales. Il ne bénéficie pas d'une assurance-groupe.

L'administrateur délégué ne perçoit pas de rémunération sous forme d'actions, d'options sur actions ou autres droits d'acquérir des actions.

La rémunération totale brute, y compris les avantages en nature (voiture de société), versée en 2013 à l'administrateur délégué, s'élève 518.902,30 €. La prime de gestion de l'année 2012 est comprise dans ce montant.

La prime de gestion (comprise dans le montant précité) payée en 2013 s'élève à 101.268,52 €.

Assurance : pour l'administrateur délégué, 732,94 € de primes ont été payées en 2013 pour l'assurance soins de santé et accidents du travail.

### **Rémunération de M. Jo CORNU, administrateur délégué**

La convention conclue avec M. CORNU comme administrateur délégué de la SNCB-Holding et, à partir du 1er janvier 2014, comme administrateur délégué de la nouvelle SNCB, a pris cours au 13 novembre 2013 et prendra fin au 12 novembre 2019. La rémunération qui y est prévue, tant le montant fixe que le montant variable, les indemnités et le régime de départ sont conformes à la décision prise par le Conseil des Ministres concernant la rémunération des administrateurs délégués d'entreprises publiques.

La convention de M. CORNU comme administrateur délégué de la SNCB couvrait la période du 13 novembre 2013 au 31 décembre 2013 inclus. Cette fonction a été exercée par M. CORNU à titre non rémunéré.

Le montant de la rémunération fixe s'élève à 230 000 € par an et est payé en douze tranches mensuelles de 19 166,67 €. Il s'agit d'un montant indexé (indice santé novembre 2013).

La rémunération variable s'élève à maximum 60 000 € bruts par an (indice santé novembre 2013). Le montant exact est fixé par le Conseil d'Administration sur base des objectifs que celui-ci spécifie. Le Conseil d'Administration évalue les objectifs une fois par an.

Il n'y a pas d'avantages en nature.

Pour ses prestations en 2013, M. CORNU a perçu un montant brut de 31.624,01 €

### **Rémunération des directeurs généraux**

Le système de rémunération comprend :

1. une partie fixe, à savoir :
  - le salaire de base ;
  - l'allocation de gestion octroyée mensuellement ;
  - l'indemnité de fonction : montant forfaitaire mensuel.
  - l'allocation de fonction : 0 à 100 % du salaire annuel de base. Le pourcentage d'octroi est déterminé au début du mandat par le Comité de Nominations et de Rémunération, sur proposition de l'administrateur délégué, compte tenu du degré de difficulté et de la complexité sociale de la fonction exercée ;
2. la prime de gestion : variable selon un coefficient d'appréciation de 0 à 3. Une évaluation est réalisée une fois par an par l'administrateur délégué et elle est soumise au Comité de Nominations et de Rémunération. L'évaluation est basée à concurrence de 50 % sur des critères collectifs en rapport avec la stabilisation de la dette, la croissance du trafic voyageurs, la satisfaction générale des clients, l'engagement du personnel, les accidents du travail, la ponctualité des trains, la satisfaction des clients quant à l'accueil, le service et la propreté dans les gares, la sécurité dans les gares et les trains, la durée du processus des recrutements

externes, le cash flow opérationnel, l'évolution de la dette nette, l'exécution du budget d'investissement et, pour les autres 50 %, sur la réalisation des objectifs individuels fixés préalablement.

Le système de rémunération ne comprend pas de dispositions relatives à un droit de réclamation, en faveur de l'entreprise, de la rémunération variable, si celle-ci a été accordée sur base d'informations financières incorrectes.

La partie variable représente en moyenne environ 20 % de la rémunération.

Le pécule de vacances, la prime annuelle et les autres allocations et indemnités éventuelles sont déterminés selon les dispositions réglementaires applicables. Les contractuels bénéficient d'une assurance-groupe et d'une assurance hospitalisation.

Les membres du Comité de Direction ne perçoivent pas de rémunération sous forme d'actions, d'options sur actions ou autres droits d'acquérir des actions.

Le montant global brut, y compris les avantages en nature (voiture de société), payé en 2013 aux membres du Comité de Direction autres que l'administrateur délégué s'élève à 1.505.858,27 €. Les primes pour l'année 2012 sont comprises dans ce montant. Les primes pour les prestations 2013 ne seront fixées qu'en 2014, et ne sont dès lors pas comprises dans le montant précité.

La prime de gestion (comprise dans le montant précité) payée en 2013 s'élève globalement à 273.329,12 €.

Assurance : pour les directeurs généraux non-statutaires, 100.100,62 € de primes ont été payées en 2013 pour l'assurance-groupe et l'assurance soins de santé et accidents du travail.

### **Régimes de départ des membres du Comité de Direction**

S'il est mis fin au contrat de travail, M. ALLE a droit à un montant égal à :

- 17 mois de rémunération s'il est mis fin au contrat dans le courant de la première année du mandat;
- 14 mois de rémunération s'il est mis fin au contrat dans le courant de la deuxième année du mandat;
- 11 mois de rémunération s'il est mis fin au contrat dans le courant de la troisième année du mandat;
- 8 mois de rémunération s'il est mis fin au contrat dans le courant de la quatrième année ou des années suivantes du mandat.

Pour les trois autres membres du Comité de Direction, MM. AUDENAERT, BOURLARD et BOVY, il est prévu que, s'il est mis fin au mandat de directeur général pour un motif autre que des motifs graves, ils continuent d'être occupés dans le grade de directeur jusqu'au terme initialement prévu de leur mandat, avec maintien du salaire.

\*  
\*   \*

La rémunération du nouvel administrateur délégué, M. Jo CORNU, tient compte de la décision prise par le Gouvernement concernant les hauts salaires dans les entreprises publiques. La rémunération des nouveaux directeurs généraux tiendra également compte de cette décision.

### **Mandats dans les filiales et sociétés à participation**

Le Conseil du 25 février 2005 a décidé que les mandats d'administrateur dans les filiales, exercés par des membres du personnel du Groupe SNCB, ne sont pas rémunérés.